

Université de Montréal

« Hacker » la constitution

La démarche constituante comme expérience de traduction de la culture Internet dans la grammaire politique islandaise

par Emiliano Arpin-Simonetti

Département d'anthropologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en anthropologie

Avril 2019

© Emiliano Arpin-Simonetti, 2019

Université de Montréal
Département d'anthropologie
Faculté des arts et des sciences

Ce mémoire intitulé

« Hacker » la constitution

La démarche constituante comme expérience de traduction de la culture Internet dans la
grammaire politique islandaise

Présenté par

Emiliano Arpin-Simonetti

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Karine Bates

Présidente-rapporteuse

Bernard Bernier

Directeur de recherche

Catherine Bernier

Membre du jury

Résumé

La grave crise économique qui a secoué l'Islande dans la foulée de la crise financière mondiale de 2008 a profondément et durablement ébranlé la confiance de la population islandaise envers ses représentants politiques et ses institutions. Dans le contexte de grogne populaire qui a suivi la crise, plusieurs initiatives impulsées par des groupes citoyens ont essaimé pour tenter de réaffirmer différentes formes de souveraineté populaire. Plusieurs de ces initiatives ont misé sur le potentiel participatif des technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier celles associées au Web participatif (ou Web 2.0) ; mais de toutes, c'est sans doute la démarche constituante participative qui a le plus retenu l'attention à l'échelle mondiale. Faisant appel à des concepts, pratiques et outils empruntés au Web 2.0 et au domaine du développement logiciel, cette démarche dont les travaux se sont tenus entre 2010 et 2011 a directement sollicité la participation de la population pour l'élaboration d'un nouveau texte constitutionnel censé corriger certains des déséquilibres politiques ayant mené à la crise de 2008. Inédite à plusieurs égards, cette démarche constitue un cas unique pour comprendre le rôle que peuvent jouer des acteurs associés à ce que Manuel Castells appelle la « culture Internet » dans la redéfinition des institutions politiques et des représentations imaginaires d'une nation. En investissant le champ politique dans le contexte post-crise, ces acteurs traduisent certaines conceptions du politique et de la société propres à la culture Internet (et en particulier à sa sous-culture hacker) dans une grammaire politique islandaise fortement marquée par le libéralisme et un imaginaire national postcolonial. L'analyse du discours de différents acteurs de cette démarche et du contexte dans lequel il est énoncé montre que ce travail de traduction puise à un fond commun : celui du vaste registre politique et philosophique du libéralisme. Un registre que les acteurs de la démarche issus de la sous-culture hacker cherchent en quelque sorte à « mettre à jour » afin d'en dépasser les limites, à un moment charnière de l'histoire de leur pays.

Mots-clés : Islande, constitution, constituante, crise financière de 2008, démocratie participative, démocratie numérique, Culture Internet, culture hacker, TIC, Web 2.0, libéralisme, néolibéralisme

Abstract

The severe economic crisis that struck Iceland in the aftermath of the 2008 global financial crisis has profoundly and lastingly shaken the Icelandic population's confidence in its political representatives and its institutions. In the context of popular unrest that followed the crisis, many citizen-led initiatives have sprung up to try to reaffirm different forms of popular sovereignty. Several of these initiatives have focused on the participatory potential of information and communication technologies (ICTs), particularly those associated with participatory web (or web 2.0); but of all, it is probably the participatory constitutional process that has attracted the most attention on a global scale. Drawing on concepts, practices and tools borrowed from the field of software and web 2.0 development, this constitutional process, which took place between 2010 and 2011, directly solicited the participation of the population for the drafting of a new constitution supposed to correct some of the political imbalances that led to the 2008 crisis. Unprecedented in many aspects, this process offers a unique case to understand the role that actors associated with what Manuel Castells calls the "Internet culture" can play in redefining political institutions and imaginary representations of a nation. By investing the political field in the post-crisis context, these actors tried to translate certain conceptions of politics and society specific to the Internet culture (and in particular its hacker subculture) into an Icelandic political grammar strongly marked by liberalism and a postcolonial national imaginary. The analysis of the discourse of different actors of this constituent process and of the context in which it was enunciated shows that this translation intent draws on a common background: that of the vast political and philosophical register of liberalism. A register that the actors from the hacker subculture seek to "update" in order to exceed its limits, at a pivotal moment in the history of their country.

Keywords : Iceland, constitution, constitutional process, 2008 global financial crisis, participatory democracy, digital democracy, Internet culture, hacker culture, ICT, Web 2.0, liberalism, neoliberalism

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des sigles	v
Introduction.....	2
1. Mise en contexte politique, historique et culturelle	10
1.1 La kreppa : une crise financière, économique, politique et identitaire	10
1.2 La constitution et le verrou du cadre partisan.....	16
1.3 La démarche constituante	20
1.3.1 Le comité constitutionnel et le Forum national	21
1.3.2 L'assemblée constituante et son élection.....	22
1.3.3 Les travaux de l'assemblée constituante et le référendum.....	24
1.4 L'imaginaire national.....	31
1.5 Conclusion préliminaire.....	36
2. La culture Internet en Islande (cadre théorique).....	37
2.1 La culture Internet.....	39
2.1.1 La sous-culture hacker	43
2.2 « Hacker » la politique.....	47
3. Données et méthode.....	49
3.1 Analyse des résultats 3.1.1 Les entrepreneurs du Web 2.0 prennent l'initiative	54
3.1.1.1 Guðjón Már Guðjónsson, les <i>Þjóðfundur</i> et la culture Internet.....	56
3.1.1.2 Finnur Magnússon : les méthodes agiles au cœur de l'AC.....	70
3.1.1.3 Synthèse préliminaire.....	75
3.1.2 Le courant « pragmatique » : assurer la légitimité de la démarche dans l'adversité	79
3.1.2.1 Le discours des constituants.....	81
3.1.2.2 Des conceptions du politique en syntonie ?.....	86
3.1.3 Le courant « hacktiviste ».....	90

3.1.3.1 Birgitta Jónsdóttir, à la croisée des tendances politiques contestataires en Islande	92
3.1.3.2 Smári McCarthy et l'importance de la libre circulation de l'information	98
3.1.3.3 Synthèse préliminaire.....	103
3.2 Synthèse générale de l'analyse des données.....	105
4. Discussion.....	106
4.1 La situation du gouvernement Sigurðardóttir	108
4.2 Le projet politique des hackers	111
4.3 Un imaginaire national en quête de guérison.....	124
4.4 Limites et pistes de recherches futures	130
Bibliographie.....	136
ANNEXE I – Tableau des intervenants selon la source des propos recueillis et le type de discours compilés.....	i

Liste des sigles

AC : Assemblée constituante

PI : Parti de l'Indépendance

PP : Parti du Progrès

PPI : Parti pirate islandais

Introduction

Frappée de plein fouet par la crise financière mondiale de 2008, l'Islande voit son économie s'écrouler comme un château de cartes au cours des derniers mois de la même année. La faillite retentissante des banques privées, détenant des actifs équivalant à 800 % du PIB, plonge le pays dans l'incertitude et révèle l'incurie d'une classe politique acoquinée aux grands intérêts privés (Wade et Sigurgeirsdóttir, 2010). La « catastrophe » (ou *kreppa*, comme la nommeront les Islandais), provoquera presque immédiatement un soulèvement populaire d'une ampleur inégalée depuis 60 ans dans ce petit pays de 320 000 habitants situé au milieu de l'Atlantique Nord. Au plus fort de la crise, des milliers de personnes se massent devant l'*Alþing* – le Parlement – à Reykjavik, frappant sur des casseroles pour exprimer leur indignation face à leurs dirigeants politiques, jugés les principaux responsables de la crise, et surtout, pour exiger des comptes (Riché, 2013).

Dans la foulée de cette « révolution des casseroles » – qui finit par chasser, en janvier 2009, le gouvernement en poste et par porter au pouvoir le premier gouvernement de gauche de l'histoire du pays –, plusieurs initiatives impulsées à différentes échelles par des groupes citoyens essaient pour tenter de redonner sens et légitimité à l'action politique, notamment en misant sur la reprise en main du pouvoir par les citoyens (Blokker, 2012). Manifestations, assemblées de cuisine, groupes de défense de citoyens floués par des banques, création de

forums citoyens, voire de nouveaux partis politiques (tant à l'échelon municipal que national)... la mobilisation citoyenne foisonne¹.

Parmi ces groupes et ces initiatives, plusieurs miseront sur un usage politique des technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier celles associées au Web participatif (ou Web 2.0) alors en plein essor : par exemple, certains se servent des médias sociaux (Facebook et YouTube) pour organiser les manifestations hebdomadaires devant le Parlement, alors que d'autres mettront en place une plateforme en ligne appelée « Better Reykjavik » permettant aux citoyens de proposer directement des mesures au conseil municipal de la capitale et de voter pour les mesures proposées par leurs concitoyens (voir Marques, 2012).

Mais de toutes ces initiatives, c'est sans doute la démarche constituante participative, dont les travaux se déroulent entre 2010 et 2011, qui a le plus attiré l'attention des observateurs à l'échelle mondiale. Comptant parmi les principales revendications de la « révolution des casseroles », la refonte de la constitution du pays est enclenchée par la nouvelle coalition de gauche formée par l'Alliance sociale-démocrate et la Gauche-verte, confirmée au pouvoir par des élections anticipées en avril 2009. Un processus de révision constitutionnelle faisant appel à différentes méthodes participatives est ainsi officiellement amorcé en 2010, s'inspirant en

¹ Plusieurs documentaires tournés pendant cette période témoignent de cette effervescence démocratique, par exemple *Reykjavik Rising* (2015); *Bluberry soup. How Iceland changed the way we think about democracy* (2013); et *Pots, pans and other solutions* (2012).

partie d'une initiative citoyenne organisée en novembre 2009 – le *Pjóðfundur*, ou « Forum national ». La démarche constituante fera ainsi appel à différents concepts, pratiques et outils empruntés au Web 2.0 et au domaine du développement logiciel (médias sociaux, *crowdsourcing*, méthodes dites « agiles », etc.), afin de solliciter directement la participation de la population à l'élaboration d'une nouvelle constitution.

Cette expérience, inédite à plusieurs égards comme nous le verrons, s'est attiré un vif intérêt au sein de la presse internationale, en particulier auprès des médias de gauche (Chartier, 2016) et de ceux s'intéressant aux nouvelles tendances, notamment en matière de technologie. L'enthousiasme emporté de certains discours insistant sur le caractère innovateur de la démarche (notamment Castells, 2012) ont d'abord attiré notre curiosité, puis une certaine circonspection qui nous a poussé à vouloir mieux comprendre le projet politique sous-jacent à cette expérience de démocratie participative empruntant des discours et des pratiques à une certaine « culture Internet » telle que décrite par Manuel Castells (2002). D'autant que tout au long de nos travaux exploratoires à ce mémoire, menés dans le cadre de trois séminaires², nous avons souvent eu l'impression que le choix de ces méthodes participatives 2.0, pourtant peu orthodoxes (en particulier dans le cadre d'un processus de révision constitutionnelle), avait été fait en supposant que leur usage pour approfondir la participation démocratique *allait de soi*, en quelque sorte.

² ANT6030 Changement social et culturel ; ANT6160 Culture, justice et droit, et ANT6802 Travail pratique et pratique de terrain. Le présent mémoire reprend en partie des analyses et des observations réalisées dans des travaux écrits remis dans le cadre de ces trois séminaires.

Or, il existe plusieurs raisons de questionner cette équivalence entre TIC et meilleure participation démocratique (Hübner, 2017, Labelle, 2009, Gallego, 2008) tout comme l'effet réellement démocratique de plusieurs autres types de dispositifs participatifs (Neveu, 2007). En effet, les raisons qui sous-tendent une participation effective aux processus de délibération démocratique sont complexes et liées à des facteurs socioéconomiques très variés (Gallego, 2008, Milner, 2004). Nous avons donc voulu comprendre les dynamiques sociales et politiques de même que les conceptions du politique expliquant cet « allant de soi » que nous constatons, en particulier à un moment où les médias sociaux comme Facebook et d'autres plateformes en ligne étaient en plein essor, nourrissant toute une nouvelle économie capitaliste basée sur la commercialisation des données personnelles qui soulevait déjà à l'époque de sérieuses questions sur le respect de la vie privée et d'autant plus de doutes sur leurs vertus démocratiques (De Grosbois, 2018, Ouellet, 2016).

Il nous semblait donc devoir interroger les liens entre ce qu'on pourrait appeler le « libéralisme contre-culturel » propre à certaines franges de la culture Internet, notamment la sous-culture hacker (Ouellet, 2016, Turner, 2012), et la mouvance politique s'appuyant sur Internet et les TIC dont l'émergence, en Islande, concorde avec la crise de 2008 et l'expérience de l'assemblée constituante participative. Mais plus que de chercher à savoir si une parenté idéologique avec le libéralisme serait de nature à renforcer ou à atténuer la radicalité du projet politique de cette mouvance, nous nous sommes davantage intéressés à comprendre comment une certaine culture Internet imprégnée de libéralisme (Coleman et

Golub, 2008) – voire d’un certain imaginaire libertaire (Forest, 2009) – a trouvé dans le contexte de la crise de 2008 et de la démarche constituante un terreau fertile à sa traduction politique, bref, à *son intégration dans la grammaire politique nationale telle que structurée autour de l’État et par ce dernier* et marquée par un imaginaire national teinté par un schème identitaire postcolonial (Bergman, 2014, Loftsdottir, 2011, Nielsen-Gremaud, 2010). Outre les dynamiques sociales et politiques expliquant l’utilisation des TIC dans la démarche constituante, nous avons ainsi voulu chercher à comprendre *le sens* que les acteurs donnent à l’utilisation de ces technologies pour transformer le champ politique national, dominé par la droite conservatrice et néolibérale (Wade et Sigurgeirsdóttir, 2010), de même que les conceptions du politique et les représentations de la communauté politique sous-jacentes. L’objectif du processus constituant étant de forger un nouveau contrat social pour le pays, il permettait également de se pencher sur la façon dont l’utilisation des TIC est non seulement articulée à la procédure démocratique – articulation qu’une multitude de travaux a exploré de maintes façons³ –, mais aussi à la façon de se représenter cette « communauté imaginée » qu’est la nation (Anderson, 1983).

Afin d’avoir accès à cette compréhension plus subjective de l’utilisation des TIC en politique et de l’interaction entre les éléments issus de la culture Internet et la grammaire politique

³ Lena A. Hübner (2017) fait une excellente synthèse des innombrables travaux sur ce sujet dans « Où en est le débat sur le potentiel démocratique des TNIC? Regards croisés sur la participation citoyenne en ligne », [Meta]morphoses numériques de la culture et des médias : quelques pistes de réflexion, Cahiers du CRICIS, numéro spécial, 2017-1, p. 36-45.

islandaise, nous avons choisi d'analyser le discours de certains acteurs ayant joué un rôle actif au sein de la démarche constituante *élargie* – c'est-à-dire incluant certaines de ses étapes préparatoires (détaillées dans le chapitre 1). Plus précisément, nous avons accordé une attention particulière aux acteurs ayant participé au choix des outils, pratiques et méthodes participatives 2.0 utilisées dans le cadre de la démarche constituante, afin de discerner les conceptions du politique, le rôle accordé aux TIC et les représentations de la nation qui ressortent de leur discours et de la démarche.

Notre intention de départ était de réaliser par vidéo-conférence des entrevues semi-dirigées avec une dizaine d'acteurs ciblés, mais devant la difficulté inattendue d'obtenir une réponse de leur part, nous avons dû opter pour une solution de rechange. Nous avons en effet choisi de compiler divers témoignages audio, vidéo et écrits livrés en anglais par les acteurs que nous avions ciblés au départ. À l'exception d'une entrevue que nous avons réussi à réaliser avec une de ces personnes, tous ces témoignages ont été produits dans différents contextes d'énonciation (conférences publiques, panels, entrevues journalistiques, articles écrits pour différentes publications), à des moments variés entre 2011 et 2018, et ont été recueillis sur Internet. Tel que détaillé dans l'Annexe I, nous avons classé les témoignages des huit personnes retenues selon le type de source et selon le type de discours - soit direct (énoncé directement par la personne) soit indirect (rapporté par un tiers).

Évidemment, cette façon de procéder comporte de nombreuses limites, à commencer par la langue : le fait de ne pas parler islandais nous a forcé à considérer uniquement les témoignages

en anglais, ce qui, d'une part, restreint l'analyse aux propos des acteurs maîtrisant cette langue et qui, d'autre part, limite d'emblée l'accès à la complexité et à la richesse des concepts produits dans leur langue par les acteurs pour décrire leur univers de sens. Cette limite aurait toutefois été la même si nous avions eu l'opportunité de nous entretenir directement avec les différents acteurs ciblés, que ce soit par Skype ou en personne lors d'un travail de terrain plus classique. Par ailleurs, si l'utilisation de sources secondaires impose certaines limites, un travail bien fait de recoupement des sources pour valider la pertinence et l'exactitude des propos ainsi qu'un effort de contextualisation afin d'en préciser la situation d'énonciation permettent néanmoins de garantir la valeur des propos recueillis. Enfin, mentionnons que le choix des intervenants a nécessairement été conditionné par la disponibilité, en ligne, de leurs témoignages en anglais ; toutefois, vu l'attention soutenue que s'est attiré le processus constituant dans les médias internationaux, la diversité et la qualité des témoignages disponibles sur le Web était tout de même importante, ne restreignant pas outre mesure la sélection des sources.

Afin de compenser ces différentes lacunes, mais surtout de mieux faire ressortir la signification des propos recueillis, nous avons choisi d'intégrer leur analyse à une « description profonde » ou « thick description » (Geertz, 1979) du contexte politique plus général dans lequel ils se situent ainsi que des étapes du processus constituant auxquels ils se réfèrent. Cette méthode interprétative nous semble la mieux adaptée pour appréhender les diverses ramifications entre la culture Internet, les institutions et idéologies du champ politique islandais de même que l'imaginaire national.

Dans cette optique, et afin de bien situer les événements dont il sera question, nous commencerons par une mise en contexte politique et historique permettant de comprendre le champ politique islandais, le sens des revendications de la « révolution des casseroles » et les dynamiques dans lesquelles s'insère la demande de révision constitutionnelle. Nous préciserons également la trame narrative du schème identitaire postcolonial qui caractérise selon certains auteurs (Bergman, 2014, Loftsdottir, 2011, Nielsen-Gremaud, 2010) la façon dont les Islandais se représentent la nation et structure l'imaginaire national. Dans ce premier chapitre, nous exposerons également les grandes lignes de la démarche constituante elle-même, pour y revenir plus en détail par la suite.

Dans un deuxième temps, nous exposerons le cadre théorique qui nous permettra d'analyser les manifestations de la culture Internet dans le cadre du processus constituant. Nous y exposerons les principaux concepts relatifs à cette culture et à ses sous-cultures, en particulier la sous-culture hacker. La parenté entre cette dernière et le libéralisme sera détaillée dans ce deuxième chapitre.

Le chapitre suivant constitue le cœur du mémoire. Nous commencerons par revenir plus en détail sur la nature des données recueillies de même que sur les méthodes choisies pour les analyser. Nous entrerons ensuite dans le vif de l'analyse des propos de notre échantillon de huit acteurs ayant participé à la mise sur pied et au déroulement de la démarche constituante. Après avoir précisé les étapes de la démarche auxquelles ils se rapportent, nous nous

attarderons à faire ressortir les différents éléments de la culture Internet qu'ils mobilisent de même que les conceptions du politique qui se dégagent à la fois de leurs propos et des dispositifs participatifs mis sur pied. Afin de faciliter la présentation des discours recueillis, nous les avons regroupés en trois grandes catégories correspondant à trois modes d'appropriation des TIC à des fins politiques. Ces trois catégories, qui forment autant de sous-sections de ce chapitre, ne sont toutefois pas forcément mutuellement exclusives et ne prétendent pas constituer des outils théoriques visant à s'appliquer à d'autres contextes : il s'agit essentiellement, ici, de classer les données compilées pour en faciliter la présentation.

Enfin, dans le quatrième et dernier chapitre, nous exposerons nos conclusions sur les maillages entre la culture Internet, le champ politique et l'imaginaire national islandais tels qu'ils se sont tissés dans le cadre de la démarche constituante élargie, afin de tenter de discerner le projet politique qui se dégage de cette politisation de la culture Internet.

1. Mise en contexte politique, historique et culturelle

1.1 La kreppa : une crise financière, économique, politique et identitaire

Fin septembre 2008, le système bancaire islandais s'écroule, entraînant dans sa chute l'économie du pays nordique : le cours de la couronne islandaise – la monnaie nationale – s'effondre, l'inflation et le chômage explosent, et l'État doit éponger une partie de la dette

astronomique des banques privées en faillite. En moins de huit ans, à la faveur de privatisations hâtives au tournant des années 2000, de dérégulations et de conditions de crédit favorables sur les marchés internationaux, les trois plus grandes banques du pays – Landsbanki, Kaupþing et Glitnir – avaient réussi à cumuler des actifs de quelque 170 milliards de dollars US en 2008, soit 800 % du PIB de l’Islande, petit pays de 320 000 habitants. Lorsque les conditions de crédit se sont resserrées à l’échelle mondiale avec la faillite de Lehman Brothers aux États-Unis et avec le début de la crise financière mondiale, la source de cette incroyable – et factice – prospérité s’est tarie, et le gigantesque fonds spéculatif qu’était devenu l’Islande⁴ s’est effondré comme un château de cartes en à peine quelques jours. Forcé d’éponger la dette de 25 milliards de dollars laissée par les banques en déroute, l’État islandais est alors placé en situation de faillite technique et doit recourir à l’aide d’urgence du Fonds monétaire international (FMI).

Pour les Islandais, le choc est brutal : à peine quelques mois avant la crise, le pays se classait parmi les plus riches au monde, avec un PIB par habitant 160 % plus élevé que celui des États-Unis⁵, et se situait dans le peloton de tête de tous les classements internationaux d’indicateurs de développement. La réponse de la population, dont une partie importante a par ailleurs été directement flouée par les banques, fut à la mesure du traumatisme collectif, surnommé la *kreppa* (« la catastrophe ») : dès la mi-octobre 2008, des centaines de personnes se

⁴ GUMBEL, Peter, « Iceland : the country that became a hedge fund », *Fortune*, 4 décembre 2008, cité dans CHARTIER, Daniel, *La spectaculaire déroute de l’Islande*, Québec, Presses de l’Université du Québec, 2010.

⁵ Données citées dans Castells (2012).

rassemblent chaque samedi dans la capitale, Reykjavik, sur la place devant l'*Alþingi* (le Parlement), pour dénoncer les banquiers et les politiciens à leur service. Les manifestations prennent de l'ampleur au fur et à mesure que la crise économique s'aggrave, et culminent fin janvier 2009, alors que quelques milliers de personnes tapant sur des casseroles entourent le Parlement, réclamant la démission du gouvernement, du directeur de la banque centrale, et la traduction en justice des banquiers. Autre revendication centrale des manifestants de ce qu'on appellera la « révolution des casseroles » : la réforme complète de la constitution du pays afin de revoir le système politique islandais depuis ses fondations et ainsi éviter qu'une nouvelle crise de cette ampleur se reproduise.

Devant la pression populaire et les manifestations qui tournent à l'affrontement avec les forces anti-émeute, le gouvernement dirigé par le Parti de l'indépendance (PI, droite libérale) finit par démissionner, le 29 janvier 2009. C'est l'Alliance social-démocrate (centre-gauche) de Jóhanna Sigurðardóttir, partenaire de coalition du PI dans le gouvernement, qui assumera le pouvoir en s'appuyant sur la Gauche-verte. Pour la première fois de son histoire, l'Islande sera donc dirigée par un gouvernement entièrement formé par la gauche, qui plus est mené par une femme, autre première historique. Comme condition pour ne pas s'opposer à la formation de cette coalition, le Parti du Progrès (centre-droit, agrarien) exige que la tenue d'une assemblée constituante soit à l'ordre du jour du nouveau gouvernement – une idée qu'il reniera rapidement lorsqu'il constatera qu'une telle réforme pourrait changer l'équilibre des pouvoirs en sa défaveur et celle de son allié de toujours, le Parti de l'indépendance (Riché, 2013). Quoi qu'il en soit, le nouveau gouvernement de gauche, qui sera confirmé en poste par des élections

législatives anticipées en avril 2009, reprend à son compte cette revendication de la rue et enclenche un processus de réforme constitutionnelle.

S'il est relativement fréquent qu'une crise économique provoque un désir de changer la constitution pour revoir les fondements de la société (Bergman, 2014, Gylfason, 2012), toutes les crises, aussi graves soient-elles, ne se traduisent pas forcément par une réforme constitutionnelle. Pour comprendre ce désir de changement radical il faut prendre la mesure de la perte de confiance abrupte de la population à l'égard de la classe politique, dont le népotisme et la proximité incestueuse avec les élites économiques, exacerbés par le règne néolibéral du PI depuis 1991, ont été en quelque sorte mis à nu par la crise (Wade et Sigurgeirsdóttir 2010, Chartier 2010).

De la moitié des années 1990 à 2008, l'économie islandaise, traditionnellement fondée en large partie sur la pêche commerciale et, dans une moindre mesure, sur la production agricole, connaît une profonde transformation économique liée à une rapide transition néolibérale, à la faveur des accords de libre-échange signés avec l'Espace économique européen et de l'arrivée en poste de Davíð Oddsson, élu premier ministre sous la bannière du PI en 1991. Souhaitant réduire la dépendance traditionnelle de l'île au secteur de la pêche, Oddsson souhaite faire de l'Islande rien de moins que le « pays le plus riche au monde⁶ », et lance un vaste plan de

⁶ En 2001, le premier conseiller économique et politique de Davíð Oddsson produisait un rapport intitulé « Comment faire de l'Islande le pays le plus riche du monde », où était détaillée la vision qu'adoptera le Premier

diversification économique. Des grands projets industriels sont lancés pour faire de l'Islande un grand producteur d'aluminium et des entreprises publiques, notamment dans le domaine des télécommunications, sont privatisées. La pièce maîtresse du plan est toutefois le développement d'une industrie financière importante : entre 1998 et 2003, les trois plus importantes banques d'État seront donc cédées à des intérêts privés, notamment à des proches du Parti de l'Indépendance au pouvoir et du Parti du progrès, dans un processus suintant le népotisme⁷. Les fortunes engrangées dans le climat d'affaires instauré par le PI seront injectées dans ce système financier où des entrepreneurs s'inventent banquiers du jour au lendemain (Wade et Sigurgeirsdottir 2010). Le secteur financier sera de plus en plus déréglementé et la surveillance des banques de plus en plus sous-traitée au secteur privé, notamment aux banques elles-mêmes. En 2004, Oddsson cédera sa place de premier ministre à son protégé Geir Haarde, avant de se faire nommer président de la banque centrale (bien que n'ayant aucune formation d'économiste) d'où il poursuivra son programme déjà bien entamé de déréglementation sauvage du secteur financier, présidant à l'essor fulgurant et à la chute brutale de celui-ci. Cette absence de contrôle indépendant sur le secteur financier de même que l'opacité qui caractérise les réseaux de pouvoir économique et politique en Islande (Chartier 2010; Baldvinsdottir 1999), permettront aux banques de se concerter pour mettre sur pied différents stratagèmes s'apparentant à un vaste et complexe système de Ponzi dans lequel de nouveaux emprunts (sur les marchés mondiaux mais aussi auprès de petits épargnants, sous

ministre. En somme, il s'agissait de transformer l'Islande en paradis fiscal, sur le modèle du Luxembourg notamment.

⁷ Voir à ce sujet OCDE, *Études économiques de l'OCDE, Islande*, vol. 2009/16, septembre 2009, p. 21-22.

forme de prêts à la consommation) servent à renflouer le système (Wade et Sigurgeirsdottir 2010)... Jusqu'à son effondrement en 2008.

La façon dont le gouvernement et les « financiers vikings » (ainsi surnommés en raison de leur comportement conquérant et impétueux sur les marchés mondiaux) ont manœuvré pour minimiser, nier, voire camoufler la situation instable du secteur financier (pourtant connue depuis 2006) est un autre facteur important qui traduit bien la proximité incestueuse entre le gouvernement et les banquiers et qui permet de comprendre le sentiment de trahison ressenti par bien des Islandais à l'égard de la classe politique. En effet, entre autres tentatives de noyer les nouvelles plus critiques ou émettant des doutes sur la solvabilité des banques, les banquiers feront appel à des économistes de réputation internationale comme Frederic Mishkin ou Richard Portes auxquels ils commanderont des rapports indiquant que la situation financière est sous contrôle (Castells, 2012, Chartier, 2010). Plutôt que de resserrer sa vigilance, le gouvernement tentera plutôt d'étouffer les médias plus critiques en allant jusqu'à annuler l'abonnement institutionnel de plusieurs ministères à certains journaux (Boyes, 2009). De plus, lorsque l'agence de notation Moody's décide d'abaisser la cote des banques et de l'État islandais, en mars 2008, « le gouvernement islandais répond non par une stratégie économique, mais par une stratégie de communication » (Chartier, 2010, p. 18) pour protéger l'image et la réputation des banques. Ce contrôle de l'information est par ailleurs renforcé par

le fait que certains des plus importants médias du pays sont détenus par des intérêts proches du Parti de l'indépendance⁸.

Ainsi, la population en colère qui descend dans la rue armée de casseroles fin 2008 début 2009 a certes de bonnes raisons de pointer du doigt les « banksters » et les « financiers vikings » comme étant la cause de la crise ; elle en a toutefois tout autant de viser les responsables politiques, tant pour leur incompétence à gérer la crise que pour leur proximité inextricable avec les pouvoirs de l'argent et leur manque flagrant de transparence. Si la volonté de réformer la constitution en découle en grande partie, celle-ci s'explique aussi par des dynamiques propres au champ politique qu'il convient d'exposer sommairement.

1.2 La constitution et le verrou du cadre partisan

Outre le désir clairement exprimé par les manifestations d'imposer une nouvelle séparation des pouvoirs qui inclurait une séparation plus nette entre le pouvoir politique et celui de l'argent, il y a tout un arrière-plan historique et politique qui explique que la révision constitutionnelle soit devenue une des principales revendications de la « révolution des casseroles ».

⁸ Lorsqu'il sera finalement forcé de quitter son poste de directeur de la banque centrale en 2009, Davíð Oddsson sera d'ailleurs nommé rédacteur en chef du plus important quotidien d'Islande, le *Morgunblaðið*.

Tout d'abord, la révision de la constitution actuelle de l'Islande est un projet politique qui remonte à l'adoption du texte lui-même, en 1944. Celui-ci fut en effet adopté de manière provisoire, au moment de l'indépendance du pays, en attendant une révision en bonne et due forme. La priorité était alors de concrétiser la sécession avec le Danemark sous occupation nazie, si bien que le texte adopté en 1944 sera essentiellement le même que celui de la constitution léguée par l'ancienne puissance coloniale en 1874 – et légèrement amendé en 1920. La seule véritable modification introduite en 1944 consistera alors à remplacer le roi par un président élu, transformant le Royaume d'Islande, une monarchie parlementaire sous autorité danoise, en République d'Islande, qui conserva le même régime parlementaire malgré l'indépendance.

Malgré plusieurs tentatives, le texte de 1944 ne sera toutefois jamais modifié en profondeur tel que promis par le parlement au moment de l'indépendance. Une des principales raisons de cet échec tient à l'équilibre du champ politique islandais, dominé depuis les années 1930 par trois principaux partis qui ont su trouver leur compte dans le statu quo. Il s'agit du Parti de l'indépendance, du Parti du Progrès et de l'Alliance sociale-démocrate. Issus en grande partie de l'élite traditionnelle – respectivement : les grands barons de la pêche industrielle, les propriétaires terriens et la bourgeoisie libérale –, ces partis se sont installés dans le système parlementaire cédé par le Danemark à la fin du 19^e siècle et y ont fait leur niche (Sallé 2011). Ainsi, si des modifications à la constitution ont été adoptées depuis 1944, elles ne touchaient pas l'ensemble du texte et visaient principalement à ajuster le système électoral à certains changements démographiques, à abolir le sénat ou encore à modifier la section sur les droits

humains afin de la rendre conforme à la Convention européenne des droits de l'homme, après que l'Islande eût intégré l'Espace économique européen en 1994 (Gylfason, 2012).

Cette difficulté à réformer la constitution en profondeur, notamment pour améliorer l'équilibre entre les institutions et la séparation des pouvoirs (la nomination des juges, par exemple, est souvent l'objet de controverses et d'accusations de népotisme⁹), s'explique donc en grande partie par l'incapacité des trois grands partis de trouver un terrain d'entente. Historiquement toutefois, c'est le Parti de l'indépendance qui a toujours été le plus hostile à se lancer dans un tel projet. Ayant été au gouvernement de façon quasi ininterrompue depuis 1944 (seul ou en coalition - le plus souvent avec le Parti du Progrès), il s'est toujours opposé à une réforme en profondeur d'un système qui l'avantage (lui et ses alliés de l'oligarchie traditionnelle), tant en raison du mode de scrutin qui donne plus de poids aux régions par rapport à Reykjavik, du processus de nomination des juges que de la carte électorale et du système de propriété des ressources naturelles (principalement les quotas de pêche) (Sallé 2011, Gylfason, 2012).

De plus, la formule d'amendement jusqu'alors privilégiée rendait encore plus difficile la modification des prérogatives du pouvoir exécutif et législatif, prévues par la constitution, car en vertu d'une interprétation formelle de la constitution, en particulier de son article 79, ce

⁹ Sur l'indépendance douteuse des tribunaux islandais et sur le processus de nomination des juges souvent entaché de népotisme, voir *Sustainable Governance Indicators*. « Judicial Review : Iceland ». Bertelsmann Stiftung, 2011. Adresse URL: http://www.sgi-network.org/index.php?page=indicator_quali&indicator=S4_2&pointer=ISL#ISL

rôle revient au Parlement¹⁰. Pour qu'une réforme constitutionnelle entre en vigueur, elle doit, de plus, suivre la procédure suivante : adoption du nouveau texte par le Parlement, dissolution de la chambre, tenue d'élections législatives, adoption du texte par le nouveau Parlement. Il est donc très difficile dans ce contexte de faire adopter, par des députés (parmi lesquels sont choisis les ministres) et deux fois plutôt qu'une, des amendements limitant leur propre pouvoir, de même que celui de l'exécutif.

Dans un tel contexte d'impasse historique de la réforme constitutionnelle, la perte de légitimité des élus et la contestation populaire (qui a exprimé avec vigueur et de différentes façons le souhait d'une participation citoyenne accrue aux décisions politiques), ont eu une influence certaine sur le choix du nouveau gouvernement de lancer une démarche constituante fondée sur la participation citoyenne. La décision qui sera prise de confier cette réforme à une assemblée indépendante du Parlement et constituée de citoyens « ordinaires » élus au suffrage direct constitue en quelque sorte un aveu d'échec de la classe politique à s'acquitter de cette tâche (Gylfason, 2012, Marques, 2012).

Or, comme l'atteste le contexte historique, ce choix comportait également des avantages stratégiques pour le nouveau gouvernement de gauche, formé par une coalition de deux partis historiquement minoritaires, soit l'Alliance sociale-démocrate de Jóhanna Sigurðardóttir, la Première ministre, et la Gauche-Verte. Ainsi, au-delà de son souci d'être à l'écoute des

¹⁰ « Constitution of the Republic of Iceland (1944) », Article 79, consulté le 22 août 2018.

revendications populaires ou de son idéal d'une démocratie renouvelée – par ailleurs sincère à l'en juger par plusieurs observateurs (McCarthy, 2014, Riché, 2013, Dessi, 2012), la décision du gouvernement peut aussi être vue comme un choix stratégique utile pour arriver enfin à modifier les règles du champ politique national, verrouillé depuis plus de 60 ans. Ce choix sera d'ailleurs farouchement combattu par le Parti de l'indépendance, qui multipliera les embûches procédurales et même juridiques¹¹ en invoquant comme principal argument le fait qu'il revient aux parlementaires – et non à des citoyens non-experts en matière de droit constitutionnel – d'écrire une nouvelle constitution (Thorarensen, 2011). Mais avant d'aller plus loin, il convient de décrire la démarche constituante dans ses grandes lignes.

1.3 La démarche constituante

C'est par le biais d'un texte de loi, l'Acte 90/2010, que le gouvernement islandais mettra sur pied la démarche devant mener à l'adoption d'une nouvelle constitution pour le pays. Déposé en novembre 2009, le projet de loi sera adopté seulement en juin 2010, après d'âpres débats au Parlement. Entre-temps, plusieurs groupes de la société civile décident de ne pas attendre¹² le gouvernement pour prendre l'initiative et lancent un exercice de délibération collective qui

¹¹ Le Parti de l'indépendance, usant de ses influences à la Cour suprême, réussira notamment à faire invalider l'élection des membres de l'assemblée constituante, tenue le 27 novembre 2010, ce qui retardera considérablement le processus. Voir à ce sujet Thorarensen (2011) et Sigurgeirsdóttir et Wade (2012).

¹² SIGMUNDSDOTTIR, Alda, « Tired of Waiting, Icelanders Gather to Create a Roadmap for the Future », Huffington Post, le 18 mars 2010. Consulté [en ligne] le 15 janvier 2019. Adresse URL : https://www.huffingtonpost.com/alda-sigmundsdottir/tired-of-waiting-icelande_b_349420.html

s'apparente à une convention constitutionnelle citoyenne : le *Þjóðfundur*, ou « forum national », qui se tiendra en novembre 2009 et qui rassemblera quelque 1500 personnes représentatives des différentes composantes de la nation islandaise, dont 1200 tirées au hasard dans le registre civil. Devant l'engouement suscité par cette séance de remue-méninges collectif, le gouvernement décidera de reprendre quasi intégralement l'expérience et de l'intégrer à la démarche constituante officielle¹³.

Malgré un certain momentum, l'opposition du PI et du PP au Parlement arrivera à limiter sérieusement la portée du projet constituant tel que proposé au départ par le gouvernement Sigurðardóttir. La durée des travaux de l'assemblée constituante sera ramenée à seulement trois mois (avec prolongation possible d'un mois supplémentaire), au lieu des deux ans souhaités par le gouvernement, et le nombre de constituants sera réduit à 25 au lieu des 41 prévus initialement. L'Acte 90/2010 prévoit par ailleurs le déroulement de la démarche constituante en trois grandes étapes, que voici succinctement résumées.

1.3.1 Le comité constitutionnel et le Forum national

Un comité constitutionnel, formé de sept experts nommés par le Parlement, est chargé de préparer un nouveau grand Forum national au cours duquel un échantillon représentatif de 950 citoyens tirés au hasard dans le registre civil sera consulté pour déterminer les valeurs

¹³ « Iceland's Government to Cooperate with the Anthill », Iceland Review Online, le 24 novembre 2009.

cardinales et les grands thèmes qui doivent être inclus dans la nouvelle constitution. Ce forum, tenu le 6 novembre 2010, est directement dérivé de l'initiative citoyenne organisée en novembre 2009 et reprendra la même procédure de travail inspirée de méthodes de remue-méninges en groupe utilisées en entreprise et des principes du *crowdsourcing*, soit la mise à contribution, grâce à des plateformes collaboratives en ligne, d'une « foule » d'individus travaillant à une tâche commune (nous reviendrons sur le détail de cette méthode plus bas, dans la section 3). Le comité constitutionnel était aussi chargé de compiler dans un rapport les données tirées du Forum national officiel et de proposer à la future Assemblée constituante une liste détaillée d'amendements constitutionnels qui en tiennent compte. Enfin, le comité est également chargé de mettre sur pied une base de données et d'informations en matière constitutionnelle devant être mise à la disposition de l'Assemblée constituante pour l'aider dans ses travaux.

1.3.2 L'assemblée constituante et son élection

Le travail de réécriture de la constitution comme tel est confié à une assemblée de 25 personnes élues (dont un minimum de 10 femmes) au suffrage universel direct, par un système de vote unique transférable. Pour pouvoir être élu, il faut être majeur (18 ans), recueillir un

minimum de 30 signatures appuyant la candidature et ne pas être un élu du Parlement ou un membre du pouvoir exécutif (président ou ministres)¹⁴.

En tout, 522 personnes se sont présentées. Ce nombre élevé, combiné à une campagne électorale courte (moins d'un mois) et peu médiatisée, de même qu'à un mode de scrutin complexe et inédit en Islande (le vote unique transférable), ont toutefois grandement contribué au faible taux de participation lors du scrutin, le 27 novembre 2010¹⁵ – sans oublier que le Parti de l'indépendance a appelé à boycotter cette élection, qualifiée par certains de « concours de beauté »¹⁶. À peine 36 % des électeurs se sont déplacés, dans un pays où le taux de participation aux élections régulières descend rarement sous la barre des 80 %¹⁷. Prétextant la faible représentativité du vote et des irrégularités techniques dans l'organisation du scrutin, des candidats défaits associés au Parti de l'indépendance ont réussi à faire annuler l'élection par la Cour suprême du pays, malgré l'absence de preuves que la confidentialité du scrutin ait effectivement été violée (Dessi, 2012). Il faut en effet mentionner que sept des neuf juges de la Cour suprême ont été nommés par le Parti de l'indépendance pendant qu'il était au pouvoir et

¹⁴ Voir la loi encadrant le travail de l'Assemblée constituante, traduite en anglais : http://thjodfundur2010.is/other_files/2010/doc/Act-on-a-Constitutional-Assembly.pdf

¹⁵ « Poorest election turnout in Iceland's history », *Iceland Review Online*, 29 novembre 2010.

¹⁶ RICHÉ, Pascal, « Comment la belle Constitution 2.0 de l'Islande menace de dérailler », *Rue89*, le 19 octobre 2012. Consulté [en ligne] le 18 janvier 2013.

¹⁷ *Statistics Iceland*, « Elections overview, 1874-2011 ». Consulté [en ligne], le 17 janvier 2013. URL: <http://www.statice.is/Statistics/Elections/Elections-overview>

parmi lesquels figure nul autre que le neveu de l'ex-premier ministre Davíð Oddsson, principal responsable des dérives ayant mené à la crise aux yeux de plusieurs.

1.3.3 Les travaux de l'assemblée constituante et le référendum

Pour éviter des délais et des coûts supplémentaires, le gouvernement de Jóhanna Sigurðardóttir contournera néanmoins la décision de la Cour suprême en nommant un « comité parlementaire constituant » composé des 25 personnes élues lors du scrutin du 27 novembre (10 femmes et 15 hommes, d'âges et de provenance sociale relativement divers¹⁸). Symboliquement, la portée refondatrice du projet constituant, censé être complètement indépendant du Parlement, s'en voit réduite ; mais concrètement, cette manœuvre n'aura pas d'effet sur les travaux de la nouvelle assemblée, du moins dans l'immédiat. Ceux-ci se dérouleront tel que prévu par l'Acte 90/100, bien qu'avec quelques mois de retard. Aussi, par souci de convenance et pour éviter les confusions, nous référerons à ce « comité parlementaire constituant » comme à l'Assemblée constituante (AC) tout au long de ce mémoire.

Les travaux commenceront donc le 6 avril 2011. Le conseil constitutionnel de sept experts remet alors à l'AC son rapport sur les conclusions du Forum national officiel, un document de

¹⁸ On compte par exemple cinq universitaires, quatre journalistes, trois médecins, un agriculteur, un chômeur, un syndicaliste, quelques artistes, des gens d'affaires, et même une militante pour les droits des handicapés se déplaçant en fauteuil roulant. Les constituants sont par ailleurs âgés entre 24 et 71 ans et viennent en majorité de la région de Reykjavik (22 sur les 25).

700 pages comportant des suggestions d'amendements constitutionnels. Une quantité importante de documentation (notamment des revues de littérature sur différents enjeux de droit constitutionnel, des études sur la portée de l'actuelle constitution, des analyses sur la constitution d'autres pays, etc.) est également remise aux 25 constituants, qui ont par ailleurs accès à des experts pour les seconder tout au long du processus. Toute cette documentation est aussi entièrement mise à la disposition de la population via le site Internet de l'assemblée¹⁹.

Suivant les recommandations du conseil constitutionnel et les prescriptions générales de l'Acte 90/2010, les constituants adoptent dès la première semaine une procédure de travail dont les principes centraux sont la transparence, la participation active du plus grand nombre de citoyens possible et, fait important, la prise de décision par consensus. Cette idée, proposée par une des membres de l'AC, Thórhildur Thorleifsdóttir, s'inspire d'une pratique utilisée dans le parti politique féministe non mixte dont elle a été une des premières élues, dans les années 1980. Le but est de donner la plus grande légitimité possible aux travaux de l'assemblée, dans un contexte de crise de confiance à l'égard de la classe politique (Riché 2013). Surtout, afin de solliciter la participation la plus active possible tout au long du processus, les membres de l'AC développeront une procédure d'écriture collaborative et itérative faisant appel aux contributions de la population via un site web et les médias sociaux. Les réunions hebdomadaires des membres de l'assemblée seront par ailleurs diffusées en direct sur le Web. Nous reviendrons dans le détail sur cette procédure dans la section 3.

¹⁹ Voir <http://stjornlagarad.is> .

Le texte final qui est ressorti de cet exercice contient plusieurs dispositions intéressantes allant entre autres dans le sens d'une affirmation de la souveraineté du peuple, d'une participation démocratique plus directe, d'une plus grande transparence de l'appareil étatique, d'une réaffirmation d'une certaine idée d'égalité et de la protection de la nature²⁰. Pour ne donner que quelques exemples, mentionnons d'abord l'article 2, qui énonce clairement que le Parlement exerce le pouvoir législatif *au nom* de la nation : l'ultime dépositaire de la souveraineté est donc le peuple, et non le Parlement (contrairement à la constitution de 1944, qui ne faisait pas cette précision). Ensuite, l'article 65 prévoit la possibilité de tenir des référendums d'initiative populaire pour invalider des lois passées au Parlement ; l'appui préalable de 10 % de la population, recueilli dans les trois mois suivant l'adoption de la loi, est requis. L'article 66 pour sa part prévoit la possibilité pour la population de soumettre des questions (« *issues* ») ou des projets de lois au Parlement, avec l'appui préalable de 2 % de la population dans le premier cas et de 10 % dans le second. En matière de transparence, entre autres aspects, le processus de nomination des juges et de certains hauts-fonctionnaires est revu pour réduire le pouvoir discrétionnaire du gouvernement en la matière (article 96), l'indépendance de certaines agences étatiques (comme la banque centrale) est affirmée (article 97), et un accès public aux documents et données recueillies par les « entités publiques » est garanti, de même qu'un droit à l'information prévoyant que « All persons shall be free to

²⁰ Voir la traduction officielle du texte : *A Proposal for a new Constitution for the Republic of Iceland*, Drafted by Stjórnlagaráð, a Constitutional Council, appointed by an Althingi resolution on March 24th 2011 (English translation). Adresse URL : http://stjornlagarad.is/other_files/stjornlagarad/Frumvarp-enska.pdf

collect and disseminate information » (article 15). Outre un préambule affirmant la liberté, l'égalité, la démocratie et les droits humains comme ses fondements, le texte insiste aussi sur l'égalité de chaque vote, dans un pays où les circonscriptions rurales avaient jusque-là plus de poids que celles des centres urbains, conférant historiquement un avantage au PI et au PP. Enfin, la propriété collective des ressources naturelles qui ne sont pas encore sous propriété privée est affirmée (de même que le droit à la propriété privée, par ailleurs), ce qui inclut les stocks de poissons sous la gestion du système de quotas (article 34). La protection de la nature et le droit à un environnement sain pour les générations futures sont également fortement affirmés (article 33).

Adoptée à l'unanimité par les 25 constituants, cette nouvelle constitution écrite « pour et par le peuple »²¹ sera remise au Parlement le 29 juillet 2011 sous la forme d'un « projet de loi » devant être discuté et adopté par ce dernier. L'approbation globale du texte par voie de référendum a été proposée au Parlement, où le gouvernement de Jóhanna Sigurðardóttir s'est montré favorable à l'idée et a proposé de tenir le référendum sur cette question en même temps que les élections présidentielles prévues pour juin 2012 (le président de la République a un rôle davantage honorifique par rapport au premier ministre, mais il est élu au suffrage universel). Compte tenu des dispositions en vigueur dans la constitution de 1944, le référendum ne pouvait toutefois être que consultatif, comme l'ont fait valoir les députés de l'opposition. Le cœur de l'enjeu tenait donc à la légitimation du nouveau texte par une

²¹ JONSDOTTIR, Birgitta, « We, the people, are the system », Conférence TEDxReykjavik, 15 juin 2015. Transcrite intégralement sur le blogue officiel de Birgitta Jonsdottir.

participation populaire jugée significative. Le Parti de l'Indépendance fera à nouveau obstruction au projet (Skalski, 2012) et le référendum sera finalement reporté au 20 octobre 2012, faisant l'objet d'une consultation spécifique.

En tout, six questions furent soumises à la population lors de ce référendum. En plus d'une première question portant sur l'esprit général du texte, les cinq autres portaient sur les éléments centraux de la réforme proposée et sur lesquels les députés de l'*Alþingi* n'arrivaient pas à s'entendre, soit : la propriété collective des ressources naturelles (2^e question), l'intégration de l'Église nationale à la constitution en tant qu'Église officielle (3^e question), différents aspects du mode de scrutin (4^e et 5^e question) et les référendums d'initiative populaire (6^e question). Le taux de participation, cette fois, a avoisiné les 50 % et l'appui populaire est allé en faveur du nouveau texte pour chacune des questions, dans des proportions allant de 57,5 % à 82,5 %, et où la première question, qui proposait que l'ensemble du texte serve « de base » à la nouvelle constitution, a récolté 64,2 % d'appui.

Malgré ce résultat, les parlementaires seront incapables de s'entendre pour adopter le nouveau texte avant la tenue des élections législatives d'avril 2013, tel qu'exigé par l'actuelle formule d'amendement. Ces élections marqueront la défaite du gouvernement formé de l'Alliance sociale-démocrate et du parti de la Gauche-verte (pour différentes raisons n'ayant pas de lien direct avec le processus constituant en tant que tel (Sallé 2013)) et le retour au pouvoir d'un gouvernement formé par le Parti du Progrès et le Parti de l'indépendance, alliés traditionnels. Ce nouveau gouvernement, dirigé par Sigmundur Davíð Gunnlaugsson (PP) mettra un terme

au processus d'adoption de la nouvelle constitution. Malgré la démission forcée de ce dernier en 2016 après avoir été éclaboussé dans le scandale des Panama Papers (Cordier, 2016) et de nombreux rebondissements liés au mode de formation de gouvernements de coalition depuis, les partis proposant la reprise du processus de réforme constitutionnelle (l'Alliance sociale-démocrate, la Gauche-verte et le parti Pirate) n'ont pas réussi à s'imposer, de sorte qu'au moment d'écrire ces lignes, la nouvelle constitution demeure toujours dans les limbes.

*

Ainsi, et malgré le fait que le texte adopté par l'Assemblée constituante ait été somme toute modéré (aucune disposition visant à réformer le système bancaire ou le secteur financier n'a finalement été intégrée dans le texte, par exemple), notamment en raison du peu de temps alloué à la démarche (Gylfason, 2012), mais aussi, selon certains, en raison du mode de décision par consensus retenu par les constituants (Omarsdottir, 2012), il se sera heurté à la résistance des pouvoirs établis tout au long de son processus d'élaboration. Ceux-ci, en particulier les membres du Parti de l'indépendance, dont une grande partie sont juristes de profession (Gylfason, 2012), se sont appuyés sur leur maîtrise (et leur contrôle) des procédures juridiques pour bloquer ou à tout le moins limiter le plus possible la portée du projet de réforme constitutionnelle, en faisant une interprétation très formaliste de la constitution en vigueur. C'est le cas de la procédure d'amendement, mais aussi de la partie du texte qui

précise le rôle des élus²². En effet, même si elle précise que l'Islande est une république parlementaire, la constitution de 1944 ne dit pas, noir sur blanc, que les députés exercent le pouvoir *au nom du peuple* (comme c'est le cas par exemple dans le nouveau texte produit par l'Assemblée constituante²³). Ainsi, techniquement, si on s'en tient à une interprétation étroitement *juridique*, la constitution de 1944 escamote la souveraineté populaire : le siège ultime de la légitimité du pouvoir est le Parlement, et non le peuple.

Les partisans de la réforme constitutionnelle, eux, s'appuieront sur une interprétation plus *politique* ou « substantialiste » de la légitimité du pouvoir, qui considère que celle-ci réside davantage dans la volonté populaire que dans ses représentants, les textes de loi et les institutions. C'est donc pour donner corps à cette volonté populaire (exprimée par divers mouvements et groupes citoyens créés dans la foulée de la « révolution des casseroles »), mais aussi, ultimement, à une figure du peuple telle que le gouvernement de gauche souhaitait la mobiliser dans son projet de refondation d'un espace civique, que seront élaborés les divers dispositifs participatifs introduits dans la démarche constituante. La constitution d'une figure du peuple à travers ces derniers était ainsi appelée à opposer sa légitimité à celle d'institutions politiques contestées, dans le cadre d'une lutte de pouvoir contre des forces politiques dont la crise a sérieusement entamé l'hégémonie sans pour autant arriver à la renverser.

²² Constitution of the Republic of Iceland (1944), partie I et II.

²³ Une traduction anglaise du texte préliminaire tel que remis au parlement le 29 juillet 2011 est disponible sur le site de l'Assemblée constituante : <http://stjornlagarad.is/english/>

1.4 L’imaginaire national

Un autre élément important dont il faut tenir compte pour bien situer le contexte dans lequel se déroule toute la démarche constituante participative est celui de l’imaginaire national islandais, à savoir l’ensemble de représentations symboliques à travers lesquelles les Islandaises et les Islandais se représentent leur communauté nationale. La crise économique et financière de 2008-2009 n’a pas seulement ébranlé la confiance des Islandais envers leurs élites politiques et économiques; elle a aussi eu un profond impact sur les représentations de l’identité collective (Chartier, 2010).

L’Islande est un petit pays isolé dans l’Atlantique nord, mais dont la riche histoire est l’objet d’une grande fierté. Colonisée à partir du 9^e siècle par des vikings voulant se soustraire à l’autorité du roi de Norvège, l’île verra naître un des premiers parlements au monde, l’*Alþingi*, dont la fondation en 930 à *Pingvellir* (« les plaines de l’assemblée ») marque la naissance de l’État islandais²⁴. Cette époque donnera aussi les sagas vikings, chefs-d’œuvre de la littérature médiévale que plusieurs comparent aux récits épiques d’Homère (Chartier 2010). Cette ère mythique – et souvent mythifiée par les discours nationalistes (Lucas et Parigoris, 2013) – sera

²⁴ THORSTEINSDÓTTIR, Sigrídur Helga, traduction anglaise de Anna Yates, *Althingi*, Administration of Althingi, 2018. Brochure officielle consultée [en ligne] le 24 février 2019. Adresse URL: https://www.althingi.is/pdf/Althingi2018_enska.pdf

toutefois suivie d'une longue période de déchéance pendant laquelle l'Islande, soumise à la couronne norvégienne (en 1262) puis danoise (dès 1380) et frappée de catastrophes naturelles et de maladies, sera sérieusement confrontée à sa survie pendant plus de 500 ans, jusqu'au réveil nationaliste et indépendantiste marqué par une longue période d'affirmation identitaire et politique qui s'amorcera au 19^e siècle et aboutira avec la proclamation de la république en 1944.

Cette histoire faite de grandeur viking, de déclin colonial et de réaffirmation nationale est constitutive de ce que plusieurs auteurs (Bergman, 2014, Loftsdottir, 2011, Nielsen-Gremaud, 2010) ont désigné comme un schème identitaire postcolonial en Islande. Celui-ci s'est forgé dans la période d'affirmation nationaliste des 19^e et 20^e siècles en s'appuyant sur le passé glorieux du pays pour construire un mythe national fondé sur le caractère fort et indépendant du peuple islandais, affirmation cependant doublée d'une quête de reconnaissance en tant que partenaire égal de la part des autres nations modernes occidentales (Bergman, 2014, Lucas et Parigoris, 2013). Il est à noter que le Parti de l'indépendance aura un rôle déterminant dans la cristallisation de cette version du récit national. En effet, la lutte pour l'indépendance de l'Islande verra s'imposer une vision de la nation telle que forgée par le PI, à partir des valeurs qui lui étaient propres, notamment l'indépendance à l'égard du monde extérieur, l'attachement à une grande autonomie individuelle et à une certaine version du *self-made man*, bref, des valeurs libérales et conservatrices qui illustrent les deux courants qui fusionnent dans les années 1930 pour mener à la création de ce « *catch-all party* » face à une gauche divisée (Kristjánsson, 1979). La construction d'une identité nationale moderne en Islande est un

phénomène complexe, mais la domination du champ politique par le Parti de l'Indépendance est certainement un facteur ayant permis à ce dernier d'imprégner la société de sa vision de la nation.

Pendant la période d'euphorie financière qui a précédé le krach de 2008, c'est donc à cet imaginaire national que font écho ceux qu'on a appelés les « entrepreneurs vikings ». À la faveur de la libéralisation des banques et de la finance sous le gouvernement de David Oddson, cette cohorte de jeunes financiers au tempérament conquérant et agressif dopés au crédit bon marché a mené au début des années 2000 un véritable raid d'acquisitions d'entreprises étrangères (notamment dans le secteur du luxe) sur les capitales européennes, menant par ailleurs un style de vie tapageur et dépensier. Ils seront rapidement vus comme les héritiers des vikings de jadis, dont les raids surprise semaient la terreur sur les côtes européennes, un imaginaire grandement entretenu dans les discours publics par la presse qui se passionne pour leurs frasques suscitant à la fois mépris mais aussi une fierté certaine. Pendant cette période, l'Islande vit en effet sur un nuage, aspirant à être, comme le clame le premier ministre Oddson, « le pays le plus riche du monde ». Le nationalisme économique à la sauce néo-viking imprègne la société et influence tant les entrepreneurs que les artistes (Chartier, 2010).

La débâcle financière sonne donc le glas de cette période d'euphorie, qui aura duré tout au plus 5 ans, laissant une partie de la population (celle qui avait cru au mirage) dans l'incertitude à la fois économique et identitaire. Un sentiment d'humiliation et de honte est alors

perceptible chez bien des Islandais, qui voient la baudruche de l'ego national gonflé aux devises étrangères se désouffler (Chartier, 2010, p. 195-203). Comme l'exprime de manière on ne peut plus claire Guðjón Már Guðjónsson, un des acteurs de la démarche constituante dont nous avons choisi d'analyser le discours dans le cadre de ce mémoire (voir section 3), « Quite recently, maybe 5, 6, 7 years ago, kind of the shared vision by the politicians of Iceland was that Iceland was supposed to be like an international banking hub. So you can just imagine what happened during the collapse of the total banking system. *We kind of lost our identity* »²⁵ (c'est nous qui soulignons). S'ouvre alors une période de remise en question du discours dominant. Tant sur le plan politique que culturel et identitaire, différents acteurs (incluant une nouvelle cohorte de partis politiques nés après la crise (Bergmann, 2014) cherchent à mettre de l'avant différentes façons de « guérir » la « communauté imaginée » (Benedict Anderson) qu'est la nation, à travers différentes initiatives accompagnées de discours les justifiant. Ces « imagined recoveries » (Belfrage, Bergmann et Berry, 2011) puisent à l'imaginaire et au récit national postcolonial et en reconduisent dans bien des cas certaines structures. Par exemple, devant la débandade des financiers vikings, tout un discours féministe se développera autour de l'idée que tout au long de l'histoire de l'Islande, ce sont les femmes qui ont toujours « ramassé les dégâts » des jeunes hommes belliqueux, s'appuyant ainsi sur une image de la nation selon laquelle l'égalité homme-femme est une des valeurs islandaises par excellence, sinon par essence (voir Chartier, 2010, p. 121). Dans ce discours, pointe ainsi la volonté de restituer la grandeur (morale, en l'occurrence) de la nation, mise à mal par la crise.

²⁵ Cité dans South by Southwest (2011), « Rebooting Iceland: Crowdsourcing Innovation in Uncertain Times | Interactive 2011 | SXSW », vidéo YouTube, 6:27, 15 mars. Panel avec Guðjón Mar Guðjónsson consulté [en ligne], le 10 mars 2019. Adresse URL: https://www.youtube.com/watch?v=2_i8Ks5k_O8

Pour Eirikur Bergmann, qui sera également membre de l'Assemblée constituante, la démarche constituante devait en principe, de manière globale, faire partie de tout ce processus de guérison nationale en permettant de refonder le « contrat social »... avant de « retomber dans les tranchées de la politique partisane » (Bergmann, 2014). Car plus qu'un exercice de révision des lois régissant les institutions politiques de la nation, cette démarche offre en effet un temps et un espace pour tenter de formuler une représentation commune de la communauté politique, de ses valeurs, et de l'horizon qu'elle souhaite se donner dans un moment critique de son histoire. C'est d'ailleurs précisément dans cette optique qu'est organisé le *Pjóðfundur* de 2009, initiative ensuite intégrée à la démarche constituante officielle.

Ainsi, comme nous le verrons plus en détail dans les sections suivantes, certains des discours mobilisés afin de justifier la volonté d'utiliser les nouvelles technologies au sein du processus constituant peuvent être analysés à travers le schème de l'identité postcoloniale décrit ci-haut, et en reproduisent certaines structures en les adaptant à la fois aux exigences de la conjoncture et aux intérêts (tant au sens économique qu'au sens « d'inclination personnelle ») des acteurs qui les émettent.

Certains éléments de la culture Internet, que nous nous attarderons à décrire en détail dans la section suivante, ont ainsi non seulement trouvé un écho dans la demande pour une participation politique accrue de la population, mais aussi dans le processus imaginaire et identitaire à l'œuvre dans l'Islande post-crise.

1.5 Conclusion préliminaire

Dans cette section, nous avons voulu d’abord montrer que le projet de refonte constitutionnelle mis sur pied en Islande dans la foulée de la crise financière, économique et politique de 2008 prend sa source dans une profonde crise de confiance de la population à l’égard de ses élites politiques et économiques qui instaure une nouvelle donne politique ou « new critical order » pour reprendre les termes d’Eirikur Bergmann (2013, 2014). Cette situation d’instabilité et de remise en question de l’ordre politique dominant voit les citoyens non seulement manifester leur mécontentement dans la rue, mais aussi lancer différentes initiatives politiques misant sur la participation citoyenne active, la transparence et la contestation des pouvoirs établis – que ce soit le *Djóðfundur* 2009, mais aussi la création de partis politiques à l’échelon national et municipal, d’associations, ou encore d’une plateforme Web nommée « Better Reykjavik » permettant de faire remonter des propositions citoyennes au conseil municipal de la ville. Cette nouvelle donne est donc particulièrement propice à l’émergence de discours contre-hégémoniques, notamment ceux s’appuyant sur le répertoire de la culture Internet, comme nous le verrons dans les prochaines sections.

Nous avons aussi voulu préciser les grandes lignes du processus constituant afin de pouvoir approfondir, dans les sections qui suivent, la manière dont les discours, méthodes et pratiques issus de la « culture Internet » s’y sont intégrés et comment ce processus a fourni un

incubateur, en quelque sorte, pour que la culture Internet s'arrime à la culture politique nationale (sans pour autant être la seule initiative permettant à ce maillage de se faire).

Dans la section suivante, nous nous attarderons à préciser les notions théoriques relatives à la culture Internet et aux différentes « passerelles » qui ont permis son articulation avec le processus constituant et le champ politique islandais.

2. La culture Internet en Islande (cadre théorique)

Tel que présenté ci-haut, l'utilisation de méthodes participatives afin de récrire la constitution islandaise répond clairement à des demandes pour plus de transparence et de démocratie formulées par les protestataires de la « révolution des casseroles », mais aussi à des motivations d'ordre stratégique liées à un rapport de force entre partis politiques, à un besoin plus diffus de changement de culture politique formulé (entre autres) en termes de valeurs et de dynamiques identitaires, ainsi qu'à des considérations pratiques liées à l'organisation du travail constituant dans un court laps de temps.

Si le contexte de crise de confiance explique en grande partie le choix de se tourner vers des méthodes de démocratie participative, le choix de méthodes issues du web 2.0 s'explique aussi par d'autres facteurs qu'il importe de souligner. Certes, il y a le fait que les TIC sont largement répandues en Islande, en raison de la structure de l'économie depuis les années 1990, et que les vertus qu'on leur prête souvent en matière de participation démocratique

(Hübner, 2017, Cardon, 2010) peuvent dès lors sembler imposer leur utilisation comme allant de soi. Or c'est justement cet « allant de soi » qu'il nous importe de questionner ici : comment ces technologies ont pu en venir à être perçues comme quelque chose qui permet en soi d'approfondir la démocratie au point où leur utilisation semble s'imposer « naturellement », comme l'atteste le témoignage de plusieurs membres de l'Assemblée constituante que nous analyserons plus loin dans ce mémoire ?

Pour le comprendre, il nous semble falloir se pencher sur les représentations de ces technologies construites à travers le développement d'Internet au cours des cinq dernières décennies, et en particulier sur ce que Manuel Castells appelle la « culture Internet » (2002). Cette culture, en germe dans le terreau de la Silicon Valley à partir des années 1960 puis diffusée plus largement dans le monde avec l'arrivée du Web dans les années 1990, trouve un écho dans le contexte de crise en Islande. Elle agit en quelque sorte comme un répertoire de croyances, de valeurs et de pratiques qui alimente l'action des individus, notamment certains des acteurs qui s'en réclament et qui auront une influence déterminante sur la forme et la méthode de travail du processus constituant. Par ailleurs, comme nous le verrons, la parenté de cette culture Internet avec le libéralisme politique et économique, conçu en tant que répertoire de valeurs et de représentations vécues empiriquement par les individus (Coleman et Golub, 2008), facilite la traduction de la culture Internet dans le champ politique islandais.

2.1 La culture Internet

Avant d'aller plus loin, rappelons d'abord que par « culture », nous entendons ici, à l'instar de Manuel Castells,

« un ensemble de valeurs et de croyances qui suscitent des comportements, dont la répétition crée des coutumes, que des institutions et des organisations informelles font ensuite respecter. La culture n'est ni l'idéologie, ni la psychologie ni l'univers mental privé de chacun. C'est une construction consciente mais collective, qui transcende les inclinations personnelles tout en influençant les pratiques individuelles [...] » (Castells, 2002, p. 50).

Soulignons également que « les institutions et organisations informelles » qui « font respecter » la culture ne la reproduisent pas mécaniquement : elles peuvent en quelque sorte être vues comme des lieux où les sujets, tout en se pliant à des règles communes et des rapports de pouvoir, réarticulent constamment leur relation aux valeurs, pratiques et normes qui structurent l'ensemble.

La culture Internet, par ailleurs loin d'être monolithique, s'est construite en plusieurs vagues dans le creuset de la Silicon Valley, à partir des années 1960, par l'interaction d'acteurs, de groupes et d'institutions assez divers ayant participé au développement et au déploiement à l'échelle mondiale de ce que nous appelons aujourd'hui Internet. Plus précisément, Castells identifie quatre différentes « strates », correspondant aux sous-cultures de quatre différents groupes d'acteurs, qui se sont enchevêtrées et se sont combinées pour constituer cette culture. De manière schématique, ces strates sont les suivantes : 1) l'élite technicienne associée au

département de la Défense américaine et issue du monde de la recherche universitaire, au sein de laquelle prévaut un certain idéal de méritocratie, une éthique du désintéressement, de la libre diffusion des résultats et de la validation par les pairs ; 2) les *hackers*, ces initiés à la programmation et « bidouilleurs » dont l'éthique et les pratiques de libre communication et de collaboration reprend certaines caractéristiques du monde universitaire, mais qui est également teintée par la contre-culture californienne et la cybernétique (nous y reviendrons plus bas) ; 3) les communautés virtuelles, qui ajoutent une dimension sociale au partage de la technologie et qui ont également des racines dans la contre-culture et dans le mouvement hippie ; 4) et les entrepreneurs, qui diffusent les innovations au grand public à des fins lucratives (surtout à partir des années 1980). Comme le fait par ailleurs remarquer Castells, ces sous-cultures ont « toutes en commun l'idéologie de la liberté qui est profondément attachée au cybermonde » (Castells, 2002, p. 51), bien que ce ne soit pas cette idéologie qui les détermine. On pourrait aussi ajouter que, depuis la deuxième moitié de la décennie 2000, le développement et la massification des technologies liées au Web 2.0 (ou « Web collaboratif »), comme les médias sociaux ou les wikis, a vu émerger en force un « paradigme participatif » ou « collaboratif », tant au sein de la culture Internet que dans la population en général. Ce paradigme modifie en partie les conditions traditionnelles de la participation politique et en élargit le spectre (Monnoyer-Smith, 2011).

Comme l'a bien démontré Fred Turner (2012), certains individus à la frontière de plusieurs des différentes sous-cultures décrites ci-haut (ainsi que des communautés hippies et du mouvement des communes) ont joué un important rôle de passeurs entre celles-ci, contribuant

de la sorte à façonner cet « ensemble de valeurs et de croyances » partagé à des degrés divers par les personnes et les groupes œuvrant au développement d'Internet. Ces valeurs et croyances ont pu s'instituer dans différentes pratiques, organisations et institutions qui les font respecter, que ce soit par exemple les entreprises du secteur informatique, les communautés virtuelles organisées autour de réseaux de partage, de production de code informatique ou de produits culturels, etc.

L'Islande deviendra un terreau propice à la culture Internet dès la fin des années 1980, en particulier ses sous-cultures entrepreneuriale et hacker. En dépit de son isolement géographique – ou peut-être en raison de celui-ci²⁶ –, l'Islande a en effet développé très tôt son accès à Internet et une économie du logiciel dynamique, en accord avec la volonté du gouvernement néolibéral de David Oddsson dès le début des années 1990 de miser sur les technologies de pointe (génie génétique, informatique, notamment) pour développer et diversifier l'économie islandaise dans un contexte de globalisation capitaliste (Dupuy, 2003, Magnusson, 2010). L'installation de câbles sous-marins transatlantiques très performants près de son territoire, dès le milieu des années 1990, a notamment facilité le développement de cette nouvelle économie. Dès 2000, 60 % des Islandais ont accès à Internet, une proportion qui

²⁶ Voir à cet égard les explications culturelles sur le succès d'Internet dans son pays fournies par la professeure de philosophie Léa Gestsdottir-Gayet à l'émission « Place de la Toile » sur France Culture, le 13 avril 2013. Consulté [en ligne] le 22 août 2018. Adresse URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/place-de-la-toile/islande-et-numerique>

grimpe à 93,5 % en 2009, au moment de la crise (Sallé, 2011). Et en 2010, déjà 70 % de la population utilisait Facebook ou Twitter²⁷.

Afin de bien comprendre les solutions technologiques déployées dans le cadre du processus constituant islandais (de même que pour comprendre les autres initiatives politiques inspirées de la culture Internet déployées dans ce pays depuis 2008), il convient par ailleurs de s'attarder en particulier sur une des sous-cultures décrites par Manuel Castells, telles que présentées sommairement ci-haut : la sous-culture hacker. Plusieurs valeurs, croyances et pratiques propres à cette sous-culture ont été mobilisées dans le processus constituant, comme nous le verrons plus bas. Aussi, il convient d'en esquisser les contours, bien que de manière sommaire et non exhaustive, et de rappeler la parenté de cette sous-culture avec une certaine « sensibilité libérale » (Coleman, 2012, Coleman et Golub, 2008). Cela permettra de mieux comprendre les articulations qui existent entre les pratiques hackers et l'action politique dans le contexte de la constituante islandaise.

²⁷ « Online communications among individuals 2003-2014 », Statistics Iceland, consulté en ligne le 15 janvier 2019. Adresse URL: http://px.hagstofa.is/pxen/pxweb/en/Atvinnuvegir/Atvinnuvegir__visinditaekni__Upplysingataekninotkuneinstaklinga__ict_ymislegt/SAM07401e.px/?rxid=6a20552c-275c-4dec-ba91-60b60e0d0556

2.1.1 La sous-culture hacker

Rappelons d'abord que le terme *hacker* désigne avant toute chose des individus faisant partie d'une nébuleuse d'initiés à la programmation (incluant des professionnels mais aussi des amateurs, et dont le niveau d'expertise varie) qui cherchent à innover en s'appropriant les technologies informatiques afin de les adapter ou de les améliorer grâce à une organisation du travail qui insiste sur l'autonomie individuelle, la collaboration en réseau, le plaisir de créer, le libre partage des connaissances (code source ouvert, non-aliénation des résultats et des produits du travail, etc.²⁸) ainsi que la réputation auprès des pairs (Coleman, 2012). Précisons qu'il s'agit ici bien sûr d'une description idéale-typique de la sous-culture et de l'éthique hacker ; dans les faits, malgré l'esprit de collaboration qui peut exister dans les communautés de hackers (notamment celles qui se développent autour de la participation à un projet de logiciel libre, Linux, par exemple), la concurrence parfois féroce instaure des rapports de force qui rendent les projets collectifs beaucoup moins « ouverts » et horizontaux qu'on le croit et beaucoup plus soumis au contrôle de petites cliques détenant un fort capital symbolique parmi les initiés (et souvent constituées en majorité d'hommes blancs (Toupin 2014)).

Par ailleurs, comme le soulignent Coleman et Golub (2008), s'il existe toute une variété de courants pouvant se rattacher à la culture hacker (cryptolibertaires, développeurs de logiciel libre et/ou open-source, hackers de l'underground, etc.), la plupart ont en commun un

²⁸ Voir à cet égard la définition qui est donnée du logiciel libre par la Free Software Foundation : <http://www.fsf.org/about/what-is-free-software>

attachement particulier à des valeurs comme la liberté, la liberté d'expression, la vie privée, l'individu et la méritocratie et, en ce sens, « unmistakably embrace liberal visions and sensibilities » (Coleman, 2012, p. 513). Selon le courant auquel ils appartiennent, les hackers insisteront toutefois sur des éléments différents, quitte à en « tester » les limites (Coleman et Golub, 2008) du répertoire philosophique libéral (qui doit ici être conçu comme un spectre assez large de pratiques et de valeurs vécues empiriquement, et non comme un discours cohérent et monolithique surplombant la société et déterminant des comportements).

Par exemple, pour les développeurs de logiciels libres – aussi appelés « libristes » -, la transparence et la libre circulation du code informatique et des logiciels sont des valeurs essentielles au bon fonctionnement de la communauté de développeurs, si bien que des instruments juridiques (mention *copyleft* interdisant le brevetage, licences Creative Commons, etc.) ont été mis au point pour garantir le caractère public et transparent du code, la possibilité de le modifier et d'en redistribuer des copies. Une conception de la liberté positive, faisant appel à des valeurs de partage et d'apprentissage par la participation, ressort également de différentes pratiques et prises de position publiques de la communauté libriste, où les produits et logiciels sont élaborés – en principe du moins – grâce à l'apport plus ou moins important et direct de quiconque souhaite mettre la main à la pâte en fonction de son temps, de son talent et de ses intérêts (Coleman et Golub, 2008, Himanen, 2001). Un autre courant, celui des crypto-libertaires, accorde lui aussi une place centrale à la liberté individuelle et à l'importance de la vie privée, mais déploie pour sa part une conception négative de la liberté, c'est-à-dire comme quelque chose qui est arraché aux pouvoirs étatiques, entre autres en protégeant les données

personnelles par des moyens cryptographiques ou en révélant des abus de pouvoir commis par les États (Edward Snowden ou Julian Assange, le fondateur de Wikileaks, en constituent des exemples).

Rappelons toutefois que si les hackers ont des sensibilités libérales, ce n'est pas simplement parce qu'ils sont des hackers et donc façonnés mécaniquement par cette sous-culture, mais bien parce que comme tout le monde, ils participent à une variété de sphères sociales (notamment l'entreprise capitaliste) qui peuvent elles aussi être empreintes de différentes valeurs libérales, qui sont après tout dominantes dans les démocraties libérales capitalistes.

Mentionnons aussi que la propriété commune du code et l'interdiction de son appropriation privée chez les libristes et chez les hackers en général pourraient en théorie sembler s'opposer à la propriété privée propre au capitalisme et donc à un certain libéralisme économique. Toutefois, s'il existe certes des mouvements « hacktivistes » qui cherchent de plus en plus à dépasser le capitalisme en s'inspirant des « communs numériques » (Dardot et Laval, 2014), dans les faits toutefois, bien des hackers se situent davantage dans une posture visant à transformer le capitalisme en y introduisant un plus grand respect de l'autonomie et de la créativité individuelles de même qu'une éthique du réseau caractérisée par l'organisation et la coordination du travail échappant à la contrainte d'une autorité hiérarchique et structurée par

la coopération directe entre les acteurs²⁹. L'action des hackers au sein de la culture Internet suit en cela l'évolution de bien des communautés hippies californiennes qui, devant l'échec de leur utopie communaliste du « retour à la terre » dans les années 1960-1970, investissent le cyberspace comme nouveau lieu de communion universelle entre les individus et se font les apôtres d'un capitalisme libéré de son autoritarisme et de la rigidité de sa bureaucratie fordiste (Turner, 2012, Boltanski et Chiapello, 1999). Aussi, la contribution des hackers au développement d'Internet et de sa culture, des années 1960 à aujourd'hui, a plutôt contribué à l'avènement du « capitalisme réticulaire » (le néolibéralisme) qu'à son dépassement, comme le démontre bien Ned Turner (2012). D'ailleurs, l'essor d'un « capitalisme des données » à partir de la seconde moitié des années 2000, avec des géants comme Google (une entreprise dont les produits sont presque tous gratuits et dont le code est ouvert) illustre bien la manière dont certaines pratiques hackers ont fini par s'ajuster on ne peut mieux aux exigences de la maximisation du profit, convergeant ainsi avec la culture entrepreneuriale dans le cadre de ce qu'on appelle « l'économie collaborative », entre autres.

Il faut toutefois mentionner que ce développement touche davantage l'Amérique du Nord et que dans plusieurs pays d'Europe, les courants hackers sont davantage marqués par la mouvance anarchiste et autogestionnaire en raison d'une proximité avec des militants d'extrême-gauche des années 1960-1970 reconvertis à l'activisme numérique et informationnel (Auray et Ouardi, 2014). Le cas de l'Allemagne et de l'Italie sont

²⁹ JOLLIVET, Pascal, « L'Éthique hacker de Pekka Himanen. Compte-rendu libre de l'ouvrage de Pekka Himanen (*L'Éthique Hacker*, Exils, 2001) », *Multitudes*, no. 8, mars-avril 2008.

emblématiques à cet égard. Toutefois, en Islande la situation n'est pas tout à fait comparable, notamment en raison de la relative faiblesse des mouvements d'extrême-gauche et la force du néolibéralisme conquérant qui s'installe dès la fin des années 1970, début 1980 (Jonsson, 2001, Baldvinsdottir, 1999).

2.2 « Hacker » la politique

Comme nous le verrons plus loin, la volonté de transformer le capitalisme et ses institutions « opaques » (voire dépassées et corrompues) sera transposée de la sphère économique à la sphère politique par différents acteurs de la démarche constituante islandaise. Dans le grave contexte de crise économique, politique et sociale engendré par le krach de 2008, ces acteurs ont mobilisé plusieurs représentations issues de la culture hacker, mais aussi de différentes strates de la culture Internet telle que décrite plus haut, dans l'espoir d'aider le pays à se relever et à éviter qu'une telle catastrophe ne se reproduise.

Certains de ces acteurs tenteront en quelque sorte de « hacker » la politique, c'est-à-dire de se la réapproprier pour la subvertir en la rendant accessible et ouverte à tous, s'appuyant sur une lecture informationnelle de la réalité et une représentation de la loi comme si elle avait le même pouvoir performatif que le code informatique – ce que Auray et Ouardi (2014) appellent une « politique du code ». Ces acteurs suivent en cela une évolution mise en lumière par Auray et Ouardi, à savoir que le militantisme des hackers passe de luttes surtout articulées autour d'enjeux relatifs au code informatique et en marge de la politique institutionnelle (dans

la période 1990-2008) à des revendications et des luttes qui ciblent « le caractère oligarchique de l'organisation du pouvoir institutionnel », adaptant leur idéologie, à partir de la crise financière mondiale de 2008, pour défendre une « politique du renouvellement des élites, marquée par une volonté de changement radical des institutions et par le désir de redonner un contenu démocratique à la notion de mérite » (p. 17).

Toujours selon Auray et Ouardi (2014), l'engagement de ces activistes hackers varie selon les interprétations que les différents groupes se font du code. Ces différentes interprétations se situeraient le long de deux axes, formant une sorte de quadrant. Le premier axe distingue les activistes qui ont une vision essentialiste du code (c'est-à-dire pour qui le code et la circulation de l'information sont des valeurs absolues qui déterminent la marche du monde) et ceux qui en ont une vision constructiviste (soit ceux qui le rapportent aux processus sociaux et historiques qui ont contribué à sa formation et dont il relève). Le deuxième axe distingue pour sa part les hackers qui ont une attitude favorisant une connaissance experte comme condition de la participation, de ceux qui ont une attitude démocratique, postulant une « égalité des intelligences » (Auray et Ouardi, 2014, p. 23). Cette typologie, qui permet différentes combinaisons (par exemple, « essentialistes-démocratiques », « constructivistes-experts » ; « essentialistes-experts » ou « constructivistes-démocratiques »), comme nous le verrons, nous permettra de mieux cerner la contribution des différents acteurs de la constituante islandaise que nous analyserons dans les deux prochaines sections.

Par ailleurs, comme nous le verrons, s'ils ou elles cherchent à transposer dans la sphère politique des conceptions issues de la culture hacker et Internet, ils et elles les adapteront aussi, consciemment ou non, à la grammaire politique islandaise.

Car il ne suffit pas, en effet, « d'observer la coïncidence d'un mouvement politique et culturel et d'une technologie pour qu'une mystérieuse imprégnation fasse passer les idées dans les choses », comme le souligne Dominique Cardon dans la préface de l'ouvrage *Aux sources de l'utopie numérique* (Turner, 2012), dont la force est de raconter « avec minutie comment cette articulation s'est opérée dans des trajectoires de vie, dans des dispositifs techniques, dans des lieux et des événements partagés, dans un ensemble de savoirs et de pratiques communes » (p. 15). Dans le sillage des travaux de Fred Turner il s'agit, dans les modestes limites de ce travail de recherche, de voir comment l'utilisation de certaines technologies s'articule avec un courant culturel (la culture Internet) et un courant politique (la révolution des casseroles) dans le discours même des sujets participant à la démarche constituante, et comment ces derniers sont travaillés par (et travaillent eux-mêmes) ces courants à partir de leur expérience propre.

3. Données et méthode

Tel que mentionné précédemment, une grande quantité de discours parfois euphoriques (en particulier dans la presse étrangère) ont entouré tout le processus constituant 2.0 en Islande. L'enthousiasme pour les nouvelles technologies qu'on y retrouvait était toutefois porteur de certaines ambiguïtés et pouvait souvent laisser entendre que le choix de ces outils

technologiques pouvait en soi être porteur de démocratisation, par exemple chez Castells (2012) pour n'en citer qu'un : « That the Constitution of a country could explicitly reflect principles that, in the context of global capitalism, are revolutionary shows *the direct link* between a process of *genuinely popular crowdsourcing* and the content resulting from such a participatory process » (p. 41-42, c'est nous qui soulignons). La question du pourquoi ces méthodes ont été retenues a donc été en grande partie évacuée tant l'équivalence entre Internet participatif et participation démocratique semblait implicite. Or, comme le choix des dispositifs participatifs a un effet direct sur le type de participation (Neveu, 2007), la question n'est pas anodine. Comme moins d'attention a été portée à la façon dont les acteurs de la démarche constituante justifiaient eux-mêmes le choix de ces méthodes – du moins lorsque ces justifications ne cadraient pas avec la « doxa » de l'innovation techno-démocratique inspirante – il nous a semblé nécessaire de mieux comprendre leurs motivations pour mieux appréhender le type de dispositif participatif mis en place, et surtout, le projet politique sous-jacent et ses enchevêtrements potentiels avec la culture hacker.

Pour ce faire, il nous a donc semblé nécessaire d'analyser plus en détail ce qu'avaient à dire les acteurs ayant joué un rôle dans le choix d'intégrer des outils et pratiques issues du web 2.0 à même la démarche constituante. Nous avons donc choisi d'analyser de manière qualitative le discours de certains acteurs ayant joué un rôle important dans l'adoption de ces « méthodes participatives 2.0 » au sein de la démarche constituante *élargie* – c'est-à-dire incluant le « Forum national » (*Þjóðfundur*) citoyen de 2009 à partir duquel sera élaboré le *Þjóðfundur* du processus officiel, tenu en 2010.

Dans cette optique, notre intention de départ était de conduire des entrevues semi-dirigées avec une dizaine de ces acteurs, en anglais et via Skype³⁰. Devant la difficulté inattendue d'obtenir une réponse de leur part, après plusieurs mois de vaines tentatives (sauf pour une de ces personnes, qui a accepté³¹), nous avons dû opter pour une solution hybride. Au lieu de recueillir directement leurs propos, nous avons choisi de compiler les nombreux témoignages (audio, vidéo ou écrits) sur la démarche constituante que les intervenants ciblés au départ ont livrés (en anglais) dans différents contextes, que ce soit dans le cadre de films documentaires, de reportages (écrits ou vidéo) et d'articles, ou encore de conférences publiques. Si le choix des intervenants s'est fait sur la base du rôle important qu'ils ont joué dans le processus, il a néanmoins aussi fallu tenir compte de différents critères et contraintes, notamment la disponibilité en anglais des témoignages, et leur pertinence en regard des objectifs de la présente recherche.

Il s'agit donc, à l'exception d'une entrevue que nous avons pu réaliser avec une jeune avocate ayant siégé comme membre de l'assemblée constituante, de données de deuxième main. Cela implique certaines précautions pour éviter le risque de manipulation des propos des intervenants. Pour réduire ce risque, nous avons donc d'abord privilégié les témoignages directs, qu'il s'agisse d'articles écrits par les personnes elles-mêmes (dans différents contextes

³⁰ Nous avons obtenu un certificat d'éthique pour conduire ces entrevues. No. Du certificat : CERFAS-2014-15-083-D.

³¹ L'entrevue a été réalisée par Skype le 25 février 2015.

de publication) ou de conférences qu'elles ont données (là aussi, dans différents contextes). C'est à la lumière de ces témoignages directs que nous avons analysé d'autres sources, indirectes cette fois (c'est-à-dire où leurs propos sont rapportés par un tiers). Un tableau reproduit en Annexe I détaille les propos recueillis pour chacun des huit intervenants en fonction du type de source (entrevue vidéo, audio ou écrite, article signé par l'intervenant ou signé par un tiers) et du type de discours (direct ou indirect).

Nous sommes conscients, par ailleurs, que l'utilisation de données recueillies en ligne pose un certain nombre de défis et de précautions, tel que mentionné. Toutefois, il convient de rappeler que ces données ne sont pas *substantiellement* différentes de celles recueillies, par exemple, dans le cadre d'une enquête de terrain conventionnelle. Comme le souligne Pastinelli (2011), l'analyse de phénomènes en ligne n'est pas substantiellement différente de celle des autres réalités sociales. Les données recueillies sur le Web ne sont donc pas de nature différente de celles recueillies directement par une enquête de terrain ethnographique, même si certaines précautions s'imposent, qui ont toutefois davantage à voir avec le fait qu'il s'agisse de données de seconde main que le fait qu'elles soient tirées du Web. Le fait que ces témoignages soient en anglais et non en islandais représente par ailleurs une autre limite importante, non seulement en matière de précision des termes utilisés et de compréhension, mais aussi parce que ces discours sont forcément pensés pour rejoindre un auditoire étranger. Il nous a fallu garder cette importante variable en tête lors de l'analyse des données.

Par ailleurs, nous avons choisi de présenter l'analyse des témoignages en les regroupant selon trois grandes catégories (non-exhaustives et pouvant se recouper), qui correspondent à trois registres d'appropriation et de mobilisation des éléments de la culture Internet par les acteurs de la démarche. À noter que ces catégories servent davantage à classer les données tirées de notre exploration de terrain qu'à des fins de théorisation. Ainsi, la première catégorie regroupe les acteurs qui sont associés à une conception entrepreneuriale des TIC, propre aux *start-ups* du Web 2.0 et marquée par la culture hacker du logiciel libre, et qui ont eu un rôle direct dans l'intégration et le développement des méthodes participatives 2.0 utilisées dans la démarche constituante ; la deuxième catégorie regroupe les acteurs ayant participé directement à l'Assemblée constituante et qui voient les TIC comme une façon de donner une légitimité politique accrue au processus constituant (de par la participation citoyenne qu'elles permettent) et qui ont une conception davantage utilitaire ou instrumentale de ces technologies ; enfin, la troisième catégorie regroupe les témoignages d'acteurs issus du courant plus libertaire de la culture *hacker* – ainsi que par un certain techno-utopisme – et ayant participé de manière plus indirecte au processus. Si leur rôle dans la démarche est un peu plus indirect comme nous le verrons, ils formulent néanmoins un discours politique sur celle-ci qui est résolument ancré dans la culture hacker et qui transpose de manière originale un imaginaire du code dans l'action politique.

L'analyse des discours de chacun des intervenants est par ailleurs intégrée dans une description détaillée ou « *thick description* » (Geertz, 1973), visant à présenter la personne et son rôle dans le processus constituant, de même que les étapes de la démarche sur lesquelles

elle a eu une influence. Une analyse des éléments de la culture Internet déployés dans chacune de ces étapes de la démarche sera aussi faite et mise en lien avec les conceptions du politique que chacun ou chacune des intervenant.e.s déploie dans son discours. Cette méthode interprétative nous permettra de faire ressortir les différentes couches de sens dans le discours des acteurs et actrices de l'expérience constituante, et ainsi de faire apparaître les ramifications entre la culture Internet et la grammaire politique islandaise telles qu'elles se tissent et s'expriment à travers la subjectivité de ces acteurs et actrices de même que dans les dispositifs participatifs qu'ils et elles contribuent à mettre sur pied.

3.1 Analyse des résultats

3.1.1 Les entrepreneurs du Web 2.0 prennent l'initiative

L'initiative d'entrepreneurs-hackers est en grande partie à l'origine de l'utilisation des outils et pratiques du Web 2.0 dans la démarche constituante islandaise. C'est à travers leur action et leur mobilisation que ces techniques, issues en grande partie du répertoire du développement du logiciel libre et/ou open source, seront introduites dans le processus politique de réécriture de la constitution du pays.

Aussi, nous commencerons notre description détaillée du processus constituant en exposant le rôle des représentants de ce « courant », d'autant qu'ils nous donnent l'occasion de revenir en détail sur la genèse des deux principales étapes de la démarche constituante ci-haut exposées sommairement qui ont intégré des outils et pratiques issues du Web 2.0 pour solliciter la

participation du public, à savoir les deux « forums nationaux » – les *Þjóðfundur* de 2009 et de 2010 – et les travaux de l'Assemblée constituante elle-même. Deux figures importantes qui peuvent être rattachées à la mouvance des « hackers-entrepreneurs » ont ici retenu notre attention : celle de Guðjón Már Guðjónsson, entrepreneur du secteur des télécommunications et des applications mobiles, également professeur d'entrepreneuriat à l'Université de Reykjavik ; et celle de Finnur Magnusson, programmeur œuvrant dans le secteur des médias sociaux et des plateformes participatives, qui sera nommé « Chief Technology Officer » (CTO) de la démarche constituante officielle. Tous deux furent aussi membres du *think tank* le « ministère des Idées » qui a contribué à organiser le *Þjóðfundur* de 2009 et développé la procédure participative qui servira de base au *Þjóðfundur* officiel de 2010.

Bien sûr, ils ne sont pas les seuls acteurs de la démarche qui auraient pu se retrouver dans cette catégorie. En effet, d'autres personnes, notamment celles gravitant autour du ministère des Idées, auraient sans doute été tout aussi pertinentes pour mener cette analyse. Nous avons toutefois dû faire des choix en fonction des contraintes qui sont les nôtres, à savoir qu'il nous fallait trouver sur le Web des témoignages en anglais (nous ne parlons pas islandais) suffisamment longs et détaillés. Toutefois, vu l'influence de ces deux hommes dans le processus, leur témoignage nous ouvre une importante fenêtre sur les coulisses de la démarche, sur ce qui a guidé le choix des méthodes participatives 2.0 et sur les conceptions du politique qui s'y rattachent.

Nous commencerons donc par remettre en contexte la contribution de Guðjón Már Guðjónsson, en décrivant avec précision les étapes de la démarche auxquelles il a directement contribué (à savoir les deux *Þjóðfundur*), les éléments de la culture Internet qui sont mobilisés, et les raisons invoquées ou évoquées pour le justifier. Nous ferons ensuite la même chose avec Finnur Magnússon en insistant sur sa participation à l'organisation du travail de l'Assemblée constituante.

3.1.1.1 Guðjón Már Guðjónsson, les *Þjóðfundur* et la culture Internet

L'engagement de Guðjónsson commence dès 2009, avant même que la démarche constituante officielle ne soit définie clairement par le Parlement. En effet, soucieux de ne pas laisser l'initiative du changement aux seuls politiciens, dès le mois de juin 2009, soit quelques semaines après les élections ayant confirmé la gauche au pouvoir, plusieurs groupes citoyens se regroupent pour planifier la tenue d'un grand « forum national », qui a toutes les apparences d'une convention constitutionnelle citoyenne. (« There were people who went to protest, and people who joined groups like the Ministry of ideas, planning for the future », dira Guðjónsson³²). Le nom retenu pour ce rassemblement, *Þjóðfundur* (littéralement, « rassemblement national »), d'ailleurs, n'est pas anodin. Il renvoie à la première convention

³² Dans KNIGHT, Samuel, « In Iceland, trying to reprogram government. A ‘Ministry of Ideas’ aims to open source new core values », dans OhMyGov.com, le 13 novembre 2009. Consulté [en ligne] le 24 août 2018. Adresse URL : http://blog.ohmygov.com/blogs/general_news/archive/2009/11/13/in-iceland-trying-to-reprogram-government.aspx

constitutionnelle du pays, tenue en 1851 en plein réveil nationaliste³³. C'est d'abord par le biais de cette initiative qui marquera l'imaginaire collectif que seront introduits les outils et pratiques du Web 2.0 au sein de la démarche constituante.

Cette initiative prend forme au sein d'un autre *think tank* cofondé par Guðjónsson, nommé la « Maison des idées ». Créé après la crise dans un ancien hangar près du port de Reykjavik, cet « incubateur » d'entreprises créatives soutenu par l'Université de Reykjavik visait à offrir un espace de travail sans frais où des « entrepreneurs créatifs » pourraient développer de nouvelles idées d'affaires et démarrer des *start-up* notamment dans le secteur émergent de l'économie collaborative afin de relancer l'économie et la société islandaises après la crise³⁴. C'est dans cet écosystème « créatif » qui incarne bien le « nouvel esprit du capitalisme » tel que décrit par Boltanski et Chiapello (1999), que se forme le « ministère des Idées », également à l'initiative de Guðjónsson, un groupe qui se donnera plus spécifiquement pour mission de développer des solutions actives et participatives à la crise politique qui secoue l'Islande (et auquel participera également Finnur Magnusson). Rapidement, des bénévoles gravitant autour de la Maison des idées et diverses organisations citoyennes s'y joignent et

³³ Le roi Frédéric VII du Danemark mettra fin abruptement à ce processus qu'il avait lui-même amorcé et imposera une constitution calquée sur celle que le Danemark s'était donnée en 1848.

³⁴ Voir LEGASPI, Althea, « The Many Ants of Iceland », *Foreign Policy*, 11 janvier 2010. URL: <http://foreignpolicy.com/2010/01/11/the-many-ants-of-iceland/>; et « The Icelandic Entrepreneurial Spirit Anno 2009 », vidéo réalisée par le Research Centre for Innovation, Entrepreneurship and Incubation de l'Université Niels Brock, mai 2009. Consulté [en ligne] le 6 août 2018. Adresse URL : https://www.youtube.com/watch?v=GT_TO6SYhD0

l'idée d'organiser une grande séance de remue-méninges collective sur la vision qui devrait guider le pays en ces temps troubles émerge. C'est ainsi qu'est créé en juillet 2009 le collectif « La Fourmilière » (*Maurapúfan* en islandais) pour organiser, en novembre de la même année, le premier *Þjóðfundur*.

La Fourmilière œuvrera dès lors à concevoir une méthode mettant les TIC au service d'une délibération démocratique permettant la participation d'un nombre de citoyens jugés représentatifs de la population totale du pays. L'idée est de miser sur « l'intelligence collective » afin d'élaborer, avec la participation directe de toutes les personnes réunies, un manifeste politique énonçant les thèmes et valeurs devant guider l'avenir de l'Islande (manifeste étant appelé à être repris par les élus, mais aussi par le plus grand nombre en raison du caractère public et gratuit à la fois des résultats de la consultation et des logiciels employés pour la réaliser).

A) Le déroulement :

Quelque 1500 personnes furent donc invitées à cette assemblée, qui s'est tenue en une journée, le 14 novembre 2009. Environ 1200 personnes furent tirées au sort dans le registre civil et 300 furent choisies parmi les membres de diverses organisations, entreprises et institutions (partis politiques et ministères inclus) jugées représentatives de la nation par les organisateurs. En

tout, 53 % des participants ayant répondu à l'invitation étaient des hommes et 47 % étaient des femmes³⁵.

Les participants étaient rassemblés à Laugardalshöll, l'aréna de Reykjavik, et disposés en groupes de neuf personnes (162 groupes en tout), chacun installé autour d'une table ronde. Dans la première partie de la journée, ils étaient invités à discuter avec leur groupe pour identifier sur quels grands thèmes devrait se structurer une vision commune pour l'avenir du pays. Pour chaque table, un médiateur formé à cet effet était chargé d'assurer une gestion équitable des temps de parole et de transmettre les idées retenues par les participants (après un vote) à la table de contrôle, située dans les coulisses. À cette table, une équipe de bénévoles s'occupait de ficher et d'agrèger chaque idée transmise par les participants (notées sur des petits cartons fournis à cet effet), dans la plateforme informatique, un logiciel libre conçu par les organisateurs. Au fur et à mesure que les discussions progressaient, les participants pouvaient donc voir projetés sur un écran géant, sous la forme d'un « nuage de mots », les thèmes qui revenaient le plus souvent, une fonction qui, selon divers comptes rendus, semble avoir impressionné l'auditoire qui voyait ainsi le fruit de ses échanges se matérialiser devant ses yeux (voir Legaspi 2010 et Knight 2009, entre autres).

Dans un deuxième temps, à partir des neuf grands thèmes qui revenaient le plus souvent, les participants étaient appelés à formuler des idées pour les mettre en application dans la vie

³⁵ Les données officielles sont disponibles sur le site de l'assemblée : <http://thjodfundur2009.is/nidurstodur/folkid>

politique islandaise. Les personnes pouvaient se déplacer d'une table à l'autre pour entendre ce qui s'y discutait et participer aux échanges. Comme pour la première étape, les idées, formulées en une phrase, étaient inscrites par chaque participant sur des cartons, adoptées par vote et remises par le médiateur aux bénévoles de la table de contrôle qui les saisissaient dans la plateforme informatisée. Un algorithme d'analyse textuelle permettait ensuite de croiser les données, de regrouper les idées similaires et de les classer par thèmes³⁶.

Ainsi, en fin de journée, les participants ont pu adopter en assemblée plénière un manifeste énonçant à la fois les grands thèmes devant être priorités dans la gestion des affaires publiques (Égalité, Gouvernance, Économie, Environnement, Développement durable, Éducation, Famille, Politiques sociales et « Opportunités »), mais aussi les valeurs devant guider l'action publique (Intégrité, Égalité des droits, Respect, Justice) et plusieurs idées pour les mettre en application³⁷.

Par ailleurs, toutes les données cumulées lors de cette journée de remue-méninges ayant été compilées dans une plateforme informatique d'analyse textuelle, les organisateurs et les concepteurs de cette plateforme (la *start-up* CLARA), s'en sont par la suite servi pour

³⁶ Pour un aperçu plus détaillé de la méthodologie et de l'horaire de la journée de travail, de même que le manuel de formation des médiateurs, consulter le : <http://agora.is/2011/03/introduction-to-the-national-assembly-organisation> .

³⁷ La déclaration de principes obtenue au bout de l'exercice de même que l'ensemble des idées générées sont disponibles sur le site du *Þjóðfundur 2009* (en anglais pour la déclaration, en islandais pour les résultats plus précis) : <http://www.thjodfundur2009.is/english/>

poursuivre l'expérience politique que permettait cette technologie. Comme leur base de données contenait des milliers d'énoncés sur les valeurs et les priorités d'un échantillon significatif de la population islandaise, ils ont comparé ce jeu de données à la retranscription des débats tenus à l'*Alþingi* pendant les 30 journées précédentes, disponible en données ouvertes sur le site du Parlement. Après un traitement sommaire des données, ils ont pu déterminer quels parlementaires étaient le plus statistiquement en phase avec les préoccupations de la population, c'est-à-dire ceux qui parlaient le plus souvent en chambre des sujets qui préoccupent les Islandais. Derrière cet exercice, que ses auteurs admettent limité, s'exprime toutefois une volonté d'exercer une évaluation hyper-rationalisée du travail des élus (on suggère, par exemple, de choisir les députés d'un comité parlementaire en fonction de ce genre d'analyse quantitative de leur discours en chambre)³⁸.

Quoi qu'il en soit, comme l'indique Paul Blokker (2012), cette initiative citoyenne a été « an important inspiration for those who favored the idea of constitution-making as a way to address the crisis and to provide Iceland with a new and citizen-driven and locally engendered set of fundamental rules and values³⁹ ». L'enthousiasme qu'elle a suscité gagne en effet rapidement le gouvernement islandais, qui reprendra presque telle quelle la méthodologie

³⁸ Brian Suda, « Þjóðfundur 02009: data mining a government », *Optional.is*, 22 novembre 2009. Adresse URL: <http://optional.is/required/2009/11/22/%C3%BEjo%C3%B0fundur-02009-data-mining-a-government/>.

³⁹ BLOKKER, Paul, « Grassroots Constitutional Politics in Iceland », blogue personnel du chercheur de l'Université de Trente, janvier 2012. Adresse URL : www.blokkerpaul.wordpress.com

développée par le collectif La Fourmilière pour l'intégrer à sa démarche constituante⁴⁰. Il confiera d'ailleurs l'organisation du Forum national officiel à l'entreprise à but non lucratif Agora, créée en 2010 par Guðjón Már Guðjónsson pour commercialiser son savoir-faire dans l'organisation de ce type d'événements. À noter que conformément à la pratique voulue dans le domaine du logiciel libre, c'est le savoir-faire qui est ici rémunéré et non les logiciels eux-mêmes : le code source de ces derniers est en effet public dans le cas du *Þjóðfundur*, et ils ont été élaborés collectivement par des bénévoles. Une certaine éthique hacker empêche donc leur appropriation privée pour la revente. Ils étaient par ailleurs offerts gratuitement en ligne, de même que le guide détaillant la méthodologie ainsi que les données et analyses produites et compilées dans le cadre des deux forums.

Le *Þjóðfundur* 2010 se tiendra donc un an plus tard, en novembre 2010, dans le cadre de la démarche constituante officielle prévue par l'Acte 90/2010. Il reprendra la même méthodologie et la même organisation que celui de 2009, sauf pour deux variantes non négligeables, à savoir que 1) c'est sur le contenu d'une nouvelle constitution que les participants sont invités à se prononcer (et non sur l'avenir de l'Islande en général) et 2) il exclut la participation des élus et des représentants de différentes organisations et groupes d'intérêts (incluant les partis politiques). L'échantillon représentatif qui sera constitué pour ce second forum sera donc formé de 950 personnes tirées au hasard dans le registre civil (au lieu de 1500, dont 1200 tirées au sort, en 2009). Ces variantes entre le forum de 2009 et de 2010

⁴⁰ « Iceland's Government to Cooperate with the Anthill », *Iceland Review Online*, 24 novembre 2009.

traduisent certaines différences sur le plan des conceptions du politique qui sont sous-tendues ; nous y reviendrons plus bas.

B) Les éléments de la culture Internet mobilisés

L'organisation du travail des deux *Þjóðfundur* telle que développée par le ministère des Idées, le collectif La Fourmilière et l'entreprise Agora constitue une tentative directe de transposer à la sphère politique des pratiques organisationnelles courantes dans l'industrie du développement de logiciels, dans un but de modernisation de la démocratie. L'intention, en effet, est claire si l'on se fie à Guðjón Már Guðjónsson : « The opportunity Iceland has is to model a new way of democracy »⁴¹ et « What we are doing now with the grassroots, crowdsourcing our vision, our values, etc, is a kind of a new development of democracy »⁴².

Comme il l'indique, le principe du *crowdsourcing*, qui consiste à tirer profit de l'intelligence collective d'une foule (« *crowd* ») hétéroclite et distribuée en réseau pour élaborer un « produit » (dans ce cas-ci un manifeste politique ou un document énonçant les valeurs devant guider le travail constituant), est en effet au cœur de l'exercice. Cette pratique issue du Web 2.0 est particulièrement mise à profit dans le domaine du logiciel libre et *open source*⁴³.

⁴¹ Dans LEGASPI, Althea, *op. cit.*

⁴² Cité dans South by Southwest (2011), *op. cit.*

⁴³ Jeff HOWE, « The rise of crowdsourcing », Wired, juin 2006, et Nick Bennett, « Iceland's crowdsourced constitution – A lesson on open source marketing », Social media today, 13 juin 2013. Adresse URL : <http://socialmediatoday.com/nick-bennett/305690/icelands-crowdsourced-constitution-lesson-opensource-marketing>

Techniquement toutefois, si l'on s'en tient à une définition formelle de ce que recoupe habituellement la notion de « *crowdsourcing* » (voir Landemore, 2015), les *Þjóðfundur* n'entrent pas tout à fait dans cette catégorie, car ils font appel à une foule qui est choisie d'avance et donc non « ouverte » à la participation de quiconque voudrait en faire partie. On pourrait toutefois arguer que si l'échantillon choisi dans les deux cas a été construit en fonction de critères prédéterminés de représentativité, les participants ont tout de même été tirés au sort et leur apport à la démarche ne pouvait être prédit. Aussi, le mode de participation sollicité faisait appel à des ordinateurs en réseau servant à agréger l'apport de ces personnes et leur permettant de réagir à celui des autres. Ces procédés traduisent d'ailleurs la volonté explicite des organisateurs d'inventer « 'a unique flavor of crowd-sourced democracy' »⁴⁴, comme le stipule le manifeste du collectif La Fourmilière. Ainsi, l'important n'est pas tant de savoir s'il s'agit ou non d'un « vrai » exercice de *crowdsourcing* suivant une définition théorique précise, mais de bien comprendre pourquoi les organisateurs utilisent ce terme pour parler de leur démarche – et donc à quelles *valeurs* renvoie pour eux l'idée de *crowdsourcing* (nous y reviendrons plus bas dans cette section).

Par ailleurs, outre le *crowdsourcing*, les méthodes dites *agiles* ont également été mises à profit par les concepteurs des deux forums nationaux. Cet ensemble de méthodes s'est lui aussi développé main dans la main avec le secteur du logiciel, dès le début des années 1990 (bien

⁴⁴ LEGASPI, Althea, *op. cit.*

qu'il ne fût pas initialement pensé exclusivement pour le développement de logiciels⁴⁵). Il s'est toutefois répandu plus largement à partir des années 2000, notamment avec une certaine unification des pratiques que traduit bien le *Manifeste pour le développement Agile de logiciels*, - lancé en 2001 par un groupe de développeurs dont fait partie Ward Cunningham, l'inventeur du Wiki (un type de site Web collaboratif et incrémental sur lequel s'est construit Wikipédia)⁴⁶. Les méthodes agiles visent principalement à développer une organisation du travail souple misant d'abord sur l'interaction entre les personnes, leur autonomie individuelle, la conduite de projets en mode itératif et incrémental faisant appel le plus possible à la collaboration avec le client (ou le « donneur d'ordre »), ainsi que l'adaptation constante au changement. Le « reporting visuel » sur un écran, qui permet de suivre en « temps réel » l'avancement des projets, joue un rôle important dans certaines méthodes agiles, en facilitant la résolution de problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent, raccourcissant ainsi la boucle de rétroaction. Le souci d'efficacité et d'efficience est ainsi très présent chez les partisans de ces méthodes, le travail distribué en réseau permettant de gagner du temps et de voir le travail avancer au fur et à mesure de sa progression⁴⁷.

⁴⁵ Voir l'article « Méthode agile » dans *Wikipedia*. Adresse URL : https://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9thode_agile

⁴⁶ Martin FOWLER et Jim HIGHSMITH, « The Agile Manifesto », *Software Development Magazine*, Août 2001.

⁴⁷ Pour voir en détail les quatre valeurs cardinales et les 12 grands principes guidant les méthodes agiles, voir la version française officielle du *Manifeste pour le développement Agile de logiciels*. Adresse URL : <http://agilemanifesto.org/iso/fr/manifesto.html>

Outre les outils et méthodes issus du développement logiciel, certaines valeurs et croyances issues de la culture libriste et hacker infusent aussi tout le processus des *Bjóðfundur*. C'est le cas de la transparence et de « l'ouverture » – dans le sens de « libre accès » mais aussi, plus largement, « d'accueil » –, valeurs qui guident la démarche et qui visent à permettre que le plus grand nombre s'approprie les résultats (le manifeste final, mais aussi la banque de donnée des réponses fournies par les participants, un « *mindmap* » ou arborescence des propositions regroupées en thèmes, en plus du manuel détaillant la procédure d'ensemble) et en fasse le cœur de nouveaux projets prolongeant les objectifs du forum (comme le montre l'exemple de la *start-up* CLARA mentionné plus haut). Les résultats de l'exercice sont ainsi eux-mêmes pensés comme une forme de logiciel libre dont le « code source » serait ouvert, permettant une réappropriation par quiconque le désire (Knight, 2009). Pour Guðjónsson, l'idée d'ouverture et de transparence est par ailleurs opposée à la façon dont fonctionne la politique : « [Parliamentarians] have worked for many years to get voted. [...] Certainly, to open everything up – it doesn't really fly for them⁴⁸ ». L'action politique, pour lui, semble dès lors devoir passer par la transposition à la « gouvernance » des pratiques d'ouverture tirées du monde du logiciel libre : « I'm a big fan of an active and participatory economy, and have been looking into open source governance for some time⁴⁹ ».

Mentionnons enfin que l'imaginaire de la cybernétique, très présent dans la culture hacker (Turner, 2012), traverse toute la démarche des forums nationaux, mais en particulier le

⁴⁸ Cité dans KNIGHT, Samuel (2009), *op. cit.*

⁴⁹ *Idem.*

premier. Si la cybernétique, telle que pensée à partir des années 1940-1950 entre autres par Norbert Wiener, peut être définie comme l'étude de la régulation (voire de l'auto-régulation) des systèmes par la communication et la circulation de l'information, les hippies et communalistes californiens s'en inspireront, dans les années 1960, pour développer un imaginaire « dans lequel les systèmes sociaux fonctionnent comme des organismes vivants » et dans lequel « L'informatique et Internet constituent des réseaux dont les structures réticulaires [...] sont appelées à remplacer les grandes organisations bureaucratiques, destructrices de la créativité individuelle et de l'épanouissement collectif » (De Grosbois, 2018, p. 51-52). En effet, le nom même du collectif ayant développé la méthodologie du *Pjóðfundur*, « La Fourmilière », révèle cette croyance en une forme d'intelligence collective similaire à celle des colonies de fourmis capables de se mouvoir tel un seul corps par la communication par phéromones et qui serait « hidden to each individual in isolation »⁵⁰ comme l'affirme le manifeste du collectif. Cela dit, si la plateforme informatique développée pour donner corps à la nation islandaise se veut une façon de harnacher cette intelligence collective supérieure, elle procède néanmoins par une individuation radicale des participants et participantes, sommés de s'exprimer personnellement sur chaque enjeu discuté au sein des groupes de discussion : le rôle de chacun ne se résume pas seulement à avaliser les discours formulés par quelques personnes ayant pris la parole dans l'assemblée. Ce faisant, l'expression de la volonté collective, ici, prend la forme d'un agrégat d'expressions individuelles positives colligées et compilées, desquelles les répétitions sont éliminées par recoupement

⁵⁰ Cité dans LEGASPI, Althea, *op. cit.*

algorithmique. La démocratie (le pouvoir du peuple) est ainsi vue comme l'action d'un essaim d'individus agissant de manière incrémentale grâce à des outils communicationnels leur permettant de s'ajuster en « temps réel » aux signaux envoyés par les autres individus.

On rejoint ici l'idée, très ancrée dans l'éthique hacker (Himanen, 2001, Coleman, 2012) et s'apparentant à la notion libérale d'« expressive self » développée par Charles Taylor (1989), que c'est la participation et la créativité de chaque individu relié à travers le réseau, reconnues par ses pairs, qui doit mener inmanquablement à un plus grand bien (Coleman et Golub 2008). Le processus, dans cette optique, serait déterminant, voire d'une importance équivalente au résultat obtenu. Cette manière très procédurale de concevoir la démocratie semble très répandue chez plusieurs activistes hackers (De Grosbois, 2018), et c'est d'ailleurs celle qui ressort des propos de Guðjónsson lorsqu'il dit :

« Instead of focusing on a particular solution, I want to focus on the process. With a process, it's something that can scale. [...] It's like how Linux competed with Windows because of its open source software. The beauty was in the process, which can scale so clever people all over the world can participate »⁵¹.

⁵¹ Cité dans KNIGHT, Samuel, *op. cit.* Cette vision postulant que toute personne assez « maline » (« clever ») peut participer aux processus participatifs de type open source est porteuse d'ambiguïté quant au caractère inclusif de cette participation. Assume-t-on que certaines personnes ne sauraient y prendre part, affirmant une perspective experte (plutôt que démocratique, pour reprendre les catégories d'Auray et Ouardi (2014)) de la participation?

Enfin, il importe de souligner que pour Guðjónsson, la démarche innovante du *Djóðfundur* semble s'inscrire et trouver une justification dans une certaine représentation imaginaire de la nation et de l'identité nationale qui a été bousculée par la crise. Comme il le disait rétrospectivement, en 2011, « So you can just imagine what happened during the collapse of the total banking system. *We kind of lost our identity* »⁵². Pour lui, le grand Forum national de 2009 est non seulement une façon pour les Islandais de se donner une vision commune pour l'avenir en des temps troubles, mais aussi une façon pour l'Islande de rétablir sa réputation internationale et de jouer un rôle constructif au sein des grandes nations de ce monde : « [Iceland] could become a key partner in the G-20 for prototyping these new values, tools and processes for a more sustainable capitalism » (Knight, 2009), disait-il à un journaliste américain, quelques jours en amont du *Djóðfundur* 2009. En 2011, il présentait aussi le travail mené lors de ce Forum national en ces termes :

« So we are trying to think a little bit outside just the Atlantic ocean around us : we have also discussed that Iceland is also a kind of laboratory for a new world model. [...] So what we are doing now with the grassroots, crowdsourcing our vision, our values, etc, is a kind of a new development of democracy. »⁵³

Ainsi, on voit comment le discours sur la technologie et l'innovation est reformulé pour parler de la démocratie et du politique et comment il s'insère dans la trame narrative des « imagined recoveries ».

⁵² Cité dans South by Southwest (2011), op. cit.

⁵³ *Idem* (5:25).

3.1.1.2 Finnur Magnusson : les méthodes agiles au cœur de l'AC

L'autre aspect de la démarche constituante où des pratiques issues de la culture Internet ont été particulièrement mobilisées est l'Assemblée constituante elle-même, qui s'est tenue d'avril à juillet 2011.

Selon la procédure de travail adoptée par les 25 constituants dès les premières semaines, trois sous-comités thématiques furent formés, chacun chargé de certains grands thèmes⁵⁴. Durant toute la durée des travaux, chaque sous-comité commençait la semaine en travaillant sur des propositions d'articles relatives à ses thématiques, en tenant compte des suggestions fournies dans le rapport du comité constitutionnel (voir section 1). Puis, chaque jeudi, lors d'une séance plénière, les autres délégués apportaient leurs commentaires et amendements aux propositions de chaque sous-comité. Les ébauches d'articles étaient ensuite mises en ligne sur le site Web de l'assemblée, de même que sur sa page Facebook et sur son compte Twitter. Le public était alors invité à se prononcer et à apporter lui aussi ses suggestions, que ce soit via les médias sociaux (principalement Facebook et Twitter) ou en envoyant des messages (par courriel ou par la poste) qui étaient ensuite publiés sur le site Web. L'équipe technique de l'assemblée constituante avait en effet intégré le module de commentaires de Facebook au site Web officiel de l'assemblée, de sorte qu'il était possible de commenter les articles de la nouvelle

⁵⁴ Les groupes de travail sont répartis comme suit :
Commission A : Culture et langue nationale, Environnement et ressources naturelles, droits humains, place de l'Église ;
Commission B : rôle du président, du gouvernement, du Parlement et des collectivités territoriales ;
Commission C : pouvoir judiciaire, élections, relations extérieures et participation démocratique.

constitution (et les commentaires des autres internautes) à partir de son compte Facebook (en 2010, 70 % des Islandais utilisait Facebook ou Twitter). Les membres de l'Assemblée constituante interagissaient directement avec le public à travers ces plateformes. Une synthèse de tous les commentaires était ensuite faite et les délégués de chaque sous-comité thématique retournaient au travail, la semaine suivante, pour peaufiner les articles en tenant compte le plus possible des commentaires reçus. C'est toutefois aux constituants que revenait, en bout de ligne, la décision de tenir compte ou non de telle ou telle suggestion du public. Ce dernier, par ailleurs, en raison du choix technologique retenu, ne se limitait pas à l'Islande : tous les internautes et les utilisateurs de Facebook du monde pouvaient commenter les publications de l'Assemblée constituante ou soumettre des propositions sur son site Web officiel.

Par ailleurs, outre les projets d'articles, les réunions plénières de l'AC (qui étaient publiques) étaient aussi diffusées en direct sur Internet, de même que le compte rendu des réunions de chaque comité thématique. Le public était donc en mesure de suivre pas à pas l'évolution des projets d'articles et de les commenter à chaque étape de leur élaboration. Suivant cette procédure, l'écriture de la nouvelle constitution, échelonnée sur presque quatre mois, se fera en 12 itérations incrémentales successives. Au total, entre le début des travaux, le 6 avril 2011, et le moment où l'AC a remis le texte d'une nouvelle constitution au Parlement, le 29 juillet, quelque 330 propositions ont été soumises sur le site de l'Assemblée et entre 3000 et 4000 commentaires ont été formulés, en grande partie via Facebook. Le site a également reçu 40 000 visiteurs uniques tout au long du processus (Barnes et Ralley, 2016).

Fait important à noter, le choix de la méthode de travail itérative, inédite pour un travail législatif d'une telle ampleur, fut notamment proposé aux constituants par Finnur Magnusson, mandaté comme « Chief Technology Officer », pour superviser tous les aspects liés aux TIC dans le processus et programmer le site Web participatif. L'idée d'adopter une méthode non linéaire pour écrire la nouvelle constitution est d'abord venue d'un des 25 membres de l'AC, Vilhjálmur Þorsteinsson, qui est entre autres artiste visuel, programmeur informatique et président du conseil d'administration de CCP, une entreprise de création d'environnements virtuels interactifs (pour des jeux vidéo notamment). Suivant sa proposition, Finnur Magnusson a développé une méthode de travail. Lui-même programmeur issu du milieu des *start-ups* et spécialisé dans les plateformes de discussion intégrant les médias sociaux, Magnusson fera appel à des formateurs de l'entreprise CCP en matière de méthodes « agiles » pour développer la méthode de travail qui sera utilisée pour récrire la constitution⁵⁵.

Ainsi, le travail de l'AC repose lui aussi en partie sur le principe du *crowdsourcing* - bien que de manière plus limitée : la participation à l'élaboration du texte constitutionnel a certes été ouverte à tous grâce à une plateforme en ligne (incluant même des personnes n'ayant pas la citoyenneté islandaise), mais elle était moins engageante et moins directe que dans le cas des *Þjóðfundur*, où les contributions des participants étaient carrément intégrées (par agrégation)

⁵⁵ Voir Jon BARNES et Jim RALLEY (2016), « Finnur Magnusson - Icelandic Crowdsourced Constitution », entrevue accordée en marge de l'ouvrage *Democracy*², reproduite intégralement en ligne. Adresse URL: <http://www.democracysquared.io/1-finnur-magnusson-icelandic-crowdsourced-constitution/> et MAGNUSSON, Finnur (2013), « How to Write a Constitution in the 21st Century », Conférence donnée à la Stanford University, 11 mars. Adresse URL : <https://www.youtube.com/watch?v=W1-UT7dXx2U>

dans le manifeste final. Dans les faits, comme le mentionne Finnur Magnusson, plus qu'une « crowdsourced constitution » comme l'ont appelé certains médias étrangers, il s'agissait plutôt d'une démarche « ouverte et collaborative ». Les propositions formulées à l'Assemblée constituante, en effet, n'étaient pas intégrées comme telles dans le texte constitutionnel, bien que dans le cas de certains articles, l'influence fut plus directe. C'est le cas du droit à Internet, intégré à l'article 14 de la nouvelle constitution et directement proposé par le public (Landemore, 2015). À cet égard, en examinant les 330 propositions reproduites sur le site Web de l'assemblée et en tenant compte des commentaires de certains des constituants⁵⁶, on constate que trois grandes tendances se dégagent des interventions du public, à savoir les questions relatives : 1) au modèle économique et au monde de la finance, 2) à la démocratie et à la transparence du gouvernement, 3) à l'utilisation démocratique d'Internet. Les deux premiers axes vont de soi dans le contexte économique et politique que traverse l'Islande à ce moment, mais le troisième était plus inattendu. Il semble indiquer que la participation démocratique via Internet pourrait favoriser davantage les personnes ayant un intérêt plus marqué pour les nouvelles technologies (Gallego 2008). De fait, comme le souligne Finnur Magnusson :

« We had an ad hoc online community of 'hackers' if you like, that were communicating about access to internet as a part of the human rights clause, which was around the time when social media was being closed down in countries in the East, based on their protest. We actually came up with a clause using a wiki-style editing notepad, and this was submitted as a proposal from the computer geeks and

⁵⁶ Voir VALDIMARSDOTTIR, Agnes (2011), « Icelanders hand in world's first "web" constitution », AFP, 29 juillet.

the council members took it up and created a clause that was slightly more toned down, but it's in there and it's one of the nicer ones, in my opinion. »⁵⁷

Par ailleurs, tel que mentionné, les méthodes agiles ont été grandement mises à profit dans la méthode retenue pour le travail de l'Assemblée constituante. Elles ont permis aux constituants de résoudre une difficulté qui se posait à eux, à savoir de prendre un processus traditionnellement opaque et réservé à des experts (à savoir l'écriture d'une constitution, qui se fait généralement derrière des portes closes), et le rendre plus transparent, participatif et dialogique, et ce, *tout au long* de son déroulement plutôt que seulement lorsqu'un premier brouillon est complété (comme c'est habituellement le cas pour les textes législatifs pour lesquels on convoque une commission parlementaire, par exemple). Mais surtout, les méthodes agiles permettaient de le faire dans une fenêtre de temps restreinte : suite aux affrontements au Parlement entre l'opposition conservatrice et le gouvernement de gauche qui avait lancé la démarche, l'AC a vu son mandat amputé de huit mois (elle devait au départ s'échelonner sur un an, voir chapitre 1). Elle avait donc à peine quatre mois en tout pour produire une nouvelle constitution. Comme le mentionne Finnur Magnusson, outre la volonté de rendre le processus le plus participatif et transparent possible, ce très court échéancier a été un des principaux incitatifs à se tourner vers les méthodes agiles :

« So this was the pivotal point that provided an opportunity to do all of the innovative things that we ended up doing. The group was really motivated to do a good job [...] and they were in

⁵⁷ Jon BARNES et Jim RALLEY (2016), *op.cit.* Sauf indication contraire, toutes les citations de Finnur Magnusson sont tirées de cette entrevue.

the mind-set to create a full new document. So we got in agile coaches from CCP which is a big online multiplayer games producer in Iceland[...]»⁵⁸ ».

3.1.1.3 Synthèse préliminaire

Que ce soit dans le cas des *Þjóðfundur* ou de l'Assemblée constituante, il importe de souligner le lien étroit qui lie les procédures participatives de ces étapes de la démarche constituante au milieu entrepreneurial du secteur informatique, en particulier celui du logiciel libre et des start-up de « l'économie collaborative ».

Les méthodes, pratiques, concepts et même certaines valeurs déployés pour développer les méthodes participatives utilisées sont en effet soit inspirés, soient carrément empruntés au répertoire du développement du logiciel libre ou d'entreprises de design. Magnusson, par exemple, fait l'éloge de procédures en ligne que la firme IDEO a développées et qui auraient pu être mises à profit dans le processus constituant, s'il avait bénéficié de plus de temps. De plus, si l'on se fie aux propos de Guðjón Már Guðjónsson, le paradigme de l'économie collaborative (il utilise souvent le terme « grassroots economy », mais aussi « participatory economy » pour désigner des entreprises misant sur la participation en ligne des usagers⁵⁹), en plein essor à partir de la deuxième moitié des années 2000, est par ailleurs central. Il semble

⁵⁸ *Idem.*

⁵⁹ You are in Control - International Conference (2009), « YAIC 2009 - Guðjón Már Guðjónsson », vidéo YouTube, 8:45, 24 septembre. Consulté [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL: <https://www.youtube.com/watch?v=KPg9IVQTkhs>.

être celui à l'aune duquel il conçoit ce que doit être la « gouvernance », tant de l'État que de l'entreprise :

« The grassroots is learning from corporations how to apply corporate processes on the grassroots. And we are learning fast, the grassroots is learning fast. [...] ». « The creative industry will take care of itself. It's in its culture. It adjusts to the newest business models quite fast. [...] So *I'm more worried about other industries and governments.* »⁶⁰ (c'est nous qui soulignons).

Par ailleurs, l'État et l'entreprise semblent comparables si on se fie à la façon dont il parle du projet de *Þjóðfundur* 2009 : « The country could behave like a business in terms of sharing common values and a common vision [...] Iceland's population is the size of General Electric. The opportunity Iceland has is to model a new way of democracy.⁶¹ »

Par ailleurs, du côté de Finnur Magnússon, s'il se décrit comme « a nerd by heart - I've been into computers since 14 years old » (un peu comme Guðjónsson par ailleurs, qui a commencé à 13 ans et est devenu entrepreneur à 17 ans), il dit néanmoins aussi avoir « a very big interest in social and political activities », intérêt qui s'est traduit par un engagement dans le mouvement étudiant à l'université. Ainsi, contrairement à Guðjónsson, dont le parcours se caractérise plutôt par un engagement dans la communauté des affaires et de la philanthropie⁶²,

⁶⁰*Ibid.*, 0:40 et 7:28.

⁶¹ LEGASPI, Althea (2010), *op. cit.*

⁶² Voir ZARAZA, Pedro (2010), « 2009 JCI TOYP Honoree Guðjón Már Guðjónsson », vidéo YouTube produite par Junior Chamber International, 2:15, le 9 juillet. Consulté [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL : https://www.youtube.com/watch?v=KVBhhFsG_Fg

Magnusson a été davantage socialisé politiquement, ce qui se ressent dans son discours, mais aussi dans sa vision des technologies.

En effet, bien qu'il se montre très enthousiaste quant aux possibilités de celles-ci pour favoriser de nouvelles pratiques de démocratie directe, on sent chez lui une plus grande conscience des limites de ces outils pour favoriser une participation effective : « If we'd had more time, I would have wanted to organise more offline events, in order to reach out to the older generation - to people that were maybe not aware of the process [...] », souligne-t-il, ajoutant à propos du processus mis en place pour les travaux de l'Assemblée constituante :

« I believe such a process could be designed using technology without necessarily doing the election [note: de l'AC], but it needs a bit of time and it needs facilitators or moderators to make sure that you're engaging with a lot of people through a lot of channels, because otherwise you might end up with a very loud minority taking over the writing and the moderation process of the whole project. »

Cette impression d'une plus grande conscience des déterminants sociaux de la participation et des dynamiques de délibération chez Magnusson pourrait toutefois découler du fait que l'échantillon de ses propos dont nous disposons est plus détaillé que celui de Guðjónsson, et aussi au fait que la démarche du *Þjóðfundur* est née d'une dynamique tout autre que celle ayant mené à la mise sur pied de l'Assemblée constituante. Cette dernière est issue d'un processus politique et institutionnel déterminé par le Parlement, alors que la première est le fruit d'un remue-méninge effectué essentiellement entre représentants du milieu des *start-up* de l'économie créative, au sein de la « Maison des idées ». D'ailleurs, les outils et l'expertise développés lors du *Þjóðfundur* 2009 ne seront pas uniquement repris par le processus

constituant officiel : ils seront aussi offerts à différents organismes et entreprises par la firme Agora, créée pour commercialiser le savoir-faire développé pendant cet exercice - conformément à la pratique du milieu du logiciel libre où c'est l'expertise et non les logiciels (offerts gratuitement et ouverts à la modification et à la redistribution) qui est vendue.

Quoi qu'il en soit, il importe de souligner que s'il est conscient des limites, Magnusson voit les TIC d'un oeil extrêmement optimiste quant à leurs possibilités pour approfondir la démocratie, la rendre plus directe et efficace, par exemple en permettant aux citoyens de prendre eux-mêmes des « décisions éclairées » en leur donnant un accès libre aux données publiques. Il va en effet jusqu'à dire que « we could have prevented the collapse [des banques] if we'd just had a dashboard with the information about the financial market and everything else that was happening in the country, but we don't have the data ». Dans cette optique, l'idéal de transparence et de libre circulation de l'information rattachée à l'éthique hacker rejoint clairement une certaine conception libérale de l'espace public (voir Habermas, 1987) selon laquelle le citoyen, pour exercer son rôle politique et prendre des « décisions éclairées », a besoin d'avoir accès au plus d'information possible, sans les entraves des pouvoirs politiques et des intérêts particuliers.

Soulignons finalement que l'analyse des discours de ces deux acteurs nous a permis de confirmer la présence, dans le choix des méthodes participatives « innovantes », d'un souci de restaurer une certaine représentation de l'identité nationale en réparant en quelque sorte l'image de l'Islande à l'étranger. Nous avons toutefois pu observer cette préoccupation

seulement dans les propos de Guðjón Már Guðjónsson, et ce, même si nous disposions d'extraits beaucoup plus courts et fragmentaires de son discours que pour Finnur Magnusson, ce qui nous laisse croire qu'il s'agit d'une réelle préoccupation chez lui et d'une trace de l'identité nationale postcoloniale décrite entre autres par Bergmann (2014).

3.1.2 Le courant « pragmatique » : assurer la légitimité de la démarche dans l'adversité

Tel que mentionné, les travaux de l'Assemblée constituante représentaient le cœur de la démarche prévue par le gouvernement pour récrire la constitution du pays. S'ils étaient encadrés par des grandes lignes directrices en matière de procédure, le choix de la méthode pour solliciter la participation du public appartenait aux constituants élus par la population⁶³. Il nous est donc apparu important d'analyser le discours d'un certain nombre d'entre eux afin de mieux comprendre les motivations derrière les choix de cette méthode peu orthodoxe, ainsi que le sens que ces acteurs et actrices donnaient aux technologies utilisées dans le cadre d'un processus de changement politique et social de cette envergure. Nous nous sommes donc attardés à compiler les témoignages de quatre d'entre eux : le politologue et professeur à l'Université Bifröst en Islande, Eiríkur Bergmann ; l'économiste et professeur à l'Université d'Islande, Thorvaldur Gylfason ; l'avocate et militante pour les droits humains Katrín Oddsdóttir ; la professeure à la Faculté de sciences politiques de l'Université d'Islande, Silja

⁶³ Voir le texte en anglais de l'acte 90/2010 encadrant l'Assemblée constituante : http://thjodfundur2010.is/other_files/2010/doc/Act-on-a-Constitutional-Assembly.pdf

Bára Ómarsdóttir, et Andrea⁶⁴, la jeune membre de l'AC que nous avons pu interviewer. Il convient de préciser que ces personnes ne sont pas d'emblée associées à la culture Internet, car c'est d'abord sur la base de leur participation à l'AC (et de la disponibilité de leurs témoignages en anglais) que nous les avons choisies, afin qu'elles puissent nous donner un point de vue de l'intérieur. Par ailleurs, si l'ensemble de leurs témoignages nous ont été utiles afin de cerner les dynamiques à l'œuvre au sein de l'Assemblée constituante, nous n'avons pas senti la nécessité de tous les citer dans la présente section, étant donné que leurs propos se recoupent dans bien des cas (et rejoignent par ailleurs le témoignage d'autres membres de l'AC, moins détaillés, que nous avons pu lire ou entendre à travers nos recherches). Nous nous sommes donc contentés de citer ceux dont les propos étaient les plus à même d'illustrer les principales dynamiques que nous avons pu observer, à savoir : un certain manque de confiance à l'égard du Parlement (même si c'est ce dernier qui a permis la tenue de la démarche constituante), tant chez les constituants que dans la population ; une volonté corollaire de faire participer directement la population pour donner une plus grande légitimité au texte final, dont on savait déjà, au moment de commencer l'écriture du texte, que plusieurs aspects seraient contestés par les forces du statu quo (à savoir les partis traditionnellement au pouvoir) ; un certain désir de faire preuve d'innovation en ces temps de tumultes, couplé à une certaine conscience que le choix d'une démarche innovante permettrait de projeter une image positive du pays ; et, surtout, la nécessité immédiate de composer avec des ressources et un calendrier extrêmement contraignants pour réaliser la réécriture complète de la constitution de manière la

⁶⁴ Nom fictif pour respecter les conditions d'anonymat garanties par le certificat d'éthique.

plus transparente et participative possible. Nous reviendrons ensuite sur les conceptions du politique mobilisées par ces discours.

3.1.2.1 Le discours des constituants

Tel que mentionné dans le chapitre 1, le processus constituant en Islande, parce que remettant en question l'hégémonie de la classe politique traditionnelle, s'est heurté à de nombreuses résistances de la part de cette dernière. Les nombreuses manœuvres procédurales au Parlement pour en réduire la portée de même que l'annulation de l'élection des membres de l'Assemblée constituante par la Cour suprême (contrôlée par des juges proches du Parti de l'indépendance ou du Parti du Progrès et nommés par eux) a eu un effet quelque peu démobilisant sur les travaux de l'assemblée, comme le soulignent plusieurs des acteurs de la démarche, notamment Andrea⁶⁵ et Finnur Magnusson. Le fait que les 25 personnes élues pour faire partie de l'AC aient dû plutôt être nommées à la tête d'un comité constitutionnel (au lieu d'une Assemblée constituante en bonne et due forme) pour pouvoir poursuivre le processus en a réduit la portée fondatrice, donnant l'impression qu'il s'agissait désormais d'une simple « conférence » sans réelle portée juridique, voire d'un simple projet partisan du gouvernement de Jóhanna Sigurðardóttir (Gylfason, 2012).

⁶⁵ Sauf indication contraire, tous les propos qui lui sont attribués proviennent de l'entrevue qu'elle nous a accordée le 25 février 2015 dans le cadre de ce projet de recherche.

Dans ce contexte, et alors que la confiance de la population envers les parlementaires atteignait des creux historiques (à peine 11 % de la population disait faire confiance au Parlement à cette époque (Castells, 2012, p. 38)), le sentiment partagé par les membres de l'assemblée était qu'ils devaient tout faire pour asseoir la légitimité du processus auprès de la population. Une des raisons pour confier la réécriture de la constitution à une assemblée de citoyens « ordinaires » était justement la reconnaissance implicite que le Parlement avait échoué à s'acquitter de cette tâche au cours des six dernières décennies ; les constituants ont donc pu s'appuyer sur ce constat pour chercher des façons de donner le plus directement possible la parole à la population (Thorarensen, 2011, Gylfason, 2012). Aussi, la décision d'adopter chaque article du nouveau texte constitutionnel par consensus fut prise pour donner plus de force aux décisions de l'AC (Riché 2013, Omarsdottir, 2012), mais surtout, le besoin de faire participer le plus directement possible la population s'est imposé avec encore plus de force.

C'est d'autant le cas que le climat de méfiance à l'égard de la classe politique était aussi présent parmi les membres de l'Assemblée constituante, et ce, même si on saluait en même temps la décision du gouvernement de lancer cette démarche : comme le dit Andrea en parlant des tentatives du personnel délégué par le Parlement pour encadrer le travail des membres de l'AC et leur imposer certaines procédures de délibération, « [...] when the power pretends that it wants to give itself away [...] there's always some reservation. And it's almost always not entirely true. »

Cela dit, s'il était important de donner une légitimité au processus en le faisant reposer sur la souveraineté populaire davantage que sur celle du Parlement, les propos d'Andrea révèlent qu'il y avait aussi une réelle volonté d'innover dans la façon de consulter la population, notamment pour relever les importants défis posés par les contraintes de temps et de ressources allouées au processus constituant :

« I think it was to legitimize the whole process, but also it was a sincere attempt to do something new, and to try to do something in line with modern technology and the abilities that we have as a society to change. [...] We tried to take it a step further and involve the nation. And we had very limited resources and very limited time. So we were thinking how do we do this and we said « wait, why don't we connect it with Facebook? » And we said « yeah! Lets try! » And we got this one programmer to do everything and we still managed to do it, so it just shows you that if there is good ideas and the mentality that everything is possible, anything *is* actually possible. None of this was really planned, it just happened. And it worked very well. » (25:41).

Ainsi, comme le confirment ces propos et ceux de Finnur Magnusson résumés dans la section précédente, l'idée d'utiliser les outils et pratiques liés au Web 2.0 et au développement logiciel est venue assez spontanément aux membres de l'AC, pour qui cela allait de soi en quelque sorte.

Cela dit, malgré un certain enthousiasme par rapport aux nouvelles technologies et aux vertus de transparence et d'ouverture qu'elles véhiculent, les contraintes de temps et l'impératif de participation pèsent lourd dans la décision d'utiliser ces outils, de même que le choix des plateformes déjà connues du grand public comme Facebook, Twitter et YouTube plutôt que d'en développer d'autres qui auraient par ailleurs pu être mieux adaptées, aux dires d'Andrea.

Par ailleurs, alors que les médias islandais se désintéressent du processus – en particulier après l’annulation de l’élection de l’Assemblée constituante par la Cour suprême -, l’intérêt des médias internationaux pour le caractère innovant et inédit de la démarche sera mis à profit pour tenter de raviver l’intérêt de la population. Cette couverture positive sera mobilisée afin de susciter l’intérêt de la population pour la démarche et la convier à y participer. Comme le mentionne Eirikur Bergmann : « We had the BBC, CNN, and everyone involved branding us as the world’s first crowdsourced constitution, which is not really correct, but it was something we could play on and use to gather momentum with the public⁶⁶ ».

Selon lui, l’effet que pouvait avoir l’intérêt de la presse étrangère pour le processus n’est pas à négliger dans un pays comme l’Islande, très soucieux de l’image qu’il projette, en particulier auprès des autres pays de l’hémisphère occidental. Selon Bergmann, le désir de se faire reconnaître comme un état-nation moderne à part entière par les autres nations occidentales fait partie de l’identité postcoloniale islandaise (Bergmann, 2014, p. 2). Ainsi, l’image innovatrice qu’ont les nouvelles technologies du Web 2.0 dans une partie de la presse occidentale a pu être mobilisée pour inciter le public islandais à s’intéresser davantage au processus qui se passait sous son nez, et qui était dépeint comme « révolutionnaire » par bien des médias étrangers. L’idée que le processus constituant, avec sa démarche participative

⁶⁶ Dans FARELL, David (2012), « Deliberation in practice: the use of mini-publics in contemporary democracies », extraits du colloque donné à la Royal Irish Academy, vidéo YouTube, 14:53, 13 novembre. Consulté [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL : https://www.youtube.com/watch?time_continue=8&v=3E6Z_AW3CRk

innovatrice, puisse être une source d'inspiration pour le monde en des temps de crise mondiale du capitalisme et d'essor des soulèvements populaires dans différents pays, revient d'ailleurs dans la bouche (ou sous la plume) de différents intervenants, notamment l'économiste et membre de l'Assemblée constituante, Thorvaldur Gylfason : « Moreover, the method by which the bill was produced may offer a model to other countries preparing new constitutions – for example Egypt, Tunisia and Turkey, to name just the three current cases » (Gylfason, 2012, p. 41). Aussi, pour ce dernier, l'accès à Internet semble être en soi un facteur de progrès susceptible d'accroître la démocratie dans les sociétés du monde arabe, notamment :

« [...] in countries with limited access to the internet, such as in the Arab world, crowdsourcing new constitutions might be seen to give significantly disproportionate voice to those with ready internet access. But then, perhaps the well-connected minority is in a good position to sway new constitutions in the making in the direction of increased respect for human rights and democracy. »

La conscience de l'image positive que pouvait donner à l'étranger le choix, par les constituants islandais, d'une méthode participative innovatrice, ne saurait toutefois être considéré comme un facteur déterminant. Cela dit, les propos d'Andrea semblent néanmoins confirmer qu'il s'agit là d'une réalité qui compte dans la manière de s'adresser à la population islandaise et donc dans la manière dont celle-ci se représente :

« I don't think we ever thought "ok, let's do some weird technological exercise to try to show off to the world, no no no". Maybe we tried *to show-off to the nation* [c'est nous qui soulignons]. To make it obvious to those who were sitting at home that we were doing our best and that we really wanted their involvement. *And to try to be the change* [c'est nous qui soulignons].

Cause we were always saying “politicians have to be transparent, have to be honest, and they have to be efficient”, but if we weren’t going to do it ourselves how could we expect them to do it? So it was sort of trying to prove that it was possible, what we were aiming for with the document [...] » (38:00).

Par ailleurs, la deuxième moitié de cette intervention de sa part traduit bien le contexte de méfiance à l’égard des représentants politiques mentionné plus haut, de même que l’adéquation qui est faite entre les méthodes participatives 2.0 et les idéaux de « transparence », « d’honnêteté » et « d’efficience ».

3.1.2.2 Des conceptions du politique en syntonie ?

Ainsi, on note chez les acteurs analysés dans cette section un discours beaucoup plus pragmatique par rapport à l’utilisation des nouvelles technologies. Le choix des outils et pratiques liés au Web 2.0 semble moins guidé par les vertus en soi transformatrices qu’elles seraient censées avoir (comme le fait de permettre l’expression d’une « intelligence collective » supérieure ou de permettre la participation de quiconque le désire) et qui sont davantage liées à un imaginaire propre à la culture Internet qu’à leur utilité pratique dans un contexte de ressources et d’échéancier contraignants.

Plusieurs conceptions de la démocratie et du pouvoir présentes chez certains des membres de l’AC, toutefois, ne sont pas sans similarités avec celles qui prévalent dans certains courants de la culture Internet. L’idée selon laquelle le pouvoir doit être le plus distribué possible afin d’en

éviter une concentration néfaste pour le bien commun, au cœur même de la culture et de l'idéologie des hackers (en particulier ceux associés à la mouvance plus libertaire), est en effet exprimée clairement par Katrín Oddsdóttir dans un documentaire réalisé en 2012 :

« What democracy does is to distribute the power as much as possible, to try to let each individual carry as little power as possible, so they become as little corrupted as possible. [...] Think of it as an illness. A cancer. If we decide we can give the cancer to one person, she would probably die. Or, you could distribute it to a hundred people and they would just be a little injured, and they would not die. It is much better to do that : to distribute it to more people, and to let them suffer less. I think it's similar with power. »
(Marques, 2012, 13:00).

Cette conception pour le moins négative du pouvoir politique se combine ici à la nécessaire participation active du plus grand nombre pour en éviter la concentration et pour jouir d'une véritable démocratie. Dans le cas d'Oddsdóttir, cette vision ne lui vient pas forcément du répertoire de la culture Internet, univers qu'elle côtoie peu selon ses dires ; mais il s'agit néanmoins d'une conception très présente au sein de la modernité philosophique et politique libérale que de concevoir le pouvoir comme quelque chose qui corrompt ceux qui l'exercent et qui doit par conséquent être divisé, voire fractionné jusqu'à sa plus minimale expression, soit le pouvoir de l'individu-citoyen, dont les droits doivent être protégés des excès du pouvoir étatique par des lois (Duquette et Lamoureux, 1996).

Le fait de ne pas permettre aux partis politiques et aux groupes d'intérêt de s'exprimer en tant que tels dans le processus – les membres de ces groupes pouvaient certes prendre la parole dans le cadre du processus constituant, que ce soit lors de l'étape du *Þjodfundur* officiel (en

2010), pour se présenter aux élections de l'AC ou lors des travaux de cette dernière, mais à titre individuel seulement – rejoint par ailleurs cette conception libérale et républicaine de l'espace public telle que décrite par Habermas (Fraser, 2001) selon laquelle l'individu et sa capacité de délibérer rationnellement sont le socle de la légitimité du pouvoir politique en démocratie – et non les groupes d'appartenance auxquels il doit une certaine forme de loyauté non « rationnelle » et dont les intérêts sont par ailleurs potentiellement incompatibles avec l'idéal d'intérêt général (Saul, 1997).

Ainsi, l'ensemble de la démarche constituante officielle met en œuvre différents dispositifs qui misent sur la transparence et qui suscitent une participation active et informée (en mettant une grande quantité de documentation à la disposition de la population sur le site web de l'AC), mais aussi individuelle, non partisane et consensuelle. Pour Gylfason, il s'agissait là d'un des avantages de la méthode participative retenue, dans une Islande où les lobbies occupent beaucoup de place et où les partis politiques traditionnels ont été grandement discrédités de par leur proximité avec ceux-ci : « This was an important benefit of the crowdsourcing aspect of the operation : it created a framework for inviting everyone to have a seat at the same table, something that special interest organizations in Iceland are not used to » (Gylfason, 2012, p. 38).

Bien sûr, toute la démarche constituante est le fruit des institutions libérales (le Parlement, le gouvernement représentatif, l'État de droit, etc.), de la république islandaise, et il est donc on ne peut plus normal que les principes au fondement de ces institutions innervent toute la

démarche – bien qu'on aurait pu penser que la grave crise de confiance que traversaient alors ces institutions auraient été contestées à la lumière d'un paradigme économique et politique en rupture avec celui ayant mené à la crise. C'est d'autant plus le cas que toute la démarche non seulement émanait du Parlement, mais lui restait subordonnée : techniquement, le texte remis par l'Assemblée constituante n'était qu'un brouillon devant être révisé par le Parlement. Tel que mentionné plus haut (voir section 1.3), même le référendum sur le texte tenu le 20 octobre 2012 n'avait qu'une valeur consultative et non contraignante.

Aussi, ce que nous tenons ici à souligner, ce n'est pas tant la « sensibilité libérale » (Coleman et Golub, 2008, Coleman, 2012) de plusieurs des acteurs de la démarche constituante que la facilité avec laquelle ces mêmes acteurs optent pour des outils et pratiques technologiques propres à une certaine culture Internet, un peu comme si cela allait de soi, et ce, même si la plupart des acteurs en question ne sont pas particulièrement pétris par cette culture Internet. Cela nous semble traduire, d'une part, une parenté évidente entre les deux répertoires culturels, symboliques, et idéologiques, au-delà des appartenances des individus qui s'en réclament ou non et, d'autre part, le caractère hégémonique d'un certain libéralisme vécu empiriquement et dont les concepts et les éléments idéologiques sont assez variés pour être configurés et combinés de manières très diverses par les individus, et donc adaptés à des conditions qu'on pourrait qualifier d'extrêmes dans le cas qui nous occupe.

3.1.3 Le courant « hacktiviste »

Tel que mentionné précédemment, si le projet de refonte de la constitution du pays a été officiellement mis sur pied par le gouvernement de centre-gauche mené par Jóhanna Sigurðardóttir, la demande d'un tel changement, permettant entre autres de brider le pouvoir des représentants et d'assurer une réelle séparation des pouvoirs - notamment entre le pouvoir politique et le pouvoir de l'argent -, est clairement venue des manifestations de la « révolution des casseroles », fin 2008 début 2009. Un parti politique nommé le Mouvement naîtra d'ailleurs de ces manifestations au printemps 2009 pour porter au Parlement les demandes de la rue, notamment celle de revoir la constitution (Marques, 2012). Dans le cadre des élections d'avril 2009, ce parti sans chef présentera une liste paritaire homme/femme dont aucun et aucune membre, pour en faire partie, ne devait avoir déjà occupé des fonctions de représentation politique (incluant à titre de représentant syndical ou dans le mouvement étudiant). Quatre de ses membres seront élus à l'Alþingi, parmi lesquelles Birgitta Jónsdóttir, qui se définit comme « poéticienne », « hacktiviste » et « anarchiste pragmatique », entre autres. Créatrice et internaute active depuis les débuts du Web (elle sera une des premières développeuses Web en Islande), elle est aussi militante de toutes les causes, notamment pour la libération du Tibet et de la Palestine ainsi que pour la protection de la nature islandaise contre les mégaprojets industriels⁶⁷. Elle se fera rapidement connaître en Islande et à travers le monde en raison de son engagement avec Wikileaks, dont elle devient porte-parole en Islande

⁶⁷ Voir sa biographie sur le site de l'Icelandic Modern Media Initiative : <https://en.immi.is/about-immi/board-of-directors/>

fin 2009, et de ses démêlés avec la justice étasunienne en lien avec la publication par le site Web fondé par Julian Assange des documents coulés par Chelsea Manning⁶⁸.

Outre son engagement, dès les premiers instants, en faveur du processus constituant et son soutien actif, au Parlement, à l'initiative du gouvernement Sigurðardóttir, Birgitta Jónsdóttir deviendra ainsi une des principales figures de la révolution des casseroles et sera invitée à parler de la crise qu'a vécu l'Islande et du processus constituant dans plusieurs médias étrangers et sur plusieurs tribunes internationales. Si elle n'a pas contribué directement au choix des méthodes participatives 2.0 retenues dans le cadre de la démarche constituante, elle se fera néanmoins une des plus ardentesses défenderesses de ce processus, et ce, à partir d'une posture originale et résolument ancrée dans la culture hacker, opérant par ailleurs une synthèse entre différents éléments idéologiques et symboliques traversant les discours publics autour de la démarche constituante et de la *kreppa*. Nous avons donc choisi d'analyser plus en détail son discours, afin de nous pencher sur la façon dont le processus constituant a pu être interprété et justifié à travers le filtre d'un courant plus militant de la culture hacker, et comment ce courant, qui prend son essor en Islande dans la même période, est lié à l'expérience constituante.

Birgitta Jónsdóttir cofondera d'ailleurs en 2012 (avec d'autres députés du Mouvement, qui se sabordera), le Parti Pirate islandais, chapitre local de cette mouvance internationale initiée en

⁶⁸ JÓNSDÓTTIR, Birgitta (2013), « Iceland could have been innovative : Participatory democracy », conférence donnée au congrès re:publica 2013, à Berlin, vidéo YouTube, 50 :09, 8 mai. Consulté [en ligne] le 20 janvier 2019. Adresse URL : <https://www.youtube.com/watch?v=wdnHbeWlgV4>

Suède et qui milite entre autres en faveur de différentes causes liées aux libertés sur Internet, du droit à la vie privée, de la réforme du droit d'auteur et d'une démocratie plus directe (Cordier, 2016). Une des principales promesses de ce nouveau parti lors des élections législatives de 2013, 2016 et 2017 sera l'adoption une fois pour toutes de la constitution « écrite pour et par le peuple »⁶⁹ et « tablettée » par les gouvernements successifs malgré la volonté de la population clairement exprimée en faveur du texte lors du référendum tenu en 2012. Afin d'élargir notre échantillon de discours « hacktiviste » sur la constitution et le processus constituant, nous avons donc aussi retenu les propos d'un autre des membres fondateurs du Parti Pirate, Smári McCarthy, qui a activement participé à l'élaboration du texte à travers la plateforme créée par les membres de l'Assemblée constituante (après avoir échoué à se faire élire comme membre de l'AC). En 2011, il a aussi cofondé un collectif qui s'est donné pour mandat de soumettre chaque version du texte constitutionnel en cours d'élaboration à une analyse de contenu automatisée par ordinateur. Élu député en 2016 sous la bannière pirate, il est programmeur de logiciel libre et a participé à de nombreux travaux et initiatives en faveur de la démocratie directe, de la transparence et de la protection de la vie privée en ligne.

3.1.3.1 Birgitta Jónsdóttir, à la croisée des tendances politiques

⁶⁹ Voir FONTAINE, Paul (2018), « The Creator: Iceland's Birgitta Jónsdóttir On Poetry, Politics, And The Future », The Reykjavik Grapevine, le 20 avril. Entrevue consultée [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL : <https://grapevine.is/mag/feature/2018/04/20/the-creator-icelands-birgitta-jonsdottir-on-poetry-politics-and-the-future/>

contestataires en Islande

Les propos et l'implication politique de Birgitta Jónsdóttir sont particulièrement intéressants en ce qu'ils permettent de voir comment, à travers la sensibilité d'une personne, différentes représentations symboliques de la société disponibles dans l'espace public à un certain moment de l'histoire peuvent être interprétées et combinées dans une trame de sens cohérente reflétant néanmoins la diversité de ses influences, tout à la fois originale et en adéquation avec des structures narratives préexistantes.

Un bon exemple de cela est le discours intitulé « *We the people, are the system* » qu'elle a donné dans le cadre des conférences TEDx à Reykjavik en 2015⁷⁰, dans lequel elle articule son expérience individuelle à celle, collective, de la société islandaise en faisant des parallèles entre les moments de crise vécues sur le plan personnel et la conjoncture mondiale de crise économique, écologique et politique tout en utilisant des métaphores issues de la cyberculture pour enjoindre les individus à agir pour incarner le changement. On retrouve dans ce discours plusieurs des « ingrédients » de la geste de la révolution des casseroles, le tout sur un ton prophétique qui n'est pas sans rappeler la « Déclaration d'indépendance du cyberspace », manifeste aux accents libertaires et techno-utopistes produit par l'ex-chanteur des Grateful

⁷⁰ Voir JÓNSDÓTTIR, Birgitta (2015), « We the People, are the System », retranscription sur le blogue officiel de Birgitta Jónsdóttir de sa conférence TEDx donnée en 2015. Consulté [en ligne] le 27 août 2018. Adress URL : <http://joyb.blogspot.com/2015/05/we-people-are-system.html>

Dead et cofondateur de l'Electronic Frontier Foundation, John Perry Barlow, en 1996 – un texte dont Birgitta Jónsdóttir se réclamait toujours en 2012.

On trouve en effet dans le texte de cette conférence une critique radicale du « système » politique et économique actuel (« Our states are built around systems that are outdated, created in simpler times and for smaller societies. Today, those systems no longer serve the people but are simply self-serving. [...] Most of our democracies have become like a dictatorship with 100 talking-heads on the neck of a corporate body ») doublé d'un appel à dépasser cet état de décomposition des structures en place par l'action des individus « ordinaires » (« common people ») qui s'organisent à la base pour « co-crée » une société nouvelle. Une bonne partie du texte insiste en effet sur le pouvoir de chaque individu à changer le monde en usant d'intuition et de créativité pour inventer de nouveaux outils démocratiques (« democratic tools »), à la manière des hackers, auxquels elle s'identifie :

« I guess one could say that I am some sort of a party startup person, because I have co-created two parties from nothing in the last six and a half years [...]. Both parties got voted into parliament. Once I was elected six years ago, I went inside the system, straight to the heart of it, the legislative assembly, *like a legal hacker*, analyzing its strengths and weaknesses in order to find ways to improve the system. » (c'est nous qui soulignons).

La façon dont elle décrit le premier objectif qu'elle s'est fixé en entrant en politique – mettre sur pied un processus démocratique et participatif de réécriture de la constitution « pour le peuple et par le peuple » – prolonge par ailleurs cette analogie entre « hacking » et politique et entre la loi et le code informatique : « I was aware that we needed a new foundation or like I call it, new hardware in order to be able to make a clean system install », dit-elle.

Tel que mentionné plus haut, Birgitta Jónsdóttir sera une internautes de la première heure, découvrant dans le cyberspace un lieu de partage qui correspond à sa vision d'un monde fraternel et sans-frontières (tel que dépeint dans la célèbre chanson *Imagine*, de John Lennon, selon ses propres dires⁷¹). C'est toutefois surtout dans la deuxième moitié des années 2000 qu'elle s'investit dans des luttes politiques en lien avec Internet, en particulier avec Wikileaks fin 2009. Son engagement avec le réseau fondé par Julian Assange la mènera entre autres à lancer un autre projet mêlant cyberactivisme et politique, à savoir l'Icelandic Modern Media Initiative (IMMI). Le projet repose sur une idée simple, empruntée à John Perry Barlow⁷², soit de faire de l'Islande « la Suisse des données », à savoir un État où les lois sont adaptées non pas pour garantir le secret bancaire mais plutôt une réelle protection de la vie et des données privées, des sources journalistiques, des lanceurs d'alerte et de la liberté d'expression. Cette initiative, qui nécessite divers ajustements législatifs, sera déposée au Parlement islandais par Birgitta Jónsdóttir et son parti (le Mouvement) en 2010 et sera adoptée à l'unanimité par la chambre.

Fait intéressant, la rhétorique employée pour expliquer le projet s'inscrit en droite ligne avec celle du processus de « guérison nationale » et la logique des « imagined recoveries » tels que

⁷¹ Voir EYMARD, Éric (2013), « L'interview vivifiante de Birgitta Jónsdóttir », *Vivre en Islande*, 19 octobre. Vidéo Vimeo consultée [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL : <http://www.vivreenislande.fr/2013/10/birgitta-jonsdottir-parti-pirate.html>

⁷² FONTAINE, Paul (2018), *op. cit.*

décrits par Bergmann (2014). En effet, l'idée est d'inverser le modèle du paradis fiscal que l'Islande était devenue au cours de la période néolibérale pour en faire un « paradis des données », redonnant à l'Islande une image et un rôle positifs dans le concert des nations.

Comme le dit clairement Jónsdóttir :

« That one way for Iceland to rise out of our reputation that the “outvasion Vikings” had given us— this unbridled capitalism, this casino cocaine party that was going on — was for Iceland to give something back. The idea was to collect all the best laws in the world in order to create transparency. I was the only parliamentarian speaking there because I was the only geek in parliament at the time.⁷³ »

Si on peut y voir un certain désir de rédemption collective, ce genre de discours trahit aussi la volonté de faire de l'Islande un phare moral pour les peuples en quête de démocratie dans le monde, dans une période d'agitation et de soubresauts politiques mondiaux. L'idée que l'Islande puisse être un « laboratoire de la démocratie »⁷⁴ au XXI^e siècle, comme le dit Birgitta Jónsdóttir, se retrouve sous une forme ou une autre dans le discours de presque tous les acteurs et actrices dont les propos sont analysés dans le présent mémoire.

Doit-on y voir une manifestation d'une sorte de nationalisme des « petites nations » (au sens de Kundera) ou, pour reprendre les catégories proposées par Bergmann (2014), Loftsdóttir (2011) ou Nielsen-Gremaud (2010), une expression de l'identité post-coloniale islandaise,

⁷³ *Idem.*

⁷⁴ Pascal RICHÉ (2012), « Birgitta Jónsdóttir: “L'Islande peut être le laboratoire de la démocratie” », *Rue89*, le 6 octobre. Adresse URL : <http://www.rue89.com/2012/10/06/birgitta-jonsdottir-lislande-peut-etre-le-laboratoire-de-la-democratie-235846>

toujours en quête de reconnaissance par le monde extérieur ? Nous y reviendrons plus en détail dans la section suivante, mais soulignons néanmoins qu'on peut y voir à l'œuvre la conscience d'un imaginaire collectif qui peut prendre la forme d'un sujet agissant : « I later learned that our collective systems express human behavior during times of crisis. It is a fact that our systems are made from human values. We made them, we can undo them.⁷⁵ »

On notera par ailleurs que la trajectoire militante de Birgitta Jónsdóttir illustre bien l'analyse de Auray et Ouardi (2014) sur l'engagement des hackers qui, à partir de la crise financière mondiale de 2008, se détourne des enjeux spécifiques au Net pour se tourner davantage vers la politique institutionnelle afin de proposer un changement radical des institutions sur la base d'éléments propres à la culture participative, horizontale et méritocratique des hackers. Sa conception du code informatique en tant que co-création libre et collective qu'il faut protéger à la fois de l'appropriation privée et du contrôle des États se retrouve par ailleurs en quelque sorte transposée dans son engagement politique en faveur de la constitution « pour et par le peuple » (selon ses mots), texte de loi venant limiter le pouvoir de l'État, et en faveur de l'IMMI, cadre législatif protégeant les lanceurs d'alerte.

Suivant la typologie qu'ils élaborent, on pourrait par ailleurs qualifier (sous toute réserve) l'engagement de Birgitta Jónsdóttir comme étant « essentialiste et démocratique » en ce sens qu'elle semble d'une part accorder des propriétés essentielles au code informatique qui,

⁷⁵ JÓNSDÓTTIR, Birgitta (2015), *op. cit.*

transposé dans la sphère politique, rendrait nécessairement la démocratie plus directe et transparente, et que, d'autre part, elle postule la possibilité (voire l'impératif) de la participation de tous à la vie démocratique (et non pas seulement d'une élite experte).

3.1.3.2 Smári McCarthy et l'importance de la libre circulation de l'information

Également cofondateur de l'IMMI et du Parti Pirate islandais aux côtés de Birgitta Jónsdóttir, Smári McCarthy est député du Parti pirate depuis 2016 et représente lui aussi l'aile plus libertaire du mouvement hacker islandais. Il a fondé (et travaillé au sein de) plusieurs organismes, groupes de défense de droits et entreprises ayant pour objectif de défendre les libertés numériques et l'informatique libre, parmi lesquels la Icelandic Digital Freedoms Society, le Shadow Parliament Project, le système de courriel encrypté Mailpile, et l'ONG ThoughtWorks.

Emballé par la démarche constituante participative, il se présentera à l'élection pour faire partie des 25 membres de l'AC, en novembre 2010, mais ne sera pas élu. Il participera néanmoins activement à l'écriture de certains articles de la constitution (notamment ceux en lien avec les libertés numériques) à travers la plateforme collaborative mise sur pied par l'assemblée. Mais surtout, il créera, avec Eleanor Saitta, le Constitutional Analysis Support Team (CAST), un « collectif semi-formel d'individus partageant un intérêt dans le processus constitutionnel » (Bater 2011, notre traduction) pour soutenir les travaux de l'AC. Vers la fin du processus par exemple, lorsque le cœur du texte était virtuellement terminé, le CAST

organisa un « stress test » à l'aide de divers logiciels et de méthodes d'analyse textuelles. L'exercice était ouvert à tout citoyen souhaitant chercher, grâce à ces outils informatiques, des failles dans le texte constitutionnel afin de les corriger. Différents comités furent mis sur pied pour mener ces vérifications. Comme l'indique Smári McCarthy :

« Because both Eleanor and I work in information security, we have all these methods for doing analysis on computer software, to try to find out if there are some vulnerabilities and bugs that can be abused by people with evil intent. [...] And we came up with this idea : why can't we use that for law? Why can't we use the exact same analytical tools that we use to verify the validity of software to verify the validity of a constitution? And it turns out you can, so we started doing that. » (McCarthy, 2014a, 20:00).

Les résultats de ces analyses étaient par ailleurs diffusés en direct sur Twitter, et le CAST a produit un rapport qui a été consulté informellement par les membres de l'AC (Bater, 2011).

La contribution de McCarthy au processus constituant illustre éloquemment et à plusieurs égards ce que désigne l'expression « hacker la politique ». À l'image de l'esprit qui anime la mouvance libriste, c'est à titre d'« amateur » en quelque sorte qu'il s'investit dans le processus (du moins après avoir échoué à se faire élire à l'AC) afin de proposer des ajustements au texte constitutionnel à propos d'éléments qui lui tiennent à cœur personnellement (à savoir les libertés numériques), ce qui s'inscrit en droite ligne avec l'éthique hacker décrite par Pekka Himanen (2001) selon laquelle c'est une logique de passion qui guide le travail du hacker-libriste (par opposition à l'éthique protestante du labeur qui prévaut dans le capitalisme fordiste). Mais surtout, outre la forme de son engagement, sur le fond, il semble avoir une

conception de la loi et de la constitution qui se rapproche de celle d'un code informatique pouvant être débogué. Cette vision opère en quelque sorte une image miroir de celle que Lawrence Lessig développe dans son célèbre ouvrage *Code, and Other Laws of the Cyberspace* (2000), selon laquelle le code informatique possède un pouvoir régulateur similaire à celui de la loi et qu'il faut donc pouvoir choisir les valeurs qui guident sa programmation de la même manière que les lois sont guidées par les valeurs encartées dans la constitution. En effet, au lieu d'arriver à cette conclusion par le chemin du droit, comme c'est le cas pour le juriste Lessig, Smári McCarthy – et les hackers libristes issus du domaine informatique en général – y arrivent toutefois par le biais de leur champ d'expertise, soit celui de la programmation. Le code informatique devient alors une métaphore pour parler de la loi, plutôt que la loi une métaphore pour parler du code. Les moyens d'exercer un contrôle sur la loi et la manière dont elle est produite sont alors apparentés à ceux issus du répertoire libriste : s'approprier le code, y chercher des failles pour les rendre publiques et bénéficier de l'apport d'une communauté d'aficionados faisant œuvre de créativité pour proposer des corrections ou des modifications évaluées au mérite par des pairs (ou par des moyens techniques).

Cette métaphore du fonctionnement de la loi et donc de la sphère politique comme étant équivalents au code informatique et au fonctionnement d'Internet guide McCarthy non seulement dans les moyens qu'il déploie pour prendre part au processus constituant, mais teintent (voire conditionnent fortement) la vision même de la politique qu'il cherche à mettre de l'avant à travers ce processus. En effet, pour lui, la liberté de circulation de l'information, principe au cœur du Net (et de la production de logiciels libres), est ce qui compte le plus, ce

qui semble déterminer tous ses engagements, comme il le dit lors d'une conférence prononcée en 2011 devant un public initié à ces questions :

« I'm from the Internet. You guys and I we work in the Internet. The Internet, that's what really matters to us. So the values of the Internet people are different from the values of the government people in that we have a very strong urgency in the ability to share information. [...] The Internet is for sharing information. That is also different from the values of the corporate people, because there is a lot of corporate interests in making sure that people don't share information in a certain way, or certain informations about how things are done, that kind of thing. [...] But if they [les gouvernements] want to protect our values in this new digital age, they need to protect our rights to receive, change and transmit information. So this idea of free speech needs to be reformulated in terms of information rights. » (McCarthy, 2011,16:32).

Ainsi, même s'il se montre critique du pouvoir centralisé des États et des entreprises, c'est d'abord en raison du contrôle qu'ils exercent sur la circulation de l'information qui limite la possibilité pour tous de participer à la vie politique selon ses intérêts. Dès lors, son engagement politique se concentre essentiellement sur la promotion et la défense de moyens procéduraux ou techniques – tels que l'IMMI ou le développement de la méthode appelée « démocratie liquide » (Cordier, 2016) par exemple – pour assurer le fonctionnement transparent de l'espace public et pour accroître la participation active à la délibération démocratique. Comme c'est le cas de bien des hackers militants (De Grosbois, 2018), cet accent mis sur la procédure (inspirée des valeurs libristes de transparence, de collaboration, de décentralisation, d'évaluation au mérite, etc.) semble toutefois omettre qu'il existe des dynamiques sociales, des rapports de force et des inégalités qui font que certaines personnes ou certains groupes sont exclus du pouvoir et de la délibération démocratique, par exemple. L'attention à ces enjeux n'apparaît du moins nulle part dans les discours de Smári McCarthy

que nous avons pu analyser – ce qui ne veut pas dire, par ailleurs, qu’il n’en est pas conscient, vu la nature limitée de notre échantillon –, mais la façon dont il parle d’Internet laisse entendre que c’est grâce à la technologie que seront surmontés les obstacles et privilèges qui induisent un « cens caché » dans la démocratie libérale représentative actuelle :

« Traditionally, the whole idea of democracy is prompt to scaling problems. Getting everybody in one room to make decisions is not very possible. So people came up with these ideas of representative democracy [...] And this kind of democracy was the best we could hope for like three centuries ago. [...] Now we can do a lot better. Because we have fast telecommunications operating almost at the speed of light, and we can build up all sorts of technology which can allow us to make decisions better and faster and more collaboratively. [...] The future of democracy is going to mean everybody gets to participate, as opposed to some people get to participate if they happen to have the right family, the right allegiance, the right political party, the right backing and the right funding. We shouldn’t need any of those things. All of us should be equal, right ?⁷⁶ »

Ainsi, tous seraient égaux devant la possibilité de participer à la vie démocratique, potentiel que la « technologie » de la démocratie représentative ne permet pas d’actualiser mais qu’une démocratie doublée d’outils technologiques participatifs pourrait en théorie réaliser. Aussi, s’il a une conception constructiviste et démocratique de la technique (en ce sens qu’il affirme souvent, dans les documents analysés pour les fins de ce mémoire, sa croyance en l’importance d’assurer un contrôle populaire sur celle-ci pour l’orienter dans le sens d’une plus grande démocratie), McCarthy n’en a pas moins une vision quelque peu déterministe.

⁷⁶ Dans *Reykjavik Rising*, documentaire de Conscious Collective, 2015, 55 min. Consulté [en ligne] le 17 août 2018. Adresse URL : <https://vimeo.com/137681736>

3.1.3.3 Synthèse préliminaire

La participation de Birgitta Jónsdóttir et Smári McCarthy est plus indirecte en ce qui concerne le choix des méthodes participatives 2.0 dans le processus constituant, mais leur discours nous permet une incursion dans le sens que la mouvance hacker plus libertaire a pu donner non seulement à l'ensemble du processus constituant, mais aussi à l'utilisation politique des TIC dans le contexte plus large de la crise de 2008-2009.

Chez ces deux acteurs, la constituante représentait une occasion de changer la politique en s'appuyant sur des valeurs, des pratiques et des conceptions inspirées des TIC et de la culture hacker.

Pour Birgitta Jónsdóttir, la constituante est une occasion « d'ouvrir » le système politique et de le rendre radicalement démocratique, en s'assurant que ce soit la population elle-même et non ses représentants qui écrivent la constitution (Jónsdóttir, 2013). Elle œuvre donc au sein du Parlement pour promouvoir activement la mise en œuvre d'un processus constituant participatif et autonome des partis politiques et du Parlement, puis pour que le texte écrit par cette constituante soit adopté. Sa conception du politique s'appuie à la fois sur une conception du citoyen comme étant radicalement autonome et expressif (rejoignant la conception du « sujet expressif » de Charles Taylor) et sur une conception négative de la liberté caractérisant entre autres la mouvance crypto-libertaire de la culture hacker (Coleman et Golub, 2008), à savoir une liberté qui s'acquiert en s'arrachant de l'emprise d'un pouvoir oppressant. Militante infatigable contre les abus de pouvoir des États et contre leurs tentatives pour transformer le

Net en vaste instrument de surveillance, elle semble en effet concevoir le pouvoir politique comme quelque chose qui doit être limité autant que possible – notamment par une constitution écrite « par et pour le peuple » et des lois qui protègent les libertés fondamentales comme la liberté d’expression. Tel que mentionné, sa conception du code informatique et du fonctionnement d’Internet est en parfaite adéquation avec son engagement politique comme députée.

Du côté de Smári McCarthy, s’il a une conception plus rationaliste de la démocratie, celle-ci découle aussi de sa conception du code informatique et d’Internet comme étant un système permettant à quiconque de produire et de partager de l’information de manière libre. La démocratie passe dès lors par la circulation et le partage d’information entre des citoyens libres et égaux, circulation qui doit être garantie par des lois pour éviter que les intérêts privés des grandes corporations ou l’État ne cherchent à la limiter pour consolider leur pouvoir au détriment de la liberté des individus.

Enfin, mentionnons que, du moins chez Birgitta Jónsdóttir, l’innovation démocratique ancrée dans la culture hacker et les TIC mobilise aussi l’imaginaire de la guérison nationale (imagined recovery) qui passe par la mise en valeur du rôle ne serait-ce que d’exemple moral que l’Islande doit jouer dans le concert des nations. Dans le discours de Birgitta Jónsdóttir, l’innovation démocratique revêt en effet une dimension réparatrice non seulement pour la société islandaise en elle-même, mais aussi pour l’image qu’elle projette dans le monde.

3.2 Synthèse générale de l'analyse des données

L'analyse des témoignages des acteurs choisis, doublée d'une description détaillée de certaines étapes du processus constituant ayant intégré des méthodes participatives 2.0 nous a permis d'approfondir considérablement notre compréhension non seulement des conceptions du politique portées par ces acteurs et du sens qu'ils donnent à l'utilisation politique des TIC, mais aussi de la démarche elle-même. Nous avons en effet pu appréhender en détail (bien que nous aurions aimé en avoir davantage) la façon dont s'est négociée l'intégration des TIC et des méthodes et pratiques les accompagnant au sein de certaines étapes de la démarche constituante.

Certains ponts et correspondances entre la culture Internet et des aspects de la culture politique islandaise nous sont aussi apparus plus clairement à la lumière de cet exercice, notamment en ce qui concerne le partage d'éléments communs du vaste registre politique et philosophique libéral.

Enfin, si les discours que nous avons été en mesure de compiler sont fragmentaires, émis dans des contextes d'énonciation hétéroclites et à des moments parfois éloignés les uns des autres, ils nous ont tout de même ouvert une fenêtre sur la valeur politique et symbolique que revêtent (ou non) les TIC pour certains acteurs, et comment elles s'insèrent dans des trames narratives donnant un sens à l'expérience de la communauté politique imaginée qu'est la nation islandaise.

4. Discussion

Dans les chapitres précédents, nous nous sommes attardés à exposer à la fois certaines structures de base du champ politique et de l’imaginaire national islandais, les principaux événements ayant ponctué la crise de 2008-2009 et la « révolution des casseroles », les différentes étapes de la démarche constituante, ainsi que les éléments de base qui constituent la culture Internet et sa sous-culture hacker au sens large (c’est-à-dire incluant différentes mouvances comme les libristes, les crypto-libertaires ou les hackers de l’underground (Coleman et Golub, 2008)). Nous avons ensuite procédé à l’analyse des discours de huit acteurs de la démarche, avec l’objectif d’approfondir notre compréhension des intersections et convergences entre la démarche, la culture Internet et la culture politique islandaise, le tout en prenant au sérieux ce que les acteurs en disent eux-mêmes.

Suivant cet exercice, nous constatons que plusieurs dynamiques politiques, sociales, économiques et culturelles se sont conjuguées au moment de la crise de 2008 pour faire en sorte que le processus constituant islandais devienne une sorte de « banc d’essai » pour une « politique du code » (Auray et Ouardi, 2014) appliquée à la vie politique institutionnelle.

Avant d’examiner ces dynamiques, certaines précisions s’imposent tout de même. Rappelons tout d’abord que la conjoncture politique, sociale et économique au moment où la crise se déclenche, en 2008-2009, explique en grande partie l’intérêt, voire l’engouement, pour les

nouvelles technologies participatives. D'une part, la crise fait émerger un puissant désaveu des représentants politiques, censés exercer le pouvoir au nom de la population (et non au nom des banquiers, comme le leur reproche la rue lors des grandes manifestations de 2008-2009), ce qui rend plus attrayantes les initiatives visant à redonner aux citoyens une partie du pouvoir délégué aux représentants, ou encore celles visant à limiter le pouvoir de ces derniers par une meilleure surveillance institutionnelle.

D'autre part, l'essor du Web dit participatif ou 2.0 au milieu de la décennie 2000 s'accompagne de celui d'un « paradigme participatif » ; une part croissante de la population accède à des outils participatifs (que ce soit YouTube, Facebook ou les wikis, par exemple) qui permettent non seulement de partager des contenus, mais d'en produire et de les diffuser de manière simple et rapide, ce qui transforme les modalités de la pratique du politique (Monnoyer-Smith, 2011). La notion de participation est au cœur de la culture numérique qui se développe avec l'usage de ces outils, élargissant les possibilités d'expression et d'interaction politiques, mais nous pourrions dire qu'il crée aussi des formes de « subjectivation participative » en fournissant un espace où peut se dire une parole politique qui n'est autrement pas prise en compte au sein du système politique officiel et formel (Monnoyer-Smith, 2011).

Dans un contexte de crise de la représentation, où le décalage entre représentants et représentés est déjà exacerbé, il est donc compréhensible que certains – en particulier ceux et celles qui comprennent bien le fonctionnement et le potentiel d'Internet – voient dans les

outils techniques du Web 2.0 une solution possible à cette crise, ou du moins une façon de donner la parole à ceux et celles qui la réclament, et de donner forme à une certaine idée de la volonté générale à travers une procédure participative calquée sur le mode de fonctionnement de différentes plateformes collaboratives (le wiki, notamment).

Toutefois, si les pratiques participatives issues de la culture Internet ont pu être intégrées au processus constituant et au champ politique institutionnel, cela tient aussi en grande partie à trois principales dynamiques à la fois politiques, idéologiques, culturelles et imaginaires, qu'il convient d'examiner plus en détail. La première découle de la conjoncture politique dans laquelle était placé le gouvernement de Jóhanna Sigurðardóttir ; la seconde tient à une convergence et à une adéquation entre cette même conjoncture politique et le type de projet politique véhiculé par une partie des acteurs issus de la mouvance libriste et hacker ; la troisième renvoie pour sa part aux représentations imaginaires de la nation et à un imaginaire de la « guérison » (Bergmann, 2014).

4.1 La situation du gouvernement Sigurðardóttir

Tel qu'exposé dans le 1er chapitre, dès le début des discussions au Parlement sur le projet de refonte de la constitution, le gouvernement Sigurðardóttir affiche sa volonté de rendre le processus le plus démocratique et participatif possible. Sans d'abord préciser les modalités, il est d'emblée question de confier le travail à une Assemblée constituante extra-parlementaire élue au suffrage universel – ce qui aura tôt fait de lui attirer les foudres de l'opposition (Riché,

2013). Devant le discrédit complet de la classe politique et en particulier des trois grands partis traditionnels (PI, PP et Alliance sociale-démocrate), le gouvernement doit en effet chercher à légitimer son action par la délégation de cette tâche délicate à une instance non partisane et perçue comme indépendante. C'est d'autant plus le cas que toute modification substantielle de la constitution s'est historiquement avérée impossible dans le cadre du Parlement (Gylfason, 2012).

Dans ce contexte, et alors que l'opposition du PI et du PP, jouant de procédures, s'évertue à amoindrir considérablement l'ampleur du projet constituant, les innovations politiques issues de la culture Internet viennent en quelque sorte montrer qu'il est possible de donner forme à la volonté populaire avec peu de moyens et dans un temps relativement court. L'expérience du *Þjóðfundur 2009*, organisée par La Fourmilière et le ministère des Idées, montre en effet qu'il est possible de rassembler un échantillon représentatif de la nation pour un exercice délibératif en apparence complexe grâce à des pratiques et outils issus du répertoire de la culture Internet (Blokker, 2012, Sigmundsdóttir, 2010).

Plus tard, alors que s'amorceront les travaux de l'Assemblée constituante, l'exigence de faire participer un maximum de citoyens et de citoyennes en un minimum de temps (à peine une dizaine de semaines) sera aussi à l'origine de l'idée d'intégrer les médias sociaux à l'exercice et de réorganiser la production du travail législatif en utilisant les méthodes agiles pour incorporer l'apport de la population. Dès lors que l'exigence de la participation est posée et que la fenêtre de temps est restreinte, on peut dire que le choix du cadre conditionne

grandement les méthodes disponibles. Devant une conjoncture peu favorable, les membres de l'AC ont donc su faire preuve de débrouillardise en quelque sorte. D'une certaine façon, nous ne sommes pas loin de l'esprit du hacker, qui s'appuie sur ses connaissances informatiques pour contourner les problèmes rencontrés, voire leur faire un pied de nez (Coleman et Golub, 2008).

Ainsi, suivant les observations de Catherine Neveu (2007), une des conclusions qu'il est possible de tirer est que le choix des méthodes participatives n'est pas uniquement un choix « en valeur », mais peut aussi constituer une réponse pratique à un contexte particulier – en l'occurrence, des contraintes d'ordre stratégique et pratique dans une situation où l'on souhaite maximiser la participation dans un minimum de temps. Alors que l'opposition fait constamment obstruction au déploiement du processus constituant et que celui-ci se voit considérablement limité et délégitimé, les outils et pratiques tirés de la culture Internet deviennent une façon de redonner une légitimité au processus, et ce, de différentes façons : d'une part, en trouvant le moyen pour faire participer coûte que coûte le plus grand nombre de citoyennes et de citoyens à la démarche, avec un certain souci de représentativité (en particulier dans le cas du *Þjóðfundur*) ; d'autre part, en misant sur l'aspect innovateur associé aux méthodes 2.0, les membres de l'Assemblée constituante ont su utiliser l'intérêt des médias étrangers au profit d'une démarche constituante un peu délaissée des médias locaux, en particulier depuis l'annulation de l'élection des constituants par la Cour suprême (voir chapitre 1).

4.2 Le projet politique des hackers

Cela dit, si ces considérations pragmatiques et stratégiques ont certes joué un rôle important, il faut néanmoins souligner que pour bien des acteurs issus de la culture Internet, l'utilisation des méthodes participatives 2.0 dans le cadre de ce processus était *aussi* (voire d'abord) un choix en valeur qui incarne en quelque sorte l'ébauche d'un projet politique ancré dans la culture Internet et hacker.

Il n'est pas anodin que le *Pjóðfundur* 2009, l'initiative par laquelle ces méthodes se sont invitées dans la démarche constituante, ait été développé au sein d'un incubateur de *start-ups*. L'objectif de ce genre d'organisme est de trouver de nouvelles applications aux technologies de pointe, en l'occurrence celle du secteur de l'économie dite collaborative et créative, déjà en plein essor au moment de la crise islandaise. Dans ce contexte où l'on cherche à tirer profit de la participation des internautes via les notions de « grassroots economy » (Guðjónsson) et de *crowdsourcing*, c'est à partir de ces dernières que se développe le projet de Forum national misant sur « l'intelligence collective » visant à créer « a unique flavor of crowdsourced democracy » (Legaspi, 2010), comme le rappelle le manifeste du mouvement La Fourmilière, à grand renforts de « *buzzwords* ». Dans cette optique, comme le révèle le discours de certains acteurs analysé dans le chapitre précédent, les TIC possèderaient visiblement une valeur et des caractéristiques intrinsèques et porteraient en elles le potentiel de renouveler la démocratie.

Ainsi, certains grands principes de l'éthique hacker prévalant dans le milieu du logiciel libre et certaines méthodes agiles guident l'ensemble de l'exercice des *Þjóðfundur*. C'est le cas en ce qui concerne la conduite de la délibération (participation active de chaque personne, évaluation des propositions de chacun par les pairs, aperçu visuel du résultat au fur et à mesure qu'avance le travail, etc.), mais aussi la diffusion des résultats de l'exercice (manifeste final produit de manière collaborative et agrégative, document et données de participation en libre accès, ouverts à la réutilisation et à la diffusion par autrui) ou encore en ce qui a trait à la méthodologie utilisée (logiciels et guides d'animation élaborés pour la démarche ouverts et gratuits). On peut donc dire que toute cette initiative constitue une tentative de traduire, voire d'incarner, les principes du *crowdsourcing* et du logiciel libre dans un projet politique de démocratie délibérative soutenu par les TIC.

Dans ce projet de forum national, la technologie a d'abord un rôle performatif : le processus est tout aussi important (sinon plus, pour certains acteurs, notamment Guðjón Már Guðjónsson) que le résultat, car il permet de *mettre en scène* une forme de démocratie que l'on présente comme nouvelle et plus participative que la démocratie représentative jugée en crise (Knight, 2009). Pour reprendre les termes d'Yves Sintomer (2011), elle permet de « procéduraliser » une certaine idée de la volonté populaire afin de donner corps à une figure du peuple envisagée comme une intelligence collective dans laquelle chaque voix individuelle est d'égale importance.

Cette idée que les TIC permettent *d'incarner* un certain renouveau démocratique ne se cantonne pas seulement à l'exercice des *Bjóðfundur* : il traverse en quelque sorte toute la démarche constituante. Elle est en outre partagée par des acteurs qui ne sont pas eux-mêmes issus des diverses mouvances hackers, notamment la jeune membre de l'Assemblée constituante que nous avons interviewée, pour qui l'utilisation des méthodes participatives 2.0 dans le travail de l'AC permettait aux constituants « to be the change », selon ses mots.

Par ailleurs, si cet aspect de « légitimation procédurale » de la délibération démocratique soutenant la réforme constitutionnelle prend une grande importance, cette procéduralisation « n'est pas seulement formelle puisqu'il s'agit d'une matérialisation de principes délibératifs riches de contenus éthiques » (Sintomer, 2011, p. 254). En effet, plusieurs présupposés éthiques quant à la citoyenneté, à la démocratie et à son sujet politique – le peuple –, sont en quelque sorte encapsulés dans les méthodes, pratiques et procédures 2.0 retenues dans le cadre du processus constituant. Les témoignages des acteurs associés à la culture Internet analysés dans le présent mémoire nous ont grandement aidé à mieux les cerner, nous permettant ainsi de mieux dégager le projet politique qui se dégage de l'apport de cette culture.

À la lumière des témoignages recueillis et analysés, il est donc possible d'identifier certaines conceptions qui sous-tendent ce projet politique tel qu'il prend forme dans le cadre de la démarche constituante. Il s'agit bien sûr d'une synthèse qui ne prétend pas à l'exhaustivité, ni à s'appliquer à toutes les formes d'expression politique de la culture Internet. Ainsi, dans le cadre de cette démarche hybride déterminée « par le haut » par l'État islandais et dans laquelle

se sont invitées des éléments participatifs 2.0, on pourrait cerner les conceptions suivantes du citoyen, de la citoyenneté, de la démocratie, de la souveraineté du peuple et du politique.

- Une conception du citoyen d'abord en tant qu'individu autonome, doué de raison, d'expressivité, de créativité et de la capacité de formuler des jugements éclairés sur la conduite des affaires de la Cité.

Pour que ce jugement éclairé puisse s'exercer, un accès adéquat à une information de qualité est nécessaire, accès qu'Internet facilite et élargit (par exemple, le site de l'Assemblée constituante mettait à la disposition de la population une quantité impressionnante d'information en matière de droit constitutionnel et les travaux de celle-ci étaient diffusés publiquement). Cet impératif de transparence et d'accès à l'information est à mettre en relation avec la conception informationnelle, voire cybernétique, de la société qu'affichent certains des acteurs dont nous avons analysé le discours (Smári McCarthy et Finnur Magnusson en particulier), de même qu'avec l'article 15 de la nouvelle constitution, portant sur le droit à l'information.

- L'égalité présumée de tous les citoyens devant la délibération démocratique (et l'évaluation de leur contribution au mérite par leurs pairs), exemplifiée entre autres par le fait que l'échantillon représentatif des deux *Þjóðfundur* a été construit à partir d'un tirage au sort à même le registre civil. Dans le cadre des travaux de l'AC, ce postulat d'égalité était également illustré par le fait qu'aucune véritable condition n'était posée

à la participation aux échanges concernant l'élaboration des articles de la nouvelle constitution.

Ce postulat intrinsèque à la démarche comprend par ailleurs d'importants impensés, notamment toute la question des déterminants socioéconomiques de la participation démocratique (âge, classe sociale, genre, origine ethnique, niveau de scolarité, aisance avec l'écriture ou l'informatique, etc.) et celle des mesures d'accès à l'égalité en matière de participation (Hübner, 2017, Labelle, 2009, Gallego, 2008). Si l'analyse des discours de certains acteurs nous a permis d'imputer le manque de réflexion sur ces enjeux au manque de temps et de moyens pour mettre en place des mesures correctives (notamment auprès des personnes plus âgées, comme le mentionne Finnur Magnusson), il est loin d'être sûr qu'il s'agisse là d'une réelle préoccupation chez tous les acteurs de la mouvance hacker, au sein de laquelle les hommes ayant un certain niveau d'éducation et issus des secteurs plus aisés de la population sont généralement surreprésentés (Toupin, 2014).

- L'idée que le sujet politique de la démocratie, le peuple, est en quelque sorte une intelligence collective qui résulte de l'agrégation de l'ensemble des intelligences individuelles grâce à des mécanismes de communication à la fois individualisés et connectés en réseau. Dans cette vision, qui rejoint la conception cybernétique de la société qui caractérise un certain néolibéralisme (Ouellet, 2016), c'est en quelque sorte la rapidité de la circulation de l'information entre les individus qui permet une

rétroaction suffisamment rapide pour que surgisse une syntonie qui prend l'apparence d'un tout organique. Ce dernier, toutefois, s'il englobe la partie, ne la subsume pas pour autant : cette dernière garde une agentivité qui permet au tout de s'ajuster constamment à l'évolution de la délibération. Dans cette optique, la légitimité du pouvoir repose donc ultimement sur l'individu (le sujet rationnel et expressif) *et* sur sa capacité de former un peuple en s'assemblant avec ses semblables par des procédures de délibération collective informatisées. Cette conception du peuple se dégage surtout de la phase des Forum nationaux.

- En découle une conception de la volonté générale (encore une fois, surtout dans la phase du *Þjóðfundur*) qui diffère de la représentation et de la conception classique qu'en ont développées des penseurs comme Rousseau ou Kant et présente chez les tenants de la démocratie délibérative (Sintomer, 2011, Duquette et Lamoureux, 1996). Chez ces derniers, la volonté générale se construit par l'action délibérante des individus qui, mettant leur raison au service d'un bien commun placé au centre de leurs préoccupations et de leurs débats, laisseraient de côté leurs intérêts particuliers en entrant dans la sphère publique. Dans cette optique plus « classique », c'est au prix de ce désintéressement commun seulement que peut apparaître une volonté générale (Duquette et Lamoureux, 1996). Or, dans l'expérience des *Þjóðfundur*, si les citoyens sont en effet invités à placer l'avenir et le bien de la nation au centre de leurs préoccupations, ce n'est pas tant leur action délibérante qui fait émerger les choix communs qu'un recouplement et une agrégation automatisés de leurs propos par un

algorithme d'analyse textuelle. En effet, le soin de définir les priorités collectives ne se fait pas tant par discussion et débat sur différentes propositions soumises à l'ensemble du collectif réuni que par l'agrégation des propositions individuelles positives (certes sommairement triées au niveau de chaque table de huit personnes) par une forme d'intelligence artificielle qui court-circuite en partie le jugement éthique des participants par rapport aux propositions du reste de « l'assemblée ». Ce faisant, les positions minoritaires, marginales, voire conflictuelles sont certes intégrées, mais potentiellement noyées dans l'ensemble. Ainsi, l'efficacité communicationnelle semble ici se substituer, d'une part, à une véritable délibération collective exigeant entre autres de l'individu une réflexivité et une éthique du désintéressement ; mais aussi, d'autre part, elle se substitue à des rapports politiques agonistiques, c'est-à-dire qui tiennent compte du fait que les rapports sociaux sont toujours traversés par des conflits et des antagonismes (Mouffe, 2010). Cette mise en scène d'une forme de consensus quelque peu dépolitisé où coexistent harmonieusement, en juxtaposition, la pluralité des points de vue, est par ailleurs ce qui caractérise la gouvernance néolibérale (Deneault, 2013, Mouffe, 2010).

- La conception du politique qui se dégage dès lors de l'étape du *Pjóðfundur* (en particulier de sa version de 2009 organisée par le ministère des Idées et la Fourmière) s'apparente donc fortement à la vision néolibérale et cybernétique du politique (Ouellet, 2016), que Chantal Mouffe qualifie pour sa part de « consensus post-politique » (Mouffe, 2016). Il faut toutefois souligner que ces grands Forums nationaux

voulus rassembleurs (en particulier le premier) sont indissociables d'un imaginaire de la « guérison » nationale après le traumatisme collectif de la crise et de l'agitation politique qui s'ensuit, perçue comme un épisode de grande violence et de déchirement du tissu social par une partie de la population (Chartier, 2010, Bergmann 2014). L'apparente aseptisation politique de cette expérience (encore plus patente dans le *Pjóðfundur* officiel, où les participants étaient recrutés sur une base strictement individuelle et où les groupes d'intérêt étaient absents) vient ici jouer un rôle symbolique important sur le plan de la cohésion nationale.

- Cette conception « dépolitisée » ou non-conflictuelle du politique, toutefois, n'est pas celle qui prévaut dans l'ensemble de la démarche constituante, dont l'AC était en quelque sorte le cœur. Cette dernière met en œuvre une conception de la démocratie qui se rapproche davantage du modèle de la démocratie participative « officielle » (Neveu, 2011 et 2007), dans laquelle des personnes élues débattent entre elles de l'intérêt général pour élaborer les règles de la cité avec l'apport consultatif de la population. Dans le cas de l'AC, la délibération est certes, en principe, ouverte à l'ensemble de la nation (et même, via le Web, au monde entier), et la boucle de rétroaction très courte (une semaine) permet une participation plus assidue ; mais l'apport des citoyens est en quelque sorte filtré par les constituants élus, qui décident quels commentaires ils retiennent ou non. Au final, cette étape de la démarche ne se distingue pas énormément d'autres expériences de démocratie participative intégrées dans des processus décisionnels de l'État (Valtysson, 2014, Neveu, 2011), à la

différence qu'il s'applique à la réécriture de la constitution, ce qui demeure exceptionnel (Elkins, Ginsburg, Melton, 2012) et qu'il fait appel à des méthodes agiles pour organiser le travail d'écriture.

- La souveraineté populaire, dans cette optique, est conçue comme l'expression de la participation des citoyennes et des citoyens à des processus délibératifs permettant une rétroaction constante et non l'action de ses seuls représentants élus au sein du Parlement (contrairement à la vision déployée par l'opposition conservatrice du PI et du PP). Dans une certaine mesure, l'infrastructure de cette souveraineté devient le réseau, et peut en théorie s'exercer en marge de l'État, une idée qui n'est pas explicitement formulée par les acteurs dont nous avons analysé le discours, mais qui est latente – notamment chez Birgitta Jonsdottir, qui se définit comme une « anarchiste pragmatique », mais aussi dans le projet du collectif La Fourmilière, qui organise sa séance de délibération collective de manière autonome (même si elle a fini par recevoir une aide financière de l'État, pour boucler son budget final⁷⁷).

Ainsi, tel qu'évoqué dans notre analyse des discours (chapitre 3), plusieurs de ces conceptions du citoyen, de la citoyenneté, de la démocratie, de la souveraineté du peuple et du politique renvoient clairement au registre philosophique du libéralisme politique, au point où l'on

⁷⁷ SIGMUNDSDOTTIR, Alda (2010), « Tired of Waiting, Icelanders Gather to Create a Roadmap for the Future », *Huffington Post*, le 18 mars. Consulté [en ligne] le 5 janvier 2019. Adresse URL : https://www.huffingtonpost.com/alda-sigmundsdottir/tired-of-waiting-icelande_b_349420.html

pourrait affirmer que le projet politique porté par les hackers islandais dans le cadre de la démarche constituante en constitue une variante. Qu'il s'agisse de l'autonomie et de la créativité des individus qui fondent ultimement la citoyenneté et la communauté politique ; de l'idée que tous et toutes ont les lumières suffisantes pour prendre part à la délibération politique ; que la sphère publique est le lieu des débats démocratiques où s'exerce la citoyenneté (le principe de publicité) ; ou de l'idée que la Cité résulte d'un contrat social (prenant ici forme de la constitution) établi entre les citoyens et le pouvoir souverain ; toutes ces conceptions sont au cœur de la démocratie libérale.

Mais plus encore, on pourrait dire que dans le cadre de la démarche constituante, plusieurs des conceptions du politique observées dans les étapes intégrant des éléments de la culture Internet renvoient au registre idéologique du néolibéralisme et à son expression politique, la « gouvernance » (Deneault, 2013). Celle-ci se caractérise entre autres par le modèle d'organisation en réseau et le caractère soi-disant « innovant » et léger de l'appareil bureaucratique le soutenant, inspiré des méthodes de gestion des entreprises (Dardot et Laval, 2010). Cette façon de gouverner est aussi traversée par ce que Boltanski et Chiapello (1999) ont appelé le « nouvel esprit du capitalisme », qui puise à certains éléments « artistes » ou libertaires de la critique du capitalisme pour repenser les méthodes de gestion des entreprises de façon moins centralisées, moins opaques et plus « souples ». Les entreprises de la Silicon Valley et du secteur des TIC en général sont d'ailleurs des fers de lance d'une culture entrepreneuriale qui récupère des aspects du discours libertaire (Ouellet, 2016, Turner, 2012). Il semble ainsi qu'après avoir participé à la transformation de « l'esprit » de l'entreprise

capitaliste de type fordiste, les courants plus libertaires de la culture hacker ont investi le champ de la participation démocratique institutionnelle dans le même objectif, comme l'atteste à plusieurs égards le discours de Guðjón Mar Guðjónsson, ou encore celui de Birgitta Jonsdóttir.

Mais au-delà de l'évaluation du potentiel transformateur ou non du projet politique des hackers tel qu'exposé ici – objectif qui n'est pas celui de ce travail de recherche –, il est intéressant de se pencher sur son rôle comme vecteur d'actualisation et de réarticulation du répertoire philosophique, culturel et idéologique libéral, composé d'idéaux très divers et parfois contradictoires. Car comme le soulignent Coleman et Golub (2008), le libéralisme n'est pas seulement produit et actualisé dans les institutions politiques qui les instituent en normes sociales, mais dans une variété de contextes qui incluent entre autres les entreprises, les établissements d'enseignement, ou encore les réseaux de hackers. Plus encore :

« Because liberal ideals always take root in a variety of cultural and institutional contexts and through the action and reactions of social groups, liberal commitments and critiques of liberalism are not only made tangibly manifest in these various contexts *but are the very sites for liberalism's heterogeneous articulation and historical transformation.* » (Coleman et Golub, 2008. C'est nous qui soulignons.)

Aussi, on peut voir la démarche constituante comme un lieu où différents contextes de production et d'actualisation plus ou moins critiques du libéralisme ont pu converger et se coaliser autour d'une volonté de transformer le champ politique après la crise de 2008-2009. C'est notamment sur la base d'une affinité quant aux idéaux et principes libéraux retenus et travaillés que ces différents contextes culturels et institutionnels ont pu s'appuyer l'un sur

l'autre – qu'il s'agisse des associations et entreprises regroupées autour du ministère des Idées ; des partis politiques (le Mouvement, la Gauche-Verte, l'Alliance sociale-démocrate) ; ou encore les membres de l'AC. Tant le gouvernement, l'AC que les acteurs associés à la culture hacker ont en effet déployé, à des degrés divers de radicalité, l'idée selon laquelle il existe une forme de volonté générale dont dépend plus ou moins directement l'exercice de la souveraineté en démocratie, et que c'est de cette volonté que découle la légitimité du pouvoir – et non seulement des institutions, des lois et des représentants. Si des différences parfois importantes existent entre les acteurs de cette coalition quant au pouvoir plus ou moins direct que doit exercer le peuple et à l'importance de la technologie pour permettre à ce pouvoir de s'exercer, ils cherchent néanmoins à faire bloc pour former un pôle libéral de tendance égalitaire face à l'opposition du PI et du PP, qui s'appuie pour sa part sur une autre conception du libéralisme, conservatrice et élitiste.

Cette convergence est sans doute un des facteurs importants pour comprendre pourquoi les outils et pratiques du Web 2.0 ont pu être adoptés dans la démarche aussi facilement, comme si cela allait de soi. Lieu d'ancrage d'un libéralisme « mis à jour », le milieu libriste et hacker associé au secteur entrepreneurial arrive à se faire valoir comme tel et à faire accepter ses pratiques comme faisant partie du répertoire de pratiques pouvant être légitimement intégrées dans les institutions politiques libérales (du moins par une partie des membres du champ politique).

Leur action, en ce sens, s'inscrit en quelque sorte dans le prolongement des processus décrits par Boltanski et Chiapello (1999) ou encore Fred Turner (2012), à savoir que c'est par le biais des institutions du « nouvel esprit du capitalisme » telle que l'entreprise créative et réticulaire fondée sur le modèle du logiciel libre et une certaine « idéologie californienne » – « hybride entre contre-culture et capitalisme néolibéral et numérique » (De Grosbois, 2018, p. 55) – que l'on tente ici de transformer le champ de la politique institutionnelle.

Tel que mentionné, si l'objectif principal de notre recherche n'était pas d'évaluer le potentiel innovateur ou transformateur des pratiques participatives 2.0 utilisées, la parenté importante que nous constatons entre le projet politique des hackers tel qu'il s'incarne dans la démarche constituante et le libéralisme – voire le néolibéralisme –, nous instruit néanmoins sur les limites importantes de ce genre de mouvance politique pour opérer une transformation radicale du champ politique.

Cela dit, la volonté de transformer radicalement les fondements de la société islandaise qui se manifeste dans le projet politique des hackers (et dans l'ensemble des courants contestataires issus de la révolution des casseroles d'ailleurs) ne concerne pas seulement les sphères de la politique institutionnelle et la place que peuvent y jouer les TIC. Cette volonté de renouveau vise aussi les représentations symboliques de la communauté politique en s'appuyant sur certaines composantes de l'imaginaire de la nation.

4.3 Un imaginaire national en quête de guérison

Tel qu'évoqué tout au long de ce mémoire, si nous nous sommes intéressés à la démarche constituante plutôt qu'à d'autres expressions politiques de la culture hacker en Islande, c'est aussi parce que celle-ci touche à la construction d'une représentation de la nation en tant que communauté politique. La façon dont les TIC peuvent intervenir dans le processus de formation de cette représentation nous semblent un champ d'intérêt croissant alors que ces technologies sont de plus en plus au cœur du fonctionnement même de nos sociétés.

Certains travaux exploratoires⁷⁸ menés en amont du présent travail de recherche nous avaient en effet permis d'émettre l'hypothèse que l'utilisation des TIC pour renouveler la démocratie dans le cadre du processus constituant – outre les nombreuses raisons d'ordre pratique, stratégique ou idéologique déjà évoquées –, répondait à la logique des « imagined recoveries » décrites par Belfrage, Bergmann et Berry (2011), reposant sur l'idée de Benedict Anderson que la nation est avant tout une communauté imaginée (Anderson, 2006). Nous avons en effet perçu, dans le discours de certains acteurs, en particulier Guðjón Már Guðjónsson, que l'innovation technologique de pointe avait aussi une valeur symbolique importante visant à restaurer la valeur morale de l'Islande aux yeux du monde et à lui redonner un rôle constructif dans le concert des nations, après avoir été humiliée par la crise : « [Iceland] could become a

⁷⁸ Notamment dans le cadre du cours ANT6802, Travail pratique et pratique de terrain (travail remis le 16 janvier 2014).

key partner in the G-20 for prototyping these new values, tools and processes for a more sustainable capitalism », disait-il notamment en amont du *Pjóðfundur* 2009 (Knight, 2009). Ce désir de restauration imaginaire par l'innovation technologique et démocratique nous semblait également correspondre à la trame narrative structurant l'identité postcoloniale islandaise telle que décrite par différents auteurs (Bergmann, 2014, Lucas et Parigoris, 2013, Loftsdottir, 2011, Nielsen-Gremaud, 2010), identité marquée entre autres par une forme de « complexe de la petite nation » désirant que les autres nations « avancées » du monde lui reconnaissent une certaine grandeur.

L'analyse plus approfondie que permet le cadre du présent mémoire nous amène à nuancer cette hypothèse, ou du moins à en préciser les contours.

D'abord, les témoignages que nous avons compilés et analysés nous ont apporté des preuves supplémentaires du fait que pour certains acteurs, l'image que projette l'Islande dans le monde (voire le désir de la soigner) motive en partie leurs décisions et leurs projets politiques. C'est sans doute dans le discours de Birgitta Jonsdóttir que cette équation apparaît la plus claire, en particulier lorsqu'elle parle de son projet d'Icelandic modern media initiative (IMMI) visant à faire de l'Islande un « paradis des données » et de la liberté d'expression en inversant le modèle du paradis fiscal : « That one way for Iceland to rise out of our reputation that the “outvasion Vikings” had given us – this unbridled capitalism, this casino cocaine party that was going on – was for Iceland *to give something back.* » (Fontaine, 2018).

Les nouveaux témoignages de Guðjón Már Guðjónsson que nous avons pu trouver viennent également corroborer que son discours s'inscrit lui aussi dans la même lignée. Tel que mentionné au chapitre 3, il avait ces mots révélateurs lors d'une conférence donnée dans le cadre du festival South by SouthWest, en 2011 : « Quite recently, maybe 5, 6, 7 years ago, kind of the shared vision by the politicians of Iceland was that Iceland was supposed to be like an international banking hub. So you can just imagine what happened during the collapse of the total banking system. *We kind of lost our identity* » (nous soulignons)⁷⁹. Pour l'entrepreneur, le discours nationaliste à connotation viking de la période néolibérale précédant la crise a visiblement laissé une trace. En tant qu'entrepreneur du domaine des télécommunications et des *start-ups* – ces « jeunes pousses » qui aspirent à devenir des joueurs incontournables de par leur capacité à innover –, l'innovation semble être un leitmotiv qui influence l'idée qu'il se fait de l'identité, à la fois personnelle et collective.

Ainsi, dans le contexte du traumatisme collectif que fut la *kreppa*, c'est en quelque sorte à travers cette inclination personnelle et professionnelle que Guðjónsson investit le champ politique. L'innovation politique et démocratique grâce aux nouvelles technologies apparaît dans ce contexte comme une façon de ramener sa collectivité dans le peloton des nations citées en exemple internationalement – notamment pour ses scores enviables en matière d'indicateurs de développement, comme c'était le cas avant la crise (voir Chartier, 2010 et 2016).

⁷⁹ Cité dans South by Southwest (2011), *op. cit.*

L'importance que prend l'image de l'Islande dans la mise sur pied d'innovations politiques dans la foulée de la crise se confirme par ailleurs par la négative, en quelque sorte, dans le discours d'Andrea, la jeune membre de l'Assemblée constituante que nous avons interviewée. Souhaitant tester notre hypothèse avec elle, nous lui avons en effet demandé directement, lors de notre entretien, si le choix des méthodes 2.0 « innovantes » était une façon de montrer que l'Islande était une nation moderne et un exemple à suivre. Si sa réponse infirme cette hypothèse, elle confirme toutefois qu'elle et ses collègues de l'AC estimaient que l'intérêt des médias étrangers pour le caractère innovateur de la démarche constituante était un facteur susceptible de flatter suffisamment l'ego des Islandais pour qu'ils s'intéressent davantage au processus : « I don't think we ever thought “ ok, let's do some weird technological exercise to try to show off to the world, no no no ”. Maybe we tried to show-off *to the nation* ».

Les propos de son collègue Eirikur Bergmann, corroborent en quelque sorte son analyse : « We had the BBC, CNN, and everyone involved branding us as the world's first crowdsourced constitution, which is not really correct, but it was something we could play on and use to gather momentum with the public.⁸⁰ »

Cela dit, les exemples recueillis et analysés dans le cadre de ce mémoire ne nous permettent pas d'affirmer que le choix des méthodes participatives 2.0 dans la démarche constituante est

⁸⁰ Cité dans FARRELL, David (2012), *op. cit.*

directement attribuable à un schème identitaire postcolonial ayant un ancrage historique et agissant – consciemment ou non – dans la psyché des Islandais sous la forme d’une sorte de blessure narcissique collective. Certes, ils renforcent notre intuition de départ, mais l’importance accordée à l’image de l’Islande à l’étranger par certains des acteurs de la démarche pourraient s’expliquer par plusieurs autres facteurs, surtout compte-tenu des circonstances exceptionnelles dans lesquelles ont été énoncés et recueillis leurs propos.

D’une part, comme le montre Chartier (2010, 2016) la crise de 2008-2009 et ses suites a attiré une attention médiatique internationale démesurée sur l’Islande, pays peu habitué à tant d’attention. Dans ce contexte, il n’est sans doute pas étonnant que ses habitants accordent une attention plus soutenue à l’image que peut donner leur pays à l’étranger. C’est d’autant plus le cas que les témoignages recueillis et analysés dans le présent mémoire sont tous en anglais, et donc nécessairement destinés à un interlocuteur étranger. Il s’agit là d’une limite importante de notre analyse.

D’autre part, toujours selon Chartier (2010 et 2016), le discours sur l’Islande s’articule autour d’une série de paradigmes principaux (ou de « lieux communs ») qui définissent son image, et « c’est sur celle-ci que l’Islande table le plus souvent pour se représenter – parfois en déplorant certains stéréotypes, mais jamais en les effaçant : un pays lointain et exotique, à la géographie violente, étrange et merveilleuse, *mais aussi terre d’utopies progressistes, égalitaires et écologistes* » (Chartier, 2016, p. 4. Nous soulignons). Selon lui, les Islandais ont souvent utilisé ces distorsions entre leurs représentations de la nation (images internes) et

celles qui prévalent à l'étranger (image externe) pour constituer une « barrière discursive » servant à se protéger du regard extérieur (Chartier, 2016). Suivant cette logique, dans un contexte où l'Islande se trouve dans une position financière et politique critique et doit se tourner vers différents alliés internationaux pour obtenir de l'aide financière après la crise, il n'est pas saugrenu de croire qu'une sensibilité exacerbée à l'égard de l'hostilité venue de l'extérieur ait pu se développer de manière générale, de même que le sentiment qu'il faille la contrecarrer.

Enfin, comme les discours les plus enthousiastes alliant innovation techno-démocratique et restauration du prestige de la nation viennent de deux personnes qu'on pourrait qualifier de « *start-up persons* », soit Birgitta Jónsdóttir (qui utilise cette expression pour parler d'elle-même) et Guðjón Már Guðjónsson, il se pourrait aussi que leur discours soit en partie attribuable au langage souvent hyperbolique qui prévaut dans le milieu des *start-up*, carburant à l'effet d'annonce.

Dans ce contexte, l'idée que le schème identitaire postcolonial puisse structurer le discours entourant l'usage des TIC dans la démarche constituante semble difficile à prouver, d'autant que la pertinence même de cette notion d'identité postcoloniale est sujette à d'importants débats académiques en Islande (Lucas et Parigoris, 2013). Aussi, pour résumer, on ne peut considérer l'adoption de méthodes participatives 2.0 dans la démarche constituante comme étant *en soi* des formes de restauration imaginaire de la nation telles que théorisées par Belfrage, Bergmann et Berry (2011). Toutefois, on pourrait dire que l'utilisation d'innovations

démocratiques participe bel et bien de cette dynamique en tant que *composante* d'un discours plus large sur la refondation de la communauté politique et de ses institutions démocratiques.

Quoi qu'il en soit, le champ de l'étude des relations entre représentations de l'identité collective et nouvelles technologies, effleuré dans le présent travail de recherche, reste à labourer et constitue un domaine qui promet d'être fécond.

4.4 Limites et pistes de recherches futures

Outres celles que nous venons de mentionner, ce mémoire comprend d'importantes limites, en partie liées à son caractère exploratoire et interprétatif et aux données recueillies.

Chercher à comprendre comment une technologie et les éléments culturels qui l'accompagnent sont travaillés et adaptés pour être intégrés dans un répertoire culturel plus large (en l'occurrence celui du champ politique islandais) nécessite d'être capable de discerner le plus précisément possible les contours – toujours vagues et mouvants – de ces champs culturels, en particulier lorsque les acteurs qui effectuent le travail de traduction d'un répertoire à l'autre participent des deux à la fois.

Si la recherche documentaire sur l'Islande, son histoire, ses institutions politiques, d'une part, et sur la culture hacker et son ancrage en Islande, d'autre part, nous ont permis de nous construire une représentation relativement cohérente, nous aurions sans doute bénéficié d'une

plongée plus immersive dans la culture du pays, notamment pour mieux pouvoir situer les acteurs les uns par rapport aux autres. Cela nous aurait entre autres permis de cartographier plus clairement les réseaux de relations qui existent entre ces acteurs, mais aussi avec les institutions. Ce facteur peut en effet jouer un rôle considérable dans la circulation des idées ou sur l'influence d'une personne dans différents champs sociaux, en particulier dans un pays d'à peine 320 000 habitants (Baldvinsdóttir, 1999).

La méthode des entretiens semi-dirigés que nous avons retenue au départ pour mener ce projet de recherche, même si réalisés à distance et en anglais, nous aurait sans doute permis d'obtenir une connaissance un peu plus approfondie de ces relations que la compilation de témoignages à laquelle nous avons dû nous résoudre. Une démarche de terrain, sur place, aurait toutefois peut-être été encore plus riche, permettant la possibilité de rencontres et de découvertes fortuites qui ouvrent des fenêtres sur des aspects insoupçonnés de la culture locale. Enfin, la possibilité d'interagir avec nos interlocuteurs nous aurait mieux renseigné sur les motivations personnelles des différents acteurs ciblés, sur leurs propriétés sociologiques ainsi que sur leur connaissance, leur compréhension et les représentations qu'ils se font des technologies du Web 2.0. Cela nous aurait permis de mieux comprendre comment leur subjectivité intervient dans les processus culturels et politiques que nous souhaitions étudier.

C'est donc dire que l'arrimage n'a pas été simple à faire entre, d'une part, le type de données qu'il nous était possible de recueillir à distance – sans maîtriser la langue islandaise, autre handicap important – et, d'autre part, l'appareil théorique à développer pour en extraire une

connaissance ayant une valeur scientifique. Une autre difficulté qui s'est rajoutée à ce problème de cadrage est liée au fait que le champ des études sur le numérique (ou « *digital studies* ») s'est considérablement enrichi entre le moment où nous avons entamé la réflexion autour de ce mémoire, en 2012, et aujourd'hui, suivant l'essor fulgurant des médias sociaux et de l'économie des données massives (*big data*) ces dernières années. Notre cadre théorique entourant la culture hacker et sa politisation a donc dû s'ajuster à quelques reprises pour intégrer l'apport de recherches dont nous n'avions pas connaissance au moment d'élaborer notre projet de recherche.

Ainsi, si l'analyse que nous avons tenté d'esquisser pour comprendre la politisation d'une certaine culture hacker dans le cadre du processus constituant islandais de même que ses ramifications avec la culture politique de ce pays demeure évidemment partielle, voire embryonnaire, nous croyons qu'elle a tout de même permis d'exposer un certain nombre de pistes intéressantes à poursuivre dans le cadre de recherches futures.

D'abord, si le présent travail de recherche s'est penché sur la politisation de la culture Internet dans le cadre de la démarche constituante, d'autres exemples islandais de cette politisation pourraient être étudiés dans une optique similaire pour approfondir la compréhension du projet politique porté par la mouvance hacker dans sa diversité. À cet égard, le cas du Parti pirate islandais (PPI), fondé en 2012 entre autres par Birgitta Jónsdóttir et Smári McCarthy, témoigne d'une voie plus radicale d'utiliser les TIC pour soutenir une participation démocratique plus directe, et place au cœur de sa plateforme la question des libertés

numériques. Premier parti de la mouvance pirate à faire élire des députés dans un parlement national, le PPI est ancré dans un imaginaire plus libertaire (De Grosbois, 2018), et il serait intéressant d'évaluer à quel point il arrive (ou non) à développer un modèle qui prend ses distances avec le libéralisme et le néolibéralisme qui transpirent des initiatives analysées dans le cadre du présent mémoire.

La popularité du parti au cours des années suivant la fin du processus constituant – le parti a connu une montée fulgurante dans les sondages entre 2013 et 2017, atteignant jusqu'à 43 % dans les sondages en 2016⁸¹, un score rarement vu en Islande, tout parti confondu – serait par ailleurs un chantier prometteur pour se pencher sur la progression de la culture Internet en Islande. Évidemment, le contexte de reconfiguration politique des dernières années (Cordier, 2016), marqué entre autres par la mise en cause du premier ministre Sigmundur Davíð Gunnlaugsson dans le scandale des Panama Papers, en 2016, explique en grande partie cette montée. Mais il serait intéressant d'analyser plus en profondeur comment s'articule la culture hacker avec le discours politique contestataire anti-élites qui caractérise le parti. Surtout, la popularité du parti pourrait aussi permettre d'élargir la réflexion sur les effets à moyen-long terme de l'utilisation massive des médias sociaux comme Facebook dans la société sur la subjectivation politique des citoyennes et des citoyens. Cela pourrait permettre d'approfondir

⁸¹ BJÖRNSSON, Anna Margrét (2019), « Almost half of Icelandic nation now want the Pirate Party », *Iceland Monitor*, le 6 avril 2016. Consulté [en ligne] le 24 février. Adresse URL : https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/06/almost_half_of_icelandic_nation_now_want_the_pirate

une intuition que nous avons soulevée un peu plus haut dans ce chapitre, à l'effet que cette utilisation massive d'outils 2.0 pourrait potentiellement susciter une plus forte demande pour une participation plus active dans les processus décisionnels, dans un contexte social où les TIC permettent aux individus de donner publiquement et en permanence leur avis sur une foule de sujets, incluant politiques.

Par ailleurs, nous avons au départ l'intention d'intégrer dans notre analyse une réflexion sur la correspondance entre les conceptions du code prévalant dans le discours des acteurs issus de la culture hacker et la forme que prend leur engagement politique, suivant les intuitions développées par Auray et Ouardi (2014). Les données recueillies ne nous ont toutefois pas permis de cerner avec suffisamment de précision la façon dont ces acteurs se représentent le code, d'une part, et l'amplitude de leur engagement politique, d'autre part. Pour ce faire, il nous aurait fallu à tout le moins obtenir des entrevues individuelles avec chacun et chacune des personnes ciblées pour être en mesure de les questionner plus en profondeur sur ces deux aspects. Ce volet du chantier de l'analyse sur la politisation des hackers demeure donc à compléter dans le cadre d'autres recherches.

Dans le présent mémoire, nous avons aussi abordé le rôle symbolique, identitaire et imaginaire de l'utilisation des TIC en politique sous l'angle d'un certain imaginaire national islandais et la façon dont il a été investi et mobilisé par les acteurs associés à la culture Internet dans un contexte de crise. Cette attention portée à l'aspect imaginaire des TIC, qui constitue à notre avis l'originalité de notre démarche, pourrait cependant être mise à profit pour étudier d'autres

contextes dans lesquels imaginaire des TIC et imaginaire politique s'entremêlent. Le monde municipal, par exemple, qui est l'objet d'une attention de plus en plus soutenue dans les disciplines politistes (Harvey, 2011, Huyssen, 2008), pourrait être un théâtre intéressant dans lequel étudier les entrelacements entre l'imaginaire des TIC et les représentations de la ville – autre échelle de communauté politique –, particulièrement dans un contexte où la notion de « villes intelligentes » connaît une popularité croissante.

Enfin, avant de conclure, mentionnons que le présent travail de recherche nous aura confronté aux difficultés de faire de la recherche scientifique en ethnologie. Entre l'intention de départ au moment de formuler des objectifs de recherche et les aléas et impondérables liés au caractère mouvant et protéiforme de l'objet étudié (la culture et le monde social), souplesse et créativité s'imposent souvent pour trouver des moyens acceptables de s'adapter. Nous en avons retiré l'intime conviction que la plasticité et la souplesse des appareils conceptuels sont non seulement un atout, mais une nécessité pour appréhender le matériau ethnographique et le situer dans ce tissu complexe et vivant de relations entre une multitude d'éléments (vivants et non-vivants) qu'est la culture (Bibeau, 2013). L'impératif de forger des concepts dont la clarté risque de s'obtenir au prix d'une simplification objectivante, si elle est enseignée comme la seule façon d'obtenir une connaissance valable sur le monde, peut dès lors devenir un éteignoir pour la recherche en ethnologie qui revêt toujours un caractère exploratoire et matriciel plutôt que linéaire et dicté par la recherche de causalités directes.

Bibliographie

AURAY, Nicolas, et Samira OUARDI (2014), « Numérique et émancipation », *Mouvements*, no 79 (septembre), pp. 13 27.

ANDERSON, Benedict (2006), *Imagined communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 3^e éd., Londres/New York, Verso, 240 p.

BALLASCHK, Julia, « Une e-Constitution pour l'Islande », *Yourope*, Arte TV, 28 mai 2012.
Adresse URL : <http://php5.arte.tv/yourope/fr/tous-les-reportages/>

BALDVINSDOTTIR, Herdis Dröfn (1999), *Networks of financial power in Iceland, the labor movement paradox*, Thèse de doctorat soumise à la University of Iceland, Reykjavik.

BARNES, Jon et Jim RALLEY, « #1 Finnur Magnusson - Icelandic Crowdsourced Constitution », entrevue accordée en marge de l'ouvrage *Democracy squared, A digital revolution that's about to democratise democracy*, Blurb, 2016, 330 p. Consultée [en ligne] le 10 mars 2019. Adresse URL: <http://www.democracysquared.io/1-finnur-magnusson-icelandic-crowdsourced-constitution/>

BATER, Richard (2011), « Hope from below: Composing the Commons in Iceland », *OpenDemocracy*, 2 décembre. Consulté [en ligne] le 10 mars 2019. Adresse URL: <http://www.opendemocracy.net/richard-bater/hope-from-below-composing-commons-in-iceland>.

BENNETT, Nick (2013), « Iceland's crowdsourced constitution – A lesson on open source marketing », *Social media today*, 13 juin 2013. Adresse URL : <http://socialmediatoday.com/nick-bennett/305690/icelands-crowdsourced-constitution-lesson-opensource-marketing>

BELFRAGE, Claes, BERGMANN, Eiríkur, et BERRY, David M. (2010), « Imagined recovery : The justificatory regimes in the Icelandic financial crisis », présentation faite lors de la conférence annuelle du ECPR Standing Group of International Relations (SGIR), à Stockholm, en septembre 2010.

BERGMANN, Eiríkur, (2014), *Iceland and the International Financial Crisis. Boom, Bust and Recovery*. 1^{re} éd., International Political Economy Series, Palgrave Macmillan UK, 2014, 211 p.

BERGMANN, Eiríkur (2013), « Reconstituting Iceland – constitutional reform caught in a new critical order in the wake of crisis », Texte d'une conférence donnée à la Leiden University, aux Pays-Bas, les 24 et 25 janvier 2013. Adresse URL : <http://eirikurbergmann.com>

Bertelsmann Stiftung, « Judicial Review : Iceland », *Sustainable Governance Indicators, 2011*. Adresse URL : http://www.sgi-network.org/index.php?page=indicator_quali&indicator=S4_2&pointer=ISL#ISL

BIBEAU, Gilles (2013), « L'illusion de la pensée claire », *Relations*, n° 766.

BJÖRNSSON, Anna Margrét (2016), « Almost half of Icelandic nation now want the Pirate Party », *Iceland Monitor*, le 6 avril. Consulté [en ligne] le 24 février 2019. Adresse URL : https://icelandmonitor.mbl.is/news/politics_and_society/2016/04/06/almost_half_of_icelandic_nation_now_want_the_pirate

BLOKKER, Paul, « Grassroots Constitutional Politics in Iceland », blogue personnel du chercheur de l'Université de Trente, janvier 2012. Adresse URL : www.blokkerpaul.wordpress.com

- BOLTANSKI, Luc et CHIAPELLO (1999), *Ève, Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- BOURDAGES-SYLVAIN, Marie-Pierre, « Compte-rendu du livre de Yann Moulier-Boutang *Le capitalisme cognitif: La nouvelle grande transformation* », *McGill Sociological Review*, vol. 2, Avril 2011, p. 110-113
- BOYES, Roger (2009), *Meltdown Iceland, Lessons on the world financial crisis from a small bankrupt island*, New York, Bloomsbury USA, 256 p.
- CARDON, Dominique (2010), *La démocratie Internet. Promesses et limites*, coll. La république des idées, Paris, Seuil, 102 p.
- CASTELLS, Manuel (2012), *Networks of outrage and hope. Social movements in the Internet age*, Cambridge, Polity Press, 2012, 300 p.
- CASTELLS, Manuel (2002), *La galaxie Internet*, Paris, Fayard, 2002, 368 p.
- CHARTIER, Daniel (2016), « La dramatisation de l'idée de l'Islande dans les médias contemporains », *Nordiques*, n° 32(3), pp. 43 60.
- CHARTIER, Daniel (2010), *La spectaculaire déroute de l'Islande*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2010.
- COLEMAN, Gabriella (2011), « Hacker politics and publics », *Public Culture*, vol. 23 (3), pp. 511 516.
- COLEMAN, Gabriella, et Alex GOLUB (2008), « Hacker practice: Moral genres and the cultural articulation of liberalism », *Anthropological Theory*, vol. 8 (3), pp. 255 277.

Constitution de la République d'Islande, version anglaise. Consultée [en ligne] le 7 mars 2019.

Adresse URL : <http://www.government.is/constitution/>

CORDIER, Lionel (2016), « Les pirates en politique », *La Vie des idées*, octobre. Consulté [en ligne] le 7 mars 2019. Adresse URL: <http://www.laviedesidees.fr/Les-pirates-en-politique.html>.

DARDOT, Pierre, et Christian LAVAL, (2014), *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 400 p.

DARDOT, Pierre, et Christian LAVAL, (2010), *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 504 p.

DE GROSOIS, Philippe (2018), *Les batailles d'Internet. Assauts et résistances à l'ère du capitalisme numérique*, Montréal, Écosociété, 264 p.

DE LA PORTE, Xavier (2013), « Islande et numérique », émission *Place de la Toile* - France Culture. Consulté [en ligne] le 9 mars 2019. Adresse URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/place-de-la-toile/islande-et-numerique>.

DENEAULT, Alain, *Gouvernance. Le management totalitaire*, Montréal, Lux Éditeur, 2013.

DESSI, Giulia, « The Icelandic constitutional experiment », *Open Democracy*, 23 octobre 2012, Adresse URL : <http://www.opendemocracy.net/giulia-dessi/icelandic-constitutional-experiment>

DUPUY, Gabriel (2003), « Reykjavik à l'heure d'Internet : une métropole mondiale en miniature? », *Mappemonde*, no. 70, vol. 2.

DUQUETTE, Michel, et Diane LAMOUREUX (1996), *Les idées politiques. De Platon à Marx*. 2e édition. Presses de l'Université de Montréal, 1996, 480 p.

ELKINS, Zachary, Tom GINSBURG et James MELTON (2012), « A Review of Iceland's Draft Constitution », The Comparative Constitutions Project, 14 octobre.

EYMARD, Éric, « L'interview vivifiante de Birgitta Jónsdóttir », *Vivre en Islande*, 19 octobre 2013, Vidéo Vimeo, consultée [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL : <http://www.vivreenislande.fr/2013/10/birgitta-jonsdottir-parti-pirate.html>

FARELL, David (2012), « Deliberation in practice: the use of mini-publics in contemporary democracies », vidéo YouTube, 14:53, 13 novembre. Consulté [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL : https://www.youtube.com/watch?time_continue=8&v=3E6Z_AW3CRk

FOWLER, Martin et HIGHSMITH, Jim (2001), « The Agile Manifesto », *Software Development Magazine*, Août 2001.

FRASER, Nancy, (2001), « Repenser la sphère publique: une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. Extrait de *Habermas and the Public Sphere*, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p. 109-142 », *Hermès, La revue*, vol. 3 (31), 125 156.

FREYSSINET, Michel (2001), « Esprit, es-tu là ? Le Nouvel esprit du capitalisme, Luc Boltanski, Ève Chiapello, Gallimard, Paris 1999 », dans *L'année de la régulation*, no. 5, 2001-2002, Paris, Presses de Sciences Po, 336 p.

FONTAINE, Paul (2018), « The Creator: Iceland's Birgitta Jónsdóttir On Poetry, Politics, And The Future », *The Reykjavik Grapevine*, 20 avril. Entrevue consultée [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL : <https://grapevine.is/mag/feature/2018/04/20/the-creator-icelands-birgitta-jonsdottir-on-poetry-politics-and-the-future/>

GALLEGO, Aina (2008), « Where Else Does Turnout Decline Come From? Education, Age, Generation and Period Effects in Three European Countries », *Scandinavian Political Studies*, vol. 32, no. 1, p. 23-44.

EERTZ, Clifford (1973), « Thick Description : Toward an Interpretative Theory of Culture », dans Geertz, Clifford, *The Interpretation of Cultures*, New York, Harper, p. 3-30.

GYLFASON, Thorvaldur (2012), « From Collapse to Constitution : the case of Iceland », *CESifo Working Papers*, no. 3770, Juin 2012.

HABERMAS, Jürgen (1987), *Théorie de l'agir communicationnel, Tome I*, Paris, Fayard, 450 p.

HARVEY, David (2011), *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Amsterdam, 96 p.

HIMANEN, Pekka (2001), *The Hacker Ethic and the Spirit of the Information Age*, Vintage, 232 p.

HOWE, Jeff (2006), « The rise of crowdsourcing », *Wired*, juin 2006.

HÜBNER, Lena A. (2017), « Où en est le débat sur le potentiel démocratique des TNIC ? Regards croisés sur la participation citoyenne en ligne », dans *[Meta]morphoses numériques de la culture et des médias : quelques pistes de réflexion*, Cahiers du CRICIS, numéro spécial, 2017-1, p. 36-45.

HUYSSSEN, Andreas (2008), *Other cities, other worlds. urban imaginaries in a globalizing age*. Durham: Duke University Press, 336 p.

« Iceland's Government to Cooperate with the Anthill », *Iceland Review Online*, 24 novembre 2009.

« Integrity named Iceland's most important value », *Iceland Review Online*, le 16 novembre 2009.

« Poorest election turnout in Iceland's history », *Iceland Review Online*, 29 novembre 2010.

Icelandic « Imagined recovery » project, Université Swansea, Université de Liverpool, Bifröst University. Adresse URL : <http://imaginedrecovery.org/>

International Modern Media Institute, « About IMMI ». Consulté [en ligne] le 7 mars 2019.
Adresse URL : <https://immi.is>

JARRETT, Eileen (2013), *Blueberry soup. How Iceland changed the way we think about democracy*, documentaire, Wilma's Wish Productions, 73 min.

JOLLIVET, Pascal (2008), « L'Éthique hacker de Pekka Himanen. Compte-rendu libre de l'ouvrage de Pekka Himanen (*L'Éthique Hacker*, Exils, 2001) », *Multitudes*, no. 8, mars-avril 2008.

JÓNSDÓTTIR, Birgitta (2015), « We the People, are the System », blogue officiel de Birgitta Jónsdóttir. Consulté [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL : <http://joyb.blogspot.com/2015/05/we-people-are-system.html>

JÓNSDÓTTIR, Birgitta (2013), « Iceland could have been innovative : Participatory democracy », conférence donnée au congrès *re:publica* 2013 à Berlin, vidéo YouTube, 50 :09, 8 mai 2013. Consulté [en ligne] le 20 janvier 2019. Adresse URL : <https://www.youtube.com/watch?v=wdnHbeWlgV4>

JONSSON, Gudmundur (2001), « The Icelandic Welfare State in the Twentieth century », *Scandinavian Journal of History*, vol. 26.

KAZOKA, Iveta (2013), « Opening Parliament Blog - Crowdsourcing the Icelandic Constitution: Myth or reality? », Opening Parliament Blog, 12 mars. Entrevue avec Finnur Magnusson consultée [en ligne] le 10 mars 2019. Adresse URL: <http://blog.openingparliament.org/post/45227421464/crowdsourcing-the-icelandic-constitution-myth-or>.

KNIGHT, Samuel (2009), « In Iceland, trying to reprogram government. A “Ministry of Ideas” aims to open source new core values », *OhMyGov.com*, le 13 novembre 2009. Adresse URL : http://blog.ohmygov.com/blogs/general_news/archive/2009/11/13/in-iceland-trying-to-reprogram-government.aspx

KRISTJÁNSSON, Svanur (1979), « The Electoral Basis of the Icelandic Independence Party, 1929-1944 », *Scandinavian Political Studies*, Bind 2.

LABELLE, Sarah, « Pratiques démocratiques à l’aune des transformations médiatiques », dans LAKEL, Amar, MASSIT-FOLLÉA, Françoise et ROBERT, Pascal, *Imaginaire(s) des technologies d’information et de communication*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l’homme, 2009, 128 p.

LANDEMORE, Hélène (2015), « Inclusive Constitution-Making: The Icelandic Experiment: Inclusive Constitution Making », *Journal of Political Philosophy*, vol. 23 (2), pp. 166 191.

LEGASPI, Althea (2010), « The Many Ants of Iceland ». *Foreign Policy*, 11 janvier. Consulté [en ligne] le 10 mars 2019. Adresse URL: <http://foreignpolicy.com/2010/01/11/the-many-ants-of-iceland/>.

LESSIG, Lawrence (2000), « Code Is Law », *Harvard Magazine*, 1^{er} janvier 2000. Consulté [en ligne] le 7 mars 2019. Adresse URL: <https://harvardmagazine.com/2000/01/code-is-law-html>.

LOFTSDÓTTIR, Kristin, (2010), « The loss of innocence: The Icelandic financial crisis and colonial past », *Anthropology Today*, vol. 26 (6), pp. 9-13.

LUCAS, Gavin, et Angelos PARIGORIS (2013), « Icelandic Archaeology and the Ambiguities of Colonialism », dans *Scandinavian colonialism and the Rise of Modernity: Small Time Agents in a Global Arena*, New York, Springer-Verlag, 327 p.

MAGNUSSON, Finnur (2013), « How to Write a Constitution in the 21st Century », Conférence donnée à la Stanford University, le 11 mars. Consulté [en ligne] le 10 mars 2019. Adresse URL : <https://www.youtube.com/watch?v=W1-UT7dXx2U>

MAGNÚSSON, Sigurður Gylfi (2009), *Wasteland with words. A social history of Iceland*, Londres, Reaktion Books, 2009, 288 p.

MARQUES, Miguel (2012), *Pots, pans and other solutions*, film documentaire, 64 min. Consulté [en ligne] le 10 mars 2019. Adresse URL : <http://potspansdocumentary.wordpress.com/>

MARTIN, Pierre (1998), « Réconcilier délibération et égalité politique : Fishkin et le sondage délibératif », *Revue française de science politique*, 48e année, no. 1, 1998, p. 155-154.

MCCARTHY, Smári (2014a), « Crowdsourcing the Constitution - Lessons from Iceland », conférence organisée par le média en ligne *Bella Caledonia*, vidéo YouTube, 1:14:05, 14 juin. Consulté [en ligne] le 17 août 2018. Adresse URL : <https://www.youtube.com/watch?v=Gez7itWp7KI>

MCCARTHY, Smári (2014b), « Utopia Lost: Lessons From Iceland », *Constitution UK* (blog), 21 janvier. Consulté [en ligne] le 7 mars 2019. Adresse URL : <http://blogs.lse.ac.uk/constitutionuk/2014/01/21/utopia-lost-lessons-from-iceland/>

MCCARTHY, Smári (2011), « IMMI as an interface between the Internet and the State », conférence donnée au congrès re:publica 2011, vidéo YouTube, 21:10, 16 mai. Consulté [en ligne] le 17 août 2018. Adresse URL : <https://www.youtube.com/watch?v=qFuLVAHLioM>

MILNER, Henry (2004), *La compétence civique. Comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, 402 p.

MONNOYER-SMITH, Laurence (2011), « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? », *Participations* 1, no. 1 (2011): p. 165.

MOUFFE, Chantal (2016), *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 200 p.

MOUFFE, Chantal (2010), « Politique et agonisme », *Rue Descartes*, vol. 1 (67), pp. 18 à 24.

NEVEU Catherine (2011), « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, vol. 1, n° 1, p. 186-209.

NEVEU, Catherine (dir.) (2007), *Cultures et pratiques participatives – Perspectives comparatives*, Paris, L'Harmattan, 2007, 402 p.

NIELSEN GREMAUD, Ann-Sofie, (2010), « The Vikings are coming! A modern Icelandic self-image in the light of the economic crisis », *NORDEUROPAForum*, vol. 20 (1 2), pp. 87-106.

OCDE, *Études économiques de l'OCDE, Islande*, vol. 2009/16, septembre 2009, p. 21-22.

ÓMARSDÓTTIR, Silja Bara (2012), « Silja Ómarsdóttir on starting from scratch with Iceland's constitution », conférence donnée dans le cadre de PopTech, juillet 2012,

vidéo YouTube, 17:34. Consulté [en ligne] le 10 mars 2019. Adresse URL : <https://www.youtube.com/watch?v=vANdk2-TeiY>

OUELLET, Maxime (2016), *La révolution culturelle du capital. Le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information*, coll. Théorie, Montréal, Écosociété, 320 p.

PASTINELLI, Madeleine (2011), « Pour en finir avec l'ethnographie du virtuel ! Des enjeux méthodologiques de l'enquête de terrain en ligne », *Anthropologie et sociétés*, vol. 35, n° 1-2, pp. 35-52.

Research Centre for Innovation, Entrepreneurship and Incubation – Université Niels Brock, « The Icelandic Entrepreneurial Spirit Anno 2009 », mai 2009. Vidéo consultée [en ligne] le 6 août 2018. Adresse URL : https://www.youtube.com/watch?v=GT_TO6SYhD0

Report of the Special Investigation Commission (SIC), 2010. Adresse URL : <http://www.rna.is/eldri-nefndir/addragandi-og-orsakir-falls-islensku-bankanna-2008/skyrsla- nefndarinnar/english/>

Reykjavik Rising, documentaire de Conscious Collective (2015), 55 min. Consulté [en ligne] le 17 août 2018. Adresse URL : <https://vimeo.com/137681736>

RICHÉ, Pascal (2013), *Comment l'Islande a vaincu la crise*, Paris, Rue 89 | Versilio, 215 p.

RICHÉ, Pascal (2012a), « Comment la belle Constitution 2.0 de l'Islande menace de dérailler », Rue89, le 19 octobre 2012. Consulté [en ligne] le 5 janvier. Adresse URL : <http://www.rue89.com/2012/10/19/comment-la-belle-constitution-20-de-lislande-menace-de-derailer-236352>

RICHÉ, Pascal (2012b), « Birgitta Jonsdottir : ‘L'Islande peut être le laboratoire de la démocratie’ », Rue89, le 6 octobre. Adresse URL :

<http://www.rue89.com/2012/10/06/birgitta-jonsdottir-lislande-peut-etre-le-laboratoire-de-la-democratie-235846>

RICHÉ, Pascal (2011), « La “révolution démocratique” en Islande tient du fantasme », Rue89, le 9 janvier. Adresse URL : <http://www.rue89.com/2011/01/09/la-revolution-democratique-en-islande-tient-du-fantasme-184214>

SALLÉ, Michel (2012), « Islande. la révision "participative" de la Constitution ou comment passer du rêve à la réalité », *P@ges Europe*, 12 novembre 2012 – La Documentation française. Consulté [en ligne] le 17 janvier 2013. Adresse URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000619-islande.-la-revision-participative-de-la-constitution-ou-comment-passer-du-reve-a-la/article>

SALLÉ, Michel (2011), « Islande. Une révision “participative” de la Constitution », Grande Europe n° 36, septembre 2011 - La Documentation française. Consulté [en ligne] le 5 janvier 2014. URL : www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000405-islande.-une-revision-participative-de-la-constitution-par-michel-salle/article

SAUL, John Ralston (1997), *La civilisation inconsciente*, Paris, Payot, 218 p.

SIGMUNDSDÓTTIR, Alda (2010), « Tired of Waiting, Icelanders Gather to Create a Roadmap for the Future ». *Huffington Post* (blog), 18 mars 2010. Consulté [en ligne], le 7 mars 2019. Adresse URL: https://www.huffingtonpost.com/alda-sigmundsdottir/tired-of-waiting-icelande_b_349420.html.

SIGURGEIRSDÓTTIR, Silla et Robert WADE (2012), « Une Constitution pour changer d’Islande ? », *Le Monde diplomatique*, jeudi le 18 octobre 2012.

SINTOMER, Yves (2011), « Délibération et participation : affinité élective ou concepts en tension ? », *Participations*, 2011/1, no. 1, p. 236-276.

SKALSKI, Jérôme (2012), *La Révolution des casseroles – Chronique d'une nouvelle constitution pour l'Islande*, Paris, La Contre Allée, 108 p.

South by Southwest (2011), « Rebooting Iceland: Crowdsourcing Innovation in Uncertain Times | Interactive 2011 | SXSW », vidéo YouTube, 6:27, 15 mars 2011. Panel avec Guðjon Mar Guðjonsson consulté [en ligne], le 10 mars 2019. Adresse URL: https://www.youtube.com/watch?v=2_i8Ks5k_O8

Stjórnlagaráð, Site officiel de l'Assemblée constituante. Consulté [en ligne] le 24 mars 2019. Adresse URL: <http://stjornlagarad.is/english/>

Statistics Iceland, « Elections overview, 1874-2011 ». Consulté [en ligne], le 7 mars 2019. Adresse URL: <http://www.statice.is/Statistics/Elections/Elections-overview>

SUDA, Brian, « Þjóðfundur 02009: data mining a government », Optional.is, 22 novembre 2009. Consulté [en ligne], le 10 mars 2019. Adresse URL: <http://optional.is/required/2009/11/22/%C3%BEjo%C3%B0fundur-02009-data-mining-a-government/>

Þjóðfundur, Site officiel du Forum national de 2010. Consulté [en ligne] le 24 mars 2019. Adresse URL: <http://thjodfundur2010.is/english/>

THORARENSEN, Björg (2011), « Constitutional reform process in Iceland - Involving the people into the process », communication au *Oslo-Rome International Workshop on democracy*, novembre 2011.

THORSTEINSDÓTTIR, Sigríður Helga, traduction anglaise de Anna Yates, *Althingi*, Administration of Althingi, 2018. Brochure officielle consultée [en ligne] le 24 février 2019. Adresse URL: https://www.althingi.is/pdf/Althingi2018_enska.pdf

TOUPIN, Sophie (2014), « Feminist Hackerspaces: The Synthesis of Feminist and Hacker Cultures », *Journal of Peer Production*. Consulté [en ligne] le 9 mars 2019. Adresse URL: [http://www.academia.edu/24232869/Feminist Hackerspaces The Synthesis of Feminist and Hacker Cultures 2014](http://www.academia.edu/24232869/Feminist_Hackerspaces_The_Synthesis_of_Feminist_and_Hacker_Cultures_2014)

TURNER, Fred (2012), *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture*, Stewart Brand, un homme d'influence, Paris, C&F Éditions, 432 p.

VALDIMARSDOTTIR, Agnes, « Icelanders hand in world's first "web" constitution », AFP, 29 juillet 2011.

VALTYSSON, Bjarki (2014), « Democracy in disguise: the use of social media in reviewing the Icelandic Constitution », *Media, Culture & Society*, vol. 36 (1), pp. 52-68.

Vivre en Islande. Blog animé par le politologue Michel Sallé. Consulté [en ligne], le 7 mars 2019. Adresse URL : <http://vivre-en-islande.blogspot.ca/>

WADE Robert et Silla SIGURGEIRSDOTTIR (2010), « Lessons from Iceland », *New Left Review*, vol. 65, octobre-novembre. Consulté [en ligne] le 7 mars 2019. Adresse URL : <http://newleftreview.org/II/65/robert-wade-silla-sigurgeirsdottir-lessons-from-iceland>

You are in Control - International Conference, 2009, « YAIC 2009 - Guðjón Már Guðjónsson », Vidéo YouTube. 8:45, 24 septembre 2009. Consulté [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL: <https://www.youtube.com/watch?v=KPg9IVQTkhs>.

ZARAZA, Pedro, « 2009 JCI TOYP Honoree Guðjón Már Guðjónsson », vidéo YouTube produite par Junior Chamber International, 2:15, 9 juillet 2010. Consulté [en ligne] le 27 août 2018. Adresse URL : https://www.youtube.com/watch?v=KVBhhFsG_Fg

ANNEXE I – Tableau des intervenants selon la source des propos recueillis et le type de discours compilés

Intervenant	Rôle dans la démarche constituante	Source (Voir bibliographie pour référence complète)	Type de discours
Eiríkur Bergmann	Constituant élu et professeur de science politique à l'Université Bifröst.	BERGMANN, Eiríkur, <i>Iceland and the International Financial Crisis. Boom, Bust and Recovery</i> , Palgrave Macmillan, 2014, 211 p. BERGMANN, Eiríkur, « Reconstituting Iceland – constitutional reform caught in a new critical order in the wake of crisis », Texte d'une conférence donnée à la Leiden University, aux Pays-Bas, les 24 et 25 janvier 2013. FARELL, David (2012), « Deliberation in practice: the use of mini-publics in contemporary democracies », vidéo YouTube, 14:53, 13 novembre. Conférence donnée dans le cadre d'un colloque à la Royal Irish Academy.	Ouvrage de l'auteur. Discours direct (DD) Communication académique écrite (DD) (Extraits de discours direct - DD)
Guðjón Már Guðjónsson	Entrepreneur, Co-fondateur du Ministère des Idées et du regroupement La fourmilière	South by Southwest, « Rebooting Iceland : Crowdsourcing innovation in uncertain times », panel organisé dans le cadre du festival South by Southwest à Austin au Texas, le 15 mars 2011. Vidéo YouTube, 6:27. You are in Control - International Conference, 2009, « YAIC 2009 - Guðjón Már Guðjónsson », Vidéo YouTube. 8:45, 24 septembre 2009. Entrevue donnée à Samuel KNIGHT, « In Iceland, trying to reprogram government. A “Ministry of Ideas” aims to open source new core values », dans <i>OhMyGov.com</i> , le 13 novembre 2009. Entrevue accordée à la journaliste Althea Legaspi	Allocutions dans un panel pour un public non expert (DD) Entrevue journalistique vidéo (DD) Extraits d'entrevue rapportés dans un article (Discours rapporté – DR)

		dans l'article « The many Ants of Iceland », <i>Foreign policy</i> , Janvier 2010.	Extraits d'entrevue rapportés dans un article (Discours rapporté – DR)
Thorvaldur Gylfason	Constituant élu et professeur d'économie à la University of Iceland.	GYLFASON, Thorvaldur, « From Collapse to Constitution : the case of Iceland », Juin 2012. Entrevue donnée dans le documentaire <i>Pots, pans and other solutions</i> de Miguel Marques, 2012.	Article académique (DD) Entrevue journalistique vidéo (DD)
Birgitta Jónsdóttir	Députée élue du Mouvement (parti politique) et co-fondatrice du Parti Pirate islandais	« We, the people, are the system » Conférence TEDxReykjavik, 15 juin 2015. Transcrite intégralement sur le blogue officielle de Birgitta Jónsdóttir. « Iceland could have been innovative : Participatory democracy », conférence donnée le 8 mai 2013 pour le congrès <i>re:publica</i> 2013, à Berlin, vidéo YouTube, 50 :09. FONTAINE, Paul, « The Creator: Iceland's Birgitta Jónsdóttir On Poetry, Politics, And The Future », <i>The Reykjavik Grapevine</i> , le 20 avril 2018. Entrevue donnée dans le documentaire <i>Pots, pans and other solutions</i> de Miguel Marques, 2012. Entrevue donnée dans le documentaire <i>Reykjavik Rising</i> de Conscious Collective, 2015. RICHE, Pascal, « Birgitta Jonsdottir : ‘L’Islande peut être le laboratoire de la démocratie’ », <i>Rue89</i> , le 6 octobre 2012.	Conférence (DD) Conférence (DD) Entrevue journalistique écrite (questions-réponses) (DD) Entrevue journalistique vidéo (DD) Entrevue journalistique vidéo (DD) Extraits d'entrevue journalistique rapportés dans un article (DR)
Finnur Magnusson	Chief technology officer de l'assemblée constituante	BARNES, John et Jim RALLEY, « #1 Finnur Magnusson - Icelandic Crowdsourced Constitution », entrevue accordée en marge de l'ouvrage <i>Democracy squared</i> , Blurb, 2018, 330 p. Entrevue écrite accordée à Iveta KAZOKA, dans <i>Opening Parliament Blog</i> , le 12 mars 2013.	Entrevue semi-dirigée (audio + verbatim complets non édités disponibles en ligne - DD) Entrevue Questions-réponses (DD)

		« How to write a constitution in the 21 st century », conférence donnée à l'Université Stanford, 2014	Captation vidéo (DD)
Smári McCarthy	Hacker militant, participant externe au processus de consultation de l'Assemblée constituante et membre du parti pirate	« Crowdsourcing the constitution – Lessons from Iceland », conférence organisée par le média en ligne <i>Bella Caledonia</i> à Edimbourg, le 14 juin 2014. Vidéo YouTube, 1:14:05. « IMMI as an interface between the Internet and the State », conférence donnée dans le cadre de l'événement re:publica 2011. Vidéo YouTube, 21:10, 16 mai 2011. Entrevue donnée dans le documentaire <i>Reykjavik Rising</i> du collectif Conscious Collective, 2015 (en ligne). « Utopia Lost: Lessons From Iceland », <i>Constitution UK</i> (blog), 21 janvier 2014.	Conférence, captation vidéo (DD) Conférence, captation vidéo (DD) Entrevue journalistique vidéo (DD) Billet de blogue (DD)
Katrin Oddsdottir	Constituante élue et avocate	Entrevue donnée dans le documentaire <i>Pots, pans and other solutions</i> de Miguel Marques, 2012. Entrevue donnée dans le documentaire <i>Reykjavik Rising</i> du collectif Conscious Collective, 2015. Entrevue donnée dans le documentaire <i>Bluberry soup</i> réalisé par Eileen Jarrett, 2013.	Entrevue journalistique vidéo (DD) Entrevue journalistique vidéo (DD) Entrevue journalistique vidéo (DD)
Silja Bara Ómarsdóttir	Constituante élue et professeure	« Silja Ómarsdóttir on starting from scratch with Iceland's constitution », conférence donnée dans le cadre de PopTech, juillet 2012, vidéo YouTube, 17:34.	Conférence pour un public non expert (DD)
Andrea (nom fictif)	Constituante élue	Entrevue semi-dirigée accordée le 25 février 2015, 52:06.	Entretien semi-dirigé (DD)